

mo-Cof

QUINZE ANS D'UNE RELATION EPINEUSE: LES RAPPORTS
ROUGES-GRITS VUS PAR DES JOURNAUX LIBERAUX DU BAS-CANADA
(1851-1865)

par Denis Paquin

Thèse présentée à l'Ecole des études supérieures
de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention
de la maîtrise ès arts en histoire



UNIVERSITE D'OTTAWA
OTTAWA, CANADA, 1977

UMI Number: EC56122

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC56122
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

Table des matières

Bibliographie	i
Introduction	iv
I - Quand parle-t-on des Grits?	8
A- 1851-1855	9
B- 1856-1860	20
C- 1861-1865	35
II - Un parti, deux groupes, plusieurs problèmes	50
A- Les personnages importants du parti	51
B- Les Grits: un allié difficile	69
III- Les Grits: un parti anti-"national"?	91
A- Les 'bons' et le 'méchant'	92
B- Un parti uni par la haine de la 'race' française	108
Conclusion	119
Appendice	124

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES:

Sources manuscrites

- BERNARD, Jean-Paul, La pensée et l'influence des Pouzes (1848-1867), Ph.D., Université de Montréal, 1970.
- CERVAIS, Gaétan, Médéric Lanctôt et l'Union Nationale, M.A., Université d'Ottawa, 1968.
- RASPORICH, Anthony W., The development of political and social ideas in the province of Canada (1848-1858), Ph.D. Université du Manitoba, 1970.
- WALKER, Tony, Federalism and sovereignty: 1857-1867, Research Paper, M.A., Université d'Ottawa, 1970.

Sources imprimées

- L'Avenir, Janvier 1850 - Décembre 1857
- Le National, Novembre 1855 - Novembre 1858
- L'Ordre, Juin 1861 - Décembre 1865
- Le Pays, Janvier 1852 - Décembre 1865
- La Presse, Octobre 1863 - Septembre 1864
- L'Union Nationale, Septembre 1864 - Décembre 1865

Travaux:

- BEAULIEU, A., HAMELIN, J., Les journaux du Québec de 1764 à 1964, Québec, P.U.L., 1965 "Cahiers de l'Institut d'histoire no. 6".
- BOYD, J., Sir George Etienne Cartier - His life and times, Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1914.
- CARELESS, J.M.S., Brown of the Globe, (2 vol.), Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1959-1963.

- CARELESS, J.M.S., The union of the Canadas - the growth of Canadian Institutions 1841-1852, Toronto, McClelland & Stewart, 1967, "Canadian Centenary Series no. 10".
- CORNELL, P.G., The Alignment of Political Groups in Canada 1841-1867, Toronto, UTP, 1962.
- CREIGHTON, D.G., John A. Macdonald - The Young Politician, Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1956.
- CREIGHTON, D.G., The Road to Confederation - The Emergence of Canada, Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1964.
- DAVID, L.O., L'Union des deux Canadas 1841-1967, Montréal, Eusèbe Sénécal & Cie., 1898.
- DENT, J.C., The last forty years: Canada since the Union of 1841, (vol.II), Toronto, Published by George Virtue, 1881.
- DUMONT, F., (et autres), Idéologies au Canada français 1850-1900, Québec, PUL, 1971.
- GROULX, L., La Confédération canadienne - Ses origines, Montréal, Le Devoir, 1917.
- HARDY, W.G., From sea into sea - Canada 1850 to 1910 The road to nationhood, New-York, Doubleday & Co., 1960.
- KILBOURN, W., The Firebrand - William Lyon Mackenzie and the Rebellion in Upper Canada, Toronto, Clarke, Irwin & Co. Ltd., 1956.
- MC INNIS, E., Canada - A political and social history, Toronto, Clarke, Irwin & Co. Ltd., 1959.
- MORTON, W.L., The critical years, the union of British North America 1857-1873, Toronto, McClelland & Stewart, 1967, "Canadian Centenary Series no. 12".
- ROYAL, J., Histoire du Canada 1841 à 1867, Montréal, Librairie Beauchemin Lté., 1909.
- TRUDEL, M., L'influence de Voltaire au Canada, (t.II), 1850-1900, Montréal, Fides, 1945.
- TURCOTTE, L.-P., Le Canada sous l'Union 1841-1867, (vol.2), Québec, Imprimerie L.J. Demers & Frères, 1882.
- UNDERHILL, F.H., In search of Canadian Liberalism, Toronto, The Macmillan Company of Canada Ltd., 1960.
- WAITE, P.B., L'Amérique britannique du Nord, Scarborough, Prentice-Hall of Canada Ltd., 1967.

Articles:

- BERNARD, J.-P., Définition du libéralisme et de l'ultramontanisme comme idéologies dans RHAF, (vol XXV), 1971-1972, p. 244-246.
- BROWN, G.W., The Grit Party and the Great Reform convention of 1859 dans Canadian Historical Review, (sept. 1935), p. 245-265.
- CARELESS, J.M.S., The political ideas of George Brown, dans Canadian Forum (février 1957), p. 247-250.
- CARELESS, J.M.S., Mid-Victorian Liberalism in central Canadian newspapers 1850-1867 dans Canadian Historical Review 1950, p. 221-236.
- CREIGHTON, D.G., L'Amérique britannique du Nord à l'époque de la Confédération (Etudes préparées pour la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces), Ottawa, 1939.
- DUMONT, F., Idéologies au Canada français (1850-1900): Quelques réflexions d'ensemble dans Recherches sociographiques (mai-décembre 1969), p.145-156.
- JONES, E.H., Ephemeral compromise: The Great Reform Convention revisited dans Journal of Canadian Studies (février 1968), p. 21-28.
- MONTMINY, J.-P., L'Avenir 1847-1852 dans Recherches Sociographiques (mai-décembre 1969), p. 323-353.
- PIETTE-SAMSON, C., Louis-Antoine Dessaulles, journaliste libéral dans Recherches Sociographiques (mai-décembre 1969) p. 373-387.
- SYLVAIN, P., Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français dans Recherches Sociographiques (décembre 1967), p. 275-297.

C'est un lieu commun que de dire de la vie politique sous l'Union qu'elle fut particulièrement mouvementée. Née des troubles de 1837, l'Union allait céder sa place à la Confédération canadienne dont elle était, sous plus d'un aspect, le prélude. Ce quart de siècle a vu grandir des hommes politiques imposants, des partis politiques de mieux en mieux structurés et organisés. L'union des deux Canadas allait rendre essentielle la collaboration entre diverses formations politiques puisque tel était le prix du pouvoir. Plusieurs études ont déjà porté sur ces divers groupements politiques. Les relations entre les partis de chacune des sections de la province ont également été abordées. Toutefois, la question des rapports entre les Rouges et les Grits n'a vraiment pas été développée. On peut dire la même chose à propos de l'opinion des Rouges sur leurs collègues haut-canadiens.

Cette recherche-ci veut explorer les diverses facettes de ce que les Rouges publiaient concernant les Grits, ces membres de l'aile 'gauche' du parti réformiste, partisan des institutions électives et de l'abolition des réserves. Les Rouges, pour leur part, préconisaient des réformes analogues. Comme leurs 'collègues' du Haut-Canada, ils ne manquaient pas d'en avertir le public par le truchement des journaux, journaux qui constitueront le principal matériel de notre recherche. Ainsi, pour la période qui va de la naissance de l'aile grit en 1851 jusqu'à la retraite de son chef, George Brown, de la "grande coalition" en 1865, nous étudierons divers journaux à tendance libérale au Bas-Canada. Nous voulons

d'abord savoir ce que les organes libéraux disaient - pas nécessairement ce qu'ils pensaient - concernant un parti qui attaquait souvent le Bas-Canada, mais avec lequel les Rouges essayaient tant bien que mal de collaborer. Cette étude doit également nous permettre de percevoir l'opinion du lecteur de ces différents journaux sur l'aile ouest du 'parti libéral'. Nous espérons ainsi avoir une meilleure compréhension de l'Union des deux Canadas, des rapports entre les deux formations libérales ainsi que des priorités établies par les Rouges. Quelle image les Rouges peignaient-ils des Grits, voilà l'objectif de cette recherche. Comment, à travers les journaux, les Rouges se comportaient-ils face à ces alliés que certains qualifieraient aisément de peu recommandables sur le plan politique? Des réponses à de telles questions peuvent certes ajouter à notre connaissance de cette quinzaine pré-confédérative, et principalement à notre savoir sur la mentalité libérale au Québec.

Un premier problème est celui de retrouver la définition du journal à tendance libérale. Le second est de déterminer qui sont les libéraux. Il fallait une définition claire à une situation qui l'était beaucoup moins. Voilà pourquoi, sauf mention, nous employons indistinctement les termes 'Rouges' et 'libéraux bas-canadiens' de même que ceux de 'Grits', 'libéraux' ou 'réformistes haut-canadiens'. Dans le premier groupe, nous voulons inclure tous les adversaires du groupe de Cartier, c'est-à-dire à la fois les disciples des Papineau et des Dorion de même que ceux d'un

Médéric Lanctôt qui s'opposa au parti conservateur sur la question cruciale du projet de Confédération. Il est clair que le rougisme de ce dernier sera différent de celui d'un Papineau ou même d'un Dorion, les idées et les périodes étant différentes. Cependant nous les plaçons tous dans le même camp (comme l'ont fait plusieurs auteurs avant nous) quite, à l'occasion, à faire les distinctions qui s'imposeront. Au Haut-Canada, le parti auquel nous faisons référence est celui qui s'est opposé aux Baldwin, aux Hincks et aux John A. Macdonald. Les aspects qui rallient ces divers groupements sont: un désir d'accéder au pouvoir, la volonté d'obtenir des changements constitutionnels le tout par le moyen d'une administration saine et économe. Quant aux journaux à tendance libérale, nous les avons sélectionnés selon les mêmes critères positifs et négatifs.

Si nous pouvons définir les Rouges selon des éléments à la fois positifs et négatifs, on peut dire la même chose de la période 1851-1865. Ce fut une période de transformations radicales, et partant, d'insécurité. L'Amérique du nord britannique avait à se redéfinir vis-à-vis la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Les Canadiens avaient à se trouver une place dans un monde en continue expansion causée par le 'boom' des chemins de fer qui allaient rapprocher les Maritimes, ouvrir l'Ouest et faciliter des rapports plus fréquents entre 'Anglais' et 'Français' au Canada.

Ainsi, à une insécurité économique et militaire s'ajoutait pour les francophones une insécurité sociale, pour ne pas dire

nationale. Ceci était dû, en bonne partie, au souvenir du rapport Durham, souvenir que certains haut-canadiens ne cessaient de raviver. Le contact constant des chefs francophones et des chefs anglophones ne pouvait que maintenir ce doute et cette suspicion envers l'autre 'race'. Les élites canadiennes-françaises s'emparèrent de cette peur^{pour} renforcer leur leadership.

Deux tendances s'étaient ainsi manifestées au début de l'Union. L'une était conservatrice et ultramontaine, l'autre libérale. Toutes deux suivaient un cheminement parallèle à ce qui survenait en Europe. Cependant, le contexte canadien apportait certaines nuances qui, volontairement ou non, et selon les besoins, furent laissées de côté. Des confusions et des incompréhensions s'en suivirent durant plusieurs années.

Le mouvement conservateur-ultramontain s'apparentait à celui d'Europe tout en étant un peu plus 'raciste'. Le premier grand apôtre de l'ultramontanisme au Canada fut Mgr. Ignace Bourget, évêque de Montréal. Celui-ci, plein de ferveur et d'énergie, établit pas moins de dix congrégations religieuses dans son diocèse, plusieurs étant importées de France. Malmenées par les révolutions de 1789, 1830 et 1848, ces communautés avaient en horreur tout ce qui s'apparentait au libéralisme. Il n'est donc pas étonnant que le Bas-Canada ait produit un fort mouvement conservateur dirigé par le clergé... à qui il devait obéissance. Le conflit italien qui opposait le Pape aux Républicains vint renforcer cet élan. Parce qu'il était menacé dans ses possessions temporelles,

le Pape n'eut aucun mal à susciter dans le milieu catholique canadien un mouvement anti-républicain. Egalement, par ses interventions, entr'autres par la propagation du dogme de l'Immaculée-Conception, la publication du Syllabus des Erreurs et par la proclamation de l'infailibilité pontificale, il suscita des réactions dans les milieux libéraux.

Comme le signale Fernand Dumont:

nous sommes devant une idéologie fabriquée par le clergé. Celui-ci y exprime sa vision du monde, ses intérêts, les sources de son pouvoir et de son prestige. Comme toutes les classes dominantes, il porte sa situation au niveau d'une représentation d'ensemble de la société qu'il propose à tous. (1)

Mais quelle sorte de société propose-t-on? AUTORITE, voilà l'idée au centre de tout. Les ultramontains veulent la création d'une société théocratique dans laquelle le Pape possède, de droit divin, une juridiction politique sur le monde entier (2). Dans cette société très hiérarchisée, où les membres du clergé se chargent de l'Autorité, on retrouve une certaine harmonie, une intégration et une unanimité qui rassuraient les membres d'une société canadienne-française en ébullition. Tout facteur de changement (tel les libertés politiques, les sciences, etc.) étaient à rejeter. Par contre, était encouragé tout ce qui permettait au clergé d'avoir un contrôle sur la population. C'est ainsi que la vie rurale, centrée autour de la paroisse représentait l'idéal vers lequel les Canadiens-français devaient tendre.

(1) F. Dumont et al., Idéologies au Canada français 1850-1900, PUL Québec, 1971, p.11.

(2) P. Sylvain, Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultra-

La pensée des ultramontains était rassurante pour la population du Bas-Canada et permettait aux tenants de cette idéologie de justifier leurs interventions. Elle permettait aussi de légitimer leur place au sommet de l'échelle sociale. Comme on le voit, le politique et le religieux étaient intimement liés et, en peu de temps, un groupement politique allait respecter, sinon défendre la vision ultramontaine de la société, assuré qu'il était que ceci constituait une assise solide pour un pouvoir politique. On verra donc apparaître au milieu du XIX^e siècle un mouvement conservateur, respectant l'autorité du clergé et acceptant un statu quo politique et social suite à l'avènement du gouvernement responsable. Cette élite accepte la mise en minorité de l'élément francophone et la fin de la possibilité de contrecarrer les idéaux de la bourgeoisie anglophone. Elle acceptera donc de collaborer à l'édification d'une économie canadienne dans un territoire héritier des traditions politiques et sociales de la Grande-Bretagne. Les facteurs de changement étaient ainsi réduits au minimum. La société canadienne-française avait sa place, elle avait ses chefs et sa mission.

A la limite, signale Bernard, elle accepte une situation dans laquelle domine la grande bourgeoisie anglophone, qui tend à faire du Canada français une masse rurale maintenue en dehors des grands échanges économiques mais qui ne met pas en question son propre rôle politique et social.(3)

montain au Canada français dans Recherches Sociographiques

(3) J.P. Bernard, Définition du libéralisme et de l'ultramontanisme comme idéologies dans RHAFF, XXV, p. 245.

Dans cette société, chacun avait son rôle assigné; la politique était un facteur de stabilité et la religion un facteur de cohésion nationale; l'idéal ultramontain était ainsi respecté.

Mais qu'advenait-il de ceux qui n'étaient pas satisfait de cette définition de la situation, de ceux qui avaient une autre vision de la société canadienne-française, de ceux qui voulaient pour eux-mêmes le rôle d'élite politique et nationale? Ces gens qui se définissaient, souvent malgré eux, face aux conservateurs, avaient à offrir le changement et, donc, une certaine instabilité. C'étaient les libéraux, les Rouges.

Cette autre élite refuse l'Union et préconise le maintien d'un Bas-Canada distinct et canadien-français. De plus, les tenants de cette idéologie préfèrent le dynamisme américain au régime britannique (pendant quelques années les Rouges défendront d'ailleurs l'idée d'annexion aux Etats-Unis). Ils prônent donc une démocratisation assez radicale du système politique et social. Au plan économique, ils mettent de l'avant l'amélioration de l'agriculture canadienne-française et son intégration à l'économie américaine. (4).

D'origine européenne, ce libéralisme bas-canadien était toutefois différent de son cousin d'outre-mer. Il n'était pas anticlérical. Bien que cette épithète leur ait été accolée, on ne peut dire que les Rouges, même les plus radicaux d'entre eux, aient été d'opinion que le clergé devait être banni du pays. Au contraire, ils furent

(4) loc. cit.

toujours d'avis que le clergé était indispensable à la survie de la population canadienne-française. Ce fut d'ailleurs là, un de leurs problèmes. En effet, si les libéraux reprochaient continuellement aux membres du clergé leur immixtion en politique, ils leurs reconnaissaient un rôle essentiel dans la société de l'époque en tant que facteur distinctif de la culture canadienne-française. Il était souvent difficile de tirer une ligne entre ces deux tendances.

Cependant, le principal problème qu'ils eurent à rencontrer fut celui de concilier leur libéralisme avec leur nationalisme. Au milieu du XIX^e siècle, les Rouges se heurtaient à un obstacle de taille: cette confusion entre l'ordre politique et l'ordre national, entre les principes démocratiques et celui des nationalités. L'union rendait impossible la coïncidence peuple-nation puisque à partir de 1851, majorité et population francophone allaient être au Bas-Canada deux réalités distinctes. Jamais plus, la nation canadienne-française allait-elle pouvoir représenter la majorité de la population canadienne.

Ainsi, au tout début de leur histoire les Rouges sont-ils d'abord nationalistes. Pour atteindre la souveraineté de la nation, ils tablent sur les principes démocratiques; considérant normal que la majorité ne soit pas gouvernée par la minorité. C'est dans ce sens que l'option démocratique était au service de l'option nationale. Mais qu'advenait-il au moment où les Canadiens français

* Tout leur programme s'appuyait sur le principe du règne de la majorité.

devenaient minoritaires? Lutter pour la démocratie à l'intérieur de l'Union signifiait: s'opposer à la souveraineté de la nation. C'est pourquoi la dévotion croissante des Rouges à des objectifs nationalistes deviendrait proportionnée au déclin de l'idéal démocrate. Comme le signale A.W. Rasporich,

The Rouge ideologues of l'Avenir began the decade by a commitment to a number of abstract ideals such as free trade, annexation and/or independence, elective institutions, universal suffrage, and every kind of conceivable reform ranging from education to legislative and judicial reforms. By mid-decade they had compartmentalized their objectives into broad provincial ones, and those that affected only Lower Canada. Their general goals had become whiggish, ranging from equal rights and justice, to permanence of the seat of government and fixed times for the meeting of Parliament. Universal suffrage became more and more vague - the extension of the elective franchise "dans sa plénitude". Their special goals for Lower Canada were more specific and also less democratic: abolition of the seigneurial tenure with compensation; and elective legislative council with a "rational" property franchise; educational reform; agricultural improvement; codification of the laws; judicial decentralization; and municipal reform. (5)

Cette analyse de Rasporich peut laisser croire que le mouvement rouge a clairement évolué d'un point à un autre. Ce ne fut cependant pas le cas. La tendance nationale coexistait dès le début avec la tendance démocrate. Les Rouges oscillaient de l'une à l'autre au gré des événements et des opinions personnelles. En 1865, on n'était pas beaucoup plus fixé. Par exemple, en 1864, sur la tribune de l'Institut canadien, Jean-Baptiste Couillard dénonce "les tendances anti-nationales de la Confédération et le danger qui s'ensuivait pour nos institutions, notre langue et nos

(5) A.W. Rasporich, The development of political and social ideas in the province of Canada 1848-1858, p. 490-491

lois" (6). Quelques jours plus tard, un auteur libéral, Gonzalve Doutre prétend replacer Couillard "sur le terrain de l'humanité qu'il avait un peu mis de côté" (7). Comme le signale Dumont, pour Doutre,

ce n'est pas la langue ou la religion qui fonde la nation mais "la conscience des intérêts communs". (...) Qu'est-ce qu'une nation en effet? Des traditions comme on en trouvait dans cette société largement rurale qu'était le Québec de l'époque ou une démocratie où les hommes sont rassemblés par des objectifs communs de progrès? Les Rouges ont oscillés d'une conception à l'autre en explorant presque toutes les impasses. (8)

Donc, si les ultramontains offraient l'harmonie et l'unité, les Rouges représentaient les déchirements et les hésitations. La situation sous l'Union favorisait le clergé dans son rôle d'élite essentielle à la conservation de la nationalité, elle-même menacée de partout. Les Rouges restaient avec leurs principes et leurs théories, mais ceci rapportait peu quand venait le temps de dépouiller les boîtes de scrutin.

Ces tiraillements ne pouvaient faire autrement que de se retrouver dans les journaux du parti; et ils étaient particulièrement visibles quand un article portait sur le Haut-Canada, surtout sur les Grits. D'un côté il fallait rechercher l'alliance politique pour pouvoir mettre en oeuvre les objectifs communs et le progrès dont Doutre parlait. Par contre, il fallait se défendre contre ce collaborateur qui était 'Anglais' avec tout ce

(6) F. Dumont, Idéologies au Canada français 1850-1900, PUL, Québec, 1971, p. 8.

(7) loc. cit.

(8) loc. cit.

que ce terme véhiculait de dangereux, d'assimilateur. Les journaux verront donc la période sous un angle ou sous l'autre.

Nous avons étudié six journaux: l'Avenir, le Pays, le National, l'Ordre, la Presse et l'Union Nationale, ce dernier étant un quotidien, les autres paraissant généralement trois fois par semaine. Le premier en date est l'Avenir. Paru pour la première fois en juillet 1847, il allait s'éteindre, après quelques agonies en décembre 1857. Publié 61 fois en 1850, le journal n'allait sortir que 37 fois en 1851 et 23 l'année suivante avant de disparaître jusqu'en 1855 (ce ralentissement étant dû aux difficultés financières et au décès de Philippe-Gustave Papineau qui était le principal rédacteur). L'aventure allait recommencer en 1855, mais sans grand succès. A cause de multiples difficultés auquel il faisait face, l'Avenir avait assez peu d'espace à consacrer aux partis haut-canadiens; au surplus, n'oublions pas que le parti rouge est fortement 'régionaliste'. Ainsi, à partir de 1851, ce journal ne consacra jamais plus de trois articles par année aux Grits.

Contrairement à l'Avenir, le Pays (1852-1871), étant mieux établi que son prédécesseur, parlera davantage des partis du Haut-Canada. Ce journal montréalais sera publié entre 127 et 151 fois durant la période allant de 1852 à 1865. Fondé par J.A. Plinguet et E.R. Fabre, ce journal, plus modéré que l'Avenir n'en continue pas moins sa lutte pour le triomphe des idées libérales. Pour ce faire, ce médium acceptera de tendre la main

aux libéraux haut-canadiens. En effet, afin de gagner le pouvoir, les rédacteurs ne rejettent pas l'idée d'une alliance de tous les libéraux de la province. Ils prendront cependant soin de signaler qu'une alliance ne veut pas dire 'parti unique', alternative qu'ils rejettent complètement. Parmi les différents rédacteurs qui se sont succédés, le plus connu fut certes L.A. Dessaulles, rédacteur-en-chef de 1861 jusqu'à la fin de 1863. Neveu du grand Papineau, Dessaulles se rendra célèbre par ses nombreuses confrontations avec Mgr. Bourget concernant la bibliothèque de l'Institut canadien. Il reprochera de façon constante à l'Eglise bas-canadienne de ne pas se mêler de ses affaires en intervenant dans le domaine politique, intervention toujours défavorable aux Rouges évidemment.

Etant l'organe officiel du parti, le Pays s'en tiendra à des considérations plus pragmatiques afin d'obtenir le pouvoir, il touchera assez peu à l'aspect nationaliste de l'idéologie libérale.

Le National fut le pendant du Pays dans la ville de Québec. Paru entre 1855 et 1859, il suivait les traces de son grand frère montréalais. Financé par le parti libéral, ce journal eut pour co-propriétaires et co-rédacteurs P.G. Huot, T. Fournier et M.-A. Plamondon. Ce tri-hebdomadaire appuiera régulièrement les prises de position du Pays qu'il citera fréquemment. C'est également un journal qui, malgré son titre, s'intéresse plus à l'aspect démocratique qu'à l'aspect national (bien que ce dernier élément de-

meure toujours présent, principalement à partir du moment où l'on discute de la représentation selon la population).

L'Ordre, après avoir changé de propriétaire en 1860, change également d'allégeance et appuiera les libéraux à partir du 25 juin 1861. Plus modéré que le Pays, l'Ordre prendra principalement la part des Rouges les plus modérés, les membres du groupe Sicotte. Ces libéraux essayaient d'éviter les accusations d'anticléricalisme dirigées contre les Rouges. Ils se qualifiaient de libéraux catholiques, afin d'être plus acceptables à l'élite catholique. Propriété de Plinguet, ce journal soutiendra les libéraux au cours des élections de 1861 par la plume de L.-A. Jetté, de C. Laberge et de F.-G. Marchand. Favorable au principe de la double majorité, ce tri-hebdomadaire se montrera sévère à l'endroit de George Brown et de ses disciples. Il y aura d'ailleurs des affrontements entre ce journal et le principal organe rouge, le Pays. Ceci résulte toujours de la dichotomie dans laquelle nagent les Rouges. Toutefois, par son opposition au parti conservateur, l'Ordre doit être qualifié de journal libéral.

La Presse (1863-1864) eut une existence assez brève, ce qui s'explique par le besoin que son rédacteur Médéric Lanctôt éprouvait d'avoir un nouvel outil pour combattre ceux qui voulaient imposer la Confédération. Cette arme allait être l'Union Nationale. Insistant presque exclusivement sur l'aspect national, ce quotidien s'opposera aux journaux comme le Pays pour qui

l'existence des partis politiques est la seule garantie pouvant permettre l'implantation du libéralisme dans la province. Ce journal de combat qu'est l'Union Nationale souhaite opposer les deux sections de la province, les deux populations, les deux groupes ethniques dans le but d'empêcher le succès du projet de Confédération. Donc, ce journal se dit indépendant des partis, chose rare à l'époque où le financement d'un journal pouvait dépendre largement d'un parti politique. Sa mission: "combattre, par la plume et la parole, le changement de constitution proposé, de démontrer que ce régime politique, suggéré par lord Durham pour angliciser le Bas-Canada finira par nous mettre à la merci d'une majorité hostile à nos droits religieux et nationaux" (9). Autre caractéristique intéressante et inusitée à l'époque: tous les articles de ce journal sont signés. La plupart le sont par Médéric Lanctôt, jeune avocat de Montréal plein d'énergie et de fougue dans sa lutte nationale.

Nous avons donc un parti rouge déchiré entre plusieurs tendances, chacune ayant ses journaux et ses portes-paroles. Si la tendance idéologique est visible lorsque vient le temps de discuter une mesure intéressant purement le Bas-Canada, ceci est encore plus vrai lorsqu'il est question d'une mesure qui concerne le Haut-Canada, mais qui est susceptible d'avoir des retombées dans la section est de la province. Qu'en est-il du Haut-Canada à cette époque? Comme au Bas-Canada, deux grands partis se font la lutte,

(9) A. Beaulieu et al., Les journaux du Québec de 1764 à 1964, PUL, Québec, 1965, p. 162.

les conservateurs (Tories) et les libéraux (Grits).

Les Tories étaient à l'origine un groupe convaincu de déterminer la Vérité, donc de sa supériorité sur les autres. Ceci n'avait rien pour attirer les Bas-canadiens surtout que cette attitude se mêlait avec une autre tendance mal acceptée au Bas-Canada: celle de rendre les milieux d'affaire, principalement anglophones, toujours plus puissants et en meilleur contrôle de l'économie provinciale. L'arrivée de John A. Macdonald à la tête du parti au milieu des années 1850 allait modifier l'image des Tories. Il allait réussir à leur enlever ce qui les rendait inacceptables dans l'est et à cimenter une alliance avec les conservateurs de Cartier. Ses talents politiques lui permirent de demeurer au pouvoir pendant longtemps, au grand désenchantement des Rouges et des Grits, surtout que ces derniers en vinrent à former la députation majoritaire dans le Haut-Canada.

Les Grits prennent leur origine dans les milieux agricoles du sud-ouest du Haut-Canada. Ces insatisfaits s'opposent à la domination de l'économie par et pour les milieux urbains. Mettant de l'avant un programme très démocrate, très 'américain', ils s'en prendront aux hommes d'affaires qui exploitent le pays, et au bloc bas-canadien qui permet que cet état de chose puisse continuer. Lorsque Brown prendra en main les destinées du parti, il le fera évoluer dans le sens de ses intérêts qui sont ceux de l'homme d'affaire torontois. L'idéal américain laissera peu à peu sa place à l'idéal britannique. La tendance démocratique sera tempérée

et les milieux d'affaire en viendront à faire accepter bon nombre de leurs idées. C'est donc un parti qui, comme le parti rouge, laissera son radicalisme d'origine au profit de mesures moins controversées et susceptibles d'être acceptées par une plus large couche de la population. Son fort penchant régionaliste, ses attaques contre le catholicisme au début des années 1850 et son désir de voir la séparation de l'Eglise et de l'Etat avec un enseignement neutre rendaient cependant ce parti difficilement acceptable dans l'est. Ce sont pourtant ces mêmes mesures qui faisaient la force du parti au Haut-Canada, lui permettant de constituer la principale force politique de cette section du Canada. Cette situation créait une impasse politique qu'il faudra dix ans à résoudre.

Nous cherchons donc à obtenir l'opinion d'un parti qui est tiraillé entre plusieurs objectifs face à un groupement puissant et régionaliste, mené par un homme énergique. Dans cette étude, nous avons tenu à séparer ces divers éléments pour les mieux comprendre ce qui explique la division thématique que nous avons adoptée. Dans un premier temps nous examinerons l'aspect pragmatique de la recherche du pouvoir afin de réaliser un programme; puis, nous reprendrons l'aspect national, c'est-à-dire la défense de la 'race' française contre les désirs d'assimilation perçus comme venant du Haut-Canada. Nous croyons que ceci permettra de mieux saisir les tiraillements du parti rouge, et d'exposer plus clairement leur opposition.

Cette approche nous oblige, certes, à certaines répétitions. Nous sommes d'avis que c'est pourtant la division qui répond le mieux à la réalité de l'époque. Somme toute, les avantages l'emportent sur les inconvénients. En effet, une approche purement chronologique aurait fait centrer l'attention sur les événements plutôt que sur les tendances et les opinions. Ceci aurait évité certaines répétitions mais en rendant plus difficile la vision d'ensemble.

Si c'est en divisant clairement ces oppositions qu'on pourra mieux les comprendre, c'est également en subdivisant ces sections qu'il sera possible de voir la distinction entre le traitement accordé aux membres du parti gris et celui accordé au parti lui-même. A cause de l'importance considérable accordée à George Brown, et à cause du portrait qu'on en a fait dans les journaux, il est important de lui accorder une attention toute spéciale. Il faut en outre noter que les impressions, les termes sont différents selon qu'un journal parle d'un homme ou du parti. Encore là les tensions au sein du parti rouge ressortent davantage. La différence que l'on pourra noter entre les deux approches justifie cette division en apportant un meilleur éclairage à la recherche. Bref, nous croyons que le plan choisi est à la fois le plus clair et le plus fidèle à ce qu'étaient les divers journaux étudiés.

Avant d'aborder l'étude de ces différents thèmes, nous allons, dans un premier chapitre faire l'inventaire de la pé-

riode afin de voir en quelles occasions les libéraux parlent des Grits. Cette première section mettra en lumière l'importance accordée aux libéraux haut-canadiens par la presse. Et surtout elle permettra de tracer une toile de fond sur laquelle s'articuleront les thèmes que nous aborderons ultérieurement. L'étude des thèmes en sera ainsi facilitée.

Chap. I QUAND PARLE-T-ON DES GRITS?

Cette première partie ne se veut pas une histoire de l'Union. Des auteurs tels que Dent, Turcotte, David, Royal et plus près de nous les Creighton, Morton et Careless ont longuement étudié cette période. En voulant faire le relevé des faits politiques importants de l'époque, nous ne pourrions que les répéter. Ce qui nous intéresse ici, c'est de rapporter à travers des journaux des années 1850-1865 les événements qui ont suscité chez certains libéraux du Bas Canada, une réaction quelconque face aux libéraux de l'autre section. En agissant ainsi, nous limitons grandement les faits qui seront retenus et d'autre part nous acceptons que la compréhension objective de ces faits ne soit que partielle. En effet, un des critères de sélection des journaux ayant été leur partisanerie politique, les événements seront perçus selon l'optique libérale. Conséquemment, certaines des choses rapportées dans cette première partie ne seront pas nécessairement "vraies" au point de vue de l'exactitude historique. Nous en prévenons le lecteur car nous avons nullement l'intention de "rectifier" les comptes-rendus extraits des divers journaux. Nous voulons conserver cette vision libérale de la situation politique.

Les faits retenus ont été sélectionnés selon deux critères; on comprendra en effet que tout ne valait pas la peine d'être retenu. Tel fait valait la peine d'être retenu à cause: 1^o de l'importance quantitative de la nouvelle; 2^o de son appréciation qualitative. Par importance quantitative nous entendons l'une ou l'autre des trois circonstances suivantes: un journal consacrant plusieurs articles à un événement; un journal consacrant un article à un événement mais un article important par l'espace qu'il occupe dans le numéro; enfin plusieurs journaux traitant d'une même situation, même si chacun ne considère pas la nouvelle comme

de première importance. Des critères "modernes" comme l'importance du titre ou la place occupée dans le journal ne s'appliquent pas aux journaux de cette époque. En tenant compte des trois conditions énumérées plus haut, nous avons relevé la majorité des articles dans lesquels on parlait des Grits.

Pour que notre choix soit plus complet nous avons également tenu compte de l'appréciation qualitative. Par cette méthode nous retenions les articles, même les plus petits, qui par leur contenu fournissaient un additif important à notre étude. Tel, par exemple, serait un jugement de valeur sur un politicien libéral du Haut-Canada. Cette approche nous a permis d'ajouter à la liste d'éléments recueillis selon le premier critère. Cet éventail de renseignements nous a fait toucher à tous les points chauds des relations Rouges-Grits.

A. 1851-1855

Le 27 février 1850, les lecteurs des journaux libéraux entendaient parler pour la première fois d'un membre du groupe Clear-Grit ou "Jeune Canada"* . En cette occasion, l'Avenir glisse un mot sur l'élection dans le comté de Halton au Haut-Canada où le candidat gouvernemental devra faire face à un M. Hopkins membre du groupement "jeune Canada" et "homme vraiment libéral et appartenant à la même politique que M. Perry, récemment élu pour le troisième arrondissement d'York (...). L'élection roulera (...) en grande partie sur la question de la réduction des dépenses

*Nous nous en remettons aux catégories de P.G. Cornell dans The Alignment of Political groups in Canada 1841-1867 pour situer tel individu dans tel parti. Même si les divisions qu'il opère sont rigides alors que la situation l'était moins, son étude à le mérite de fournir des catégories claires avec lesquelles il est facile de se retrouver.

publiques" (1).

Bien que ce M. Hopkins n'ait finalement que peu d'importance, les lecteurs savaient désormais qu'il existait au Haut-Canada des gens exigeant des réformes administratives tout comme les Rouges le voulaient pour le Bas-Canada. Après cette mini-nouvelle, il faudra attendre quatre numéros pour en savoir plus sur la situation haut-canadienne, l'Avenir publiera alors "Coup d'oeil sur le Haut-Canada".

Ayant signalé le peu de connaissance que les Bas-Canadiens ont de la section supérieure de la province, l'organe rouge tient à mettre devant tous les événements importants qui surviennent là-bas, à savoir, une réaction contre le gouvernement, sous la forme d'un nouveau parti, "parti indépendant, qui va presser l'adoption d'urgence de nombreuses réformes politiques" (2). Les signes manifestes de l'émergence de ce parti sont, toujours selon l'Avenir: l'élection de M. Perry dans York et celle de M. Hopkins dans Halton auxquels s'est joint M. Cameron et que viendront certes rejoindre d'autres individus. Déjà, ce groupe est appuyé par un influent journal "The Examiner"*. Ce parti s'est donné le nom de 'Clear Grits Reformers' "nom heureusement choisi (qui) exprime énergiquement des tendances progressives" (3). Le journal appuie ses dires des résolutions votées

1 L'Avenir 27-2-50

2 L'Avenir 13-4-50

*Ce journal libéral torontois fondé en 1838 par F. Hincks est ouvert aux idées nouvelles se rapprochant du système politique américain. Il a d'ailleurs des membres du groupe Clear-Grit comme journalistes et ce, dès 1850.

3 L'Avenir 13-4-50

lors de diverses assemblées tenues dans le Haut-Canada:

(...) grande réduction des dépenses publiques, élargissement de la loi électorale, introduction du principe électif dans toutes les branches du gouvernement (...), diminution des frais de justice, etc. Il suffit d'énoncer des mesures de ce genre pour en faire comprendre toute l'élévation et l'importance, sans qu'il soit besoin de les recommander autrement qu'en les nommant.(4)

Outre les réformes proposées, il est un autre point qui pousse le Journal rouge à parler de ce mouvement et à l'appuyer. On fait état de l'annexion aux Etats-Unis qui, selon Philippe-Gustave Papineau, auteur de l'article, serait l'aboutissement logique de l'obtention de ces changements. Il signale qu'un "grand nombre de réformistes du Haut-Canada sont annexionnistes de coeur et de volonté, en ne prenant le nom de Réformistes purs (Clear Grits) que pour atteindre par d'autres routes le but commun"(5), soit l'annexion aux Etats-Unis. Dans ce premier article de fond sur les Clear Grits, le journal rouge se montre optimiste face à cet "alter ego" haut-canadien; P.-G. Papineau croit même qu'ils formeront le groupement majoritaire dans le Haut-Canada d'ici les prochaines élections.

Quelques mois plus tard, en septembre 1850, les Grits font une manifestation politique à laquelle l'Avenir fait écho dans deux articles intitulés "Convention du Peuple". Conscients de l'anarchie, de la corruption, de la tyrannie et de tous les autres maux dont le gouvernement actuel a été trouvé coupable,

(...) les hommes intelligents, restés fidèles à l'origine de la démocratie canadienne ont donc dû (...) chercher à éveiller l'opinion publique malheureusement si faible et si lente au Canada, sur les faits graves et nombreux qui nécessitent l'in-

4 loc.cit.

5 loc.cit.

tervention du peuple contre le gouvernement.(6)

L'organe libéral signale que cette convention est remarquable par les résolutions qui y furent votées et par l'ouverture faite aux libéraux bas-canadiens pour qu'ils se joignent au mouvement. La quatrième résolution signale: "Que nos compatriotes du Bas-Canada, soient invités à élire de leur côté des délégués de la manière qui leur conviendra le mieux afin de s'entendre avec la délégation du Haut-Canada pour s'unir avec elle, et atteindre de cette manière l'objet général de la convention" (7). Suite à cette convention, aux résolutions qui y furent votées, le journal indique qu'une "vaste et influente portion du Haut-Canada (est) passés des rangs réactionnaires dans les nôtres"(8). Parallèlement à ce reportage sur la convention du peuple, le journal montréalais énumère les différents points du programme grit pour conclure à nouveau à la force du "parti populaire". Il demande à ses lecteurs de se préparer à renverser le gouvernement actuel de concert avec les Grits; il n'est pas fait explicitement mention d'union des forces, on se contente de buts communs.

Cette étude du journal de Montréal suscite à Toronto un intérêt de la part de l'Examiner. Celui-ci reproche aux Rouges de se "montrer trop absolus et trop avancés dans (leurs) principes, et insinue que ne voulant rien accepter des institutions actuelles, (ils opposeront) constamment tous les pouvoirs qui se succéderont dans l'administration du pays"(9).

6 L'Avenir 6-9-50

7 L'Avenir 13-9-50

8 loc.cit.

9 L'Avenir 5-10-50

Les Rouges s'en défendent bien et l'Avenir continue à laisser la porte ouverte aux libéraux haut-canadiens:

Que notre confrère en soit bien assuré: si à la chute du ministère actuel, dont il serait maintenant inutile d'attendre rien de bien, parce qu'il est trop profondément engagé dans une réaction effrénée pour pouvoir revenir sur ses pas; un cabinet Clear Grit obtenait le pouvoir, nous ne lui demanderions que l'accomplissement des réformes qu'il inscrit dans les journaux Clear Grits, pour lui donner appui franc et zélé. Mais bien entendu, que le cas échéant, nous ne ferions pas du CLEAR GRITISME l'ultime ratio des perfectionnements de notre état actuel.(10)

Au cours de ces premiers mois de 'fréquentation' Grits et Rouges se contentent de s'étudier en faisant ressortir qualités et défauts. Chacun se garde bien de se lancer dans les bras de l'autre. L'Union ne sera pas facile... si un parti la désire, ce qui est loin d'être sûr. D'ailleurs, à la suite de cet article d'octobre 1850, l'Avenir ne parlera des Grits qu'en deux occasions au cours des deux années suivantes. Le premier de ces articles n'est en fait qu'une traduction d'un article du North American* traitant des institutions électives. Le second, en date du 23 avril 1851 fournit au lecteur le résultat de l'élection dans le comté de Haldimand, élection qui a vu la victoire de W.L. Mackenzie. Leader de la rébellion de 1837 au Haut-Canada, cet homme est du camp progressiste. Ce rouquin au tempérament bouillant énerve un peu les Rouges puisque déjà plusieurs journaux bas-canadiens l'ont placé sur la liste noire. Cependant c'est une victoire pour les forces libérales et un pas de plus vers le renversement du gouvernement en place.

10 loc.cit.

*Ce journal fut fondé en 1850 pour représenter les "Réformistes purs". Il met de l'avant les mérites de la démocratie américaine par rapport à la version anglaise. Cependant, tout comme l'Examiner, le North American sera acheté en 1855 par le Globe organe du puissant George Brown.

Dès 1852, l'Avenir sera rejoint sur la scène montréalaise, par un autre journal dévoué à la cause libérale, le Pays. Plus modéré que son confrère, le Pays ne tardera pas à remplacer l'Avenir qui depuis le début de 1852 et la mort de Philippe-Gustave Papineau connaît toutes sortes de difficultés. Au cours de sa première année, le Pays parle fort peu des Grits. Tout au plus quelques mots pour dire que des hommes tels les députés Rolph et Cameron ont sacrifié leurs principes pour le pouvoir; ou que, à l'opposé, un Mackenzie présente en Chambre un bill d'optique très libérale. Enfin, sans le commenter, le journal reproduit un article du Toronto Patriot* lequel trouve illogique le fait que Clear Grits et conservateurs du Bas-Canada se trouvent dans le même ministère contre les Tories**. Selon lui, l'union 'normale' serait Grits et Rouges d'un côté et Tories et Conservateurs de l'autre (c'était bien prévoir le renversement des alliances).

Vers la fin de leur première année d'existence, les pages du Pays reproduisent les commentaires suivants sous le titre "Les Canadiens-Français vis-à-vis des partis du Haut-Canada":

Nous n'avons de douceurs pour aucun parti du Haut-Canada(...) tous et chacun nous les trouvons dans une position fautive, - les uns dans une position rétrograde, les autres dans une position hypocrite.
Les libéraux ont été les plus clairvoyants en se rapprochant des Canadiens-Français, mais voilà, cette alliance commence à changer parce que pour les Canadiens-Français le pouvoir est

*Organe des Orangistes, ce journal sera finalement acheté par le journal conservateur Leader.

** Les tenants du pouvoir au Haut-Canada étaient les libéraux issus des Baldwin et des Hincks. Les Grits formaient une aile 'gauche' à l'intérieur de ce parti et bien qu'ils fussent, de facto, membres du gouvernement, ils s'opposaient souventes fois aux politiques gouvernementales. Le Bas-Canada était dirigé par le parti conservateur alors que les Rouges formaient l'opposition.

un moyen pour obtenir les réformes alors que pour les libéraux, c'est une fin en soi. (11)

Ces propos diffèrent de ceux de l'Avenir. Alors que l'Avenir, opposé au ministère en place, voyait dans le groupe grit, une alternative intéressante et un candidat possible au pouvoir, le Pays ne voit que deux groupes, libéraux et Tories. Dans le premier groupe se situent les membres grits et c'est à l'intérieur de ce parti ministériel que le Pays voit des possibilités de législation libérale, non au sein d'un nouveau gouvernement. Le dernier-né des organes libéraux s'il ne fait pas de distinction entre libéraux et Grits, fait cependant la différence entre la couleur ministérielle et la nuance Brown, cette dernière formée d'un seul homme, George Brown, rédacteur du Globe et député qui ne cesse de soulever des préjugés religieux et du fanatisme.

Nous reviendrons plus loin sur le personnage de Brown, pour l'instant quelques mots suffiront à nous le mieux définir. Géant à plus d'un point de vue, Brown fut surtout un journaliste véhément qui allait se métamorphoser en politicien véhément. D'origine écossaise, il allait défendre l'idée de séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce qui allait lui attirer les foudres des milieux ultra-catholiques du Bas-Canada. Il allait également favoriser le libre-échange et défendre le système politique britannique face au système américain. Mais surtout, tout autant que les Rouges, Brown est le champion des 'sectional and sectarian forces'. En tant que représentant des intérêts économiques, politiques et religieux du Haut-Canada, cet homme allait faire parler de lui au Bas-Canada. D'ailleurs, Brown attirera plus l'attention de la presse bas-canadienne que les 'Rétornistes Purs', surtout à partir du moment où il sera le lea-

11 Le Pays 20-12-52

der des Grits.

Quant aux Grits en qui l'Avenir voyait des alliés possibles, le Pays n'en parle que comme des libéraux avides de pouvoir. Et pourtant, dans un article traitant de la cause démocratique au Canada, le Pays déclare:

A vrai dire, il n'y a aucune section d'hommes ou de parti qui représentent fidèlement dans le Haut-Canada les idées auxquelles nous avons été appelés à servir d'organe. Les Clear-Grits semblent avoir perdu de vue toutes les améliorations politiques et sociales qui composaient leur programme avant les élections générales; ils ne voient plus qu'une chose: ce sont leurs réserves du clergé et le fantôme illusoire du jésuitisme. Ils voient quelque chose de défectueux dans la condition religieuse du pays, et ils grossissent ce quelque chose de façon à s'aliéner tous ceux qui auraient été disposés à se joindre à eux pour attaquer ce quelque chose. (12)

N'est-ce pas là l'ancienne position de l'Avenir qui faisait une ouverture aux vrais réformistes du Haut-Canada? Comment expliquer ce changement de position à l'intérieur de quelques mois? Il semblerait que le Pays prévoit pour les Rouges une nouvelle division des lignes politiques puisque dans le même article on retrouve la phrase suivante: "Il s'agit donc de voir sur quel terrain pourra se former le grand camp que nous voyons, nous, dans un horizon assez rapproché" (13). Comme l'avaient fait les conservateurs plus tôt, les libéraux anticipent des changements majeurs, une nouvelle redéfinition des lignes politiques. Déjà depuis l'obtention du gouvernement responsable, les partis se sont légèrement modifiés. Au Bas-Canada, le pouvoir est aux mains des 'libéraux-conservateurs' disciples de LaFontaine, les Rouges (libéraux 'radicaux') forment l'opposition. Dans l'ouest de la province, le gouvernement est

12 Le Pays 25-8-53

13 loc.cit.

également formé de 'libéraux-conservateurs', issus du parti de Baldwin. Cependant, depuis 1850, l'aile grit a pris de l'importance au point de former un parti dans le parti. D'où l'ambiguïté pour les Rouges, faut-il considérer les Grits comme membres du pouvoir ou pas? L'opposition est tory, mais n'a plus le radicalisme des années précédentes. Comme le signale le Leader, il y a plus d'affinité entre les Tories et les membres conservateurs du ministère qu'entre les Grits et leurs confrères du gouvernement. D'où un curieux gouvernement, libéral dans l'ouest et conservateur dans l'est.

Telle était la situation à la veille des élections de 1854. Tous s'attendaient à un changement quelconque. Et pourtant ces élections de juillet 1854 ne feront aucunement augmenter l'intérêt porté par le Pays à l'égard du Haut-Canada et plus particulièrement envers les Grits. On ne parle pas, dans les pages du Pays de la campagne des candidats grits, on ne discute pas leur programme. Tout au plus fera-t-on état de la victoire de Brown sur le candidat ministériel Cameron, d'où le commentaire: "Pauvres ministres, où allez-vous" (14).

Le résultat de ces élections a compliqué la situation pour le ministère Hincks-Morin. Si l'opposition dans l'ouest s'unit, ce sera la défaite. Moins de deux mois plus tard, le coup de théâtre se produit. MacNab, le leader tory, remplace Hincks à la tête du ministère; c'est le renversement des alliances. Au noyau libéral-conservateur d'avant les élections se joint un nouveau groupe, les Tories qui remplacent ainsi les Grits; le gouvernement est libéral-conservateur, l'opposition libérale

14 Le Pays 29-7-54

'radicale'. Cette opposition de la gauche compte au total trente-neuf membres dont vingt du Haut-Canada (15). Les positions sont maintenant plus claires et le rapprochement des libéraux sera facilité du fait qu'ils siègent côte à côte du côté de l'opposition. Finie l'indécision à savoir si les Grits font partie ou non du ministère.

Mais voilà, le ministère Morin-MacNab est formé ce qui fait écrire au Pays, trois jours après sa formation:

Nous allons combattre avec une ardeur nouvelle et associer nos efforts aux libéraux du Haut-Canada pour repousser au nom de tout ce qu'il y a (...) d'honnête et de sensé, l'alliance immorale qui vient d'être conclue (...). Nous sommes heureux de voir que l'opposition, se plaçant sur le terrain commun des principes qui doivent présider à la formation de toute administration dans un gouvernement, vient de protester solennellement contre les nouveaux arrangements ministériels. (16)

Depuis la formation des Clear Grits, ce renversement des alliances est vraiment le premier événement qui suscite chez les libéraux bas-canadiens un intérêt quelconque à l'endroit de leurs confrères haut-canadiens. Le fait que tous les "gauchistes" de l'époque se retrouvent du même côté de la Chambre incite les Rouges à parler de leurs collègues, surtout qu'ils ne tardent pas à poser un geste commun, la signature du "Manifeste du Peuple". Ce manifeste s'en prend à l'immoralité de la coalition ministérielle et recommande aux électeurs de repousser les nouveaux ministres qui brigueront les suffrages. Il s'agit en fait de la mise sur papier des positions adoptées par l'opposition libérale vis-à-vis de la nouvelle administration.

15 P.G. Cornell, The Alignment of Political groups... p. 106, tableau 14.

16 Le Pays 14-9-54

Mais si les députés libéraux des deux sections de la province semblent désirer et jusqu'à un certain point, effectuer un rapprochement de tous les libéraux, le partisan-lecteur du Pays n'en est pas conscient. En effet, après cette poussée de bonne entente due à la nouvelle alliance de 1854, le journal montréalais en revient à son rythme d'intérêt d'avant ces événements de septembre 1854. Au cours de l'année suivante, seulement huit articles seront consacrés aux Grits. Plus, le journal continuera de publier des articles évoquant le désir du Haut-Canada d'égorger les Bas-Canadiens. Dans ces articles il n'est fait nulle distinction de partis. Comment le partisan libéral peut-il travailler à une union avec ses confrères de l'ouest quand l'organe du parti n'en fait pas mention? Pour le Pays, seuls les Rouges constituent un véritable parti politique avec des principes définis, un caractère, une individualité. Une telle attitude ne peut contribuer à l'unification des forces.

Il résulte de là que les libéraux de toutes les classes n'ont aucune plateforme politique sur laquelle ils pourraient tous se réunir. Mais, cette division qui existe entre les libéraux est plus apparente que réelle. Nous croyons que ce qui les divise c'est plutôt les moyens à prendre pour ruiner et renverser la coalition, que les principes au nom desquels cette coalition doit être ruinée et renversée .(17)

Obscur que tout cela. On admet des principes politiques différents pour ajouter d'un même souffle que seules les questions secondaires les divisent et qu'il faut renverser le ministère au nom d'idées communes. Pauvres lecteurs! Il semble bien que l'ambiguïté résultant de la nouvelle situation politique se reflète dans la presse de l'opposition, qui ne sait trop quelle position adopter.

C'est sur cette note pour le moins confuse que va se terminer le premier tiers de la quinzaine pré-confédérative; ces cinq années ont été peu fructueuses en articles sur les Clear Grits, le manque de communication entre les deux Canadas et le cadre imprécis de la situation politique en sont probablement la cause. Seule la coalition de 1854 vient rompre cette tendance. Il y eut, bien sûr, des articles sur les principes démocratiques communs aux deux formations, mais le tout était de peu d'importance. Des questions importantes à l'époque telles que réserves du clergé, représentation selon la population, écoles séparées ne sont traitées qu'en passant. Bref, après cinq ans d'existence, les Grits n'auront été que peu connus des libéraux bas-canadiens.

B. 1856-1860

Pourtant, à partir de 1855, les journaux commencent à écrire plus souvent au sujet des Grits. Ce nouveau sujet constituera pour les Rouges, au cours des années suivantes, une charge politique pénible et une arme habilement utilisée par le parti conservateur du Bas-Canada. George Brown voilà l'homme qui suscitera tant d'écrits, George Brown, le nouveau chef des libéraux haut-canadiens, voilà l'allié duquel les Rouges auront à se justifier. Certains journaux libéraux loueront cet homme, d'autres le critiqueront, mais aucun ne pourra éviter d'en parler. C'est le 5 juillet 1855 qu'était apparu pour la première fois dans les pages du Pays un article en réponse au Journal de Québec* lequel avait porté une accusation qui serait maintes fois reprise: les Rouges ont pour amis intimes G. Brown et W.L. Mackenzie. Le Pays s'en défend mais ne pourra empêcher l'idée de se répandre. Cette deuxième partie de la quinzaine commence donc dans un

*Organe conservateur sous la gouverne de Cauchon.

climat de confrontation forcée entre Brown et les Rouges; en 1860, on en sera au même point ou presque.

Au début de 1856, l'Avenir revient informer son public après une disparition quasi-totale depuis 1852. Le 7 mars, il peint un tableau de la situation politique et décrit les éléments qui composent l'opposition à la veille d'une nouvelle session.

L'opposition se compose de deux éléments, 1^o des démocrates du Bas et du Haut-Canada, 2^o de la nuance Brown qui ne compte pas un seul membre dans le Bas-Canada. Deux ou trois membres de l'opposition Haut-Canadienne partagent bien, nous l'admettrons, les opinions de M. Brown, mais il n'en est pas un seul qui se soit compromis, soit par ses actes, soit par ses discours, à l'exception de M. Brown, de manière à être un obstacle à une fusion parfaite de toute l'opposition, sous le drapeau démocratique.(18)

L'Avenir poursuit en disant que l'opposition compte plusieurs hommes de talent qui ont des vues similaires à celles des 'démocrates' du Bas-Canada. Moins radical qu'à ses débuts et ayant délaissé l'idée d'annexion, l'Avenir garde donc toujours la porte ouverte à l'alliance complète de tous ceux qui ont à coeur le progrès du pays.

On peut penser que le rougisme se porte bien au Bas-Canada puisque la renaissance de l'Avenir suit d'un mois, la naissance d'un journal libéral dans la ville de Québec, le National. Dans son prospectus, ce dernier prend la position suivante face à l'opposition du Haut-Canada: "Dès que la majorité du Haut-Canada se sera prononcée dans le sens du rappel de l'union, nous n'hésiterons pas à conseiller à nos lecteurs de se joindre à ce mouvement" (19). En attendant, le National suggère de

18 L'Avenir 7-3-56

19 Le Pays 18-10-55

se méfier de ceux qui veulent la 'rep by pop'^{*} car ils n'ont d'autre but que de se prévaloir de leur supériorité numérique aux dépens du Bas-Canada. Ce dernier point de vue diffère de l'optimisme mitigé de l'Avenir. Mais, tout compte fait, la méfiance du journal de Québec est plus représentative car même si politiquement l'Avenir parle de possibilités de rapprochement, il se méfie du Haut-Canada. Ainsi, dans un article d'avril 1856, moins d'un mois après son ouverture aux libéraux de l'ouest, l'Avenir écrit:

avec la population cupide et rapace du Haut-Canada, nous n'avons jamais eu ni nous ne pouvons jamais espérer avoir justice; -(...) nous avons toujours été sacrifiés au Haut-Canada; (...) fidèles à leur mission de nous faire du mal, les Haut-Canadiens ont inventé mille moyens de nous arracher nos deniers (...); il y a entre le Haut et le Bas-Canada incompatibilité de moeurs, de législation et d'intérêts. (20)

Cette méfiance quasi-permanente rend donc difficile tout rapprochement. Mieux vaut s'en tenir à des considérations plus générales.

Par exemple, les journaux louangent les tentatives de W.L. Mackenzie pour assainir le milieu gouvernemental, ce qui fait dire à l'Avenir "de fait, M. Mackenzie et nous, nous accordons sur les principes généraux des réformes qu'il faut introduire dans notre machine gouvernementale" (21). Mais ce genre d'information renseigne bien peu le lecteur libéral sur ses collègues de l'opposition. Où sont les signes d'entente, où sont les

*Représentation selon la population. Idée répandue au Haut-Canada selon laquelle chaque section du Canada ne devrait pas avoir un nombre fixe de représentants mais un nombre proportionnel à la population. Depuis le recensement de 1851, la population de l'ouest du Canada dépassait celle de l'est. C'est pourquoi certains politicien mettaient cette idée de l'avant dans le but d'arracher aux conservateurs le contrôle de la province.

20 L'Avenir 4-4-56

21 L'Avenir 27-11-56

prises de position? Après l'événement important de l'automne 1854, il faudra attendre la convention haut-canadienne de janvier 1857 pour qu'il soit à nouveau fait mention des libéraux haut-canadiens de façon substantielle.

Toujours à la fin 1856, le Pays présente les divers groupes politiques dans les deux sections de la province. Il termine son exposé en précisant que

dans l'analyse que nous avons faite de l'état de l'opinion, nous avons isolé les deux sections de la province, parce que malgré l'union législative qui en fait politiquement une seule province, le Haut et le Bas-Canada ont eu réellement depuis 1841, chacun leur gouvernement et leur législature et par conséquent, chacun leurs partis. Il y a l'opposition du Haut-Canada et celle du Bas-Canada, comme il y a les ministériels d'une section et ceux de l'autre.(22)

Malgré tout, la possibilité d'entente n'est pas écarté puisque l'opposition dans les deux sections désire des réformes administratives et ne s'oppose pas en principe à des changements constitutionnels. Les positions se précisent donc. Depuis le renversement des alliances de 1854, les Rouges, comme les autres partis politiques d'ailleurs, ont effectué des réajustements d'où, en 1856, plus d'articles à propos des Grits mais aussi plusieurs tendances.

C'est encore assez confus mais les Rouges semblent prendre conscience de leur impuissance à faire quoi que ce soit seuls. Un seul parti pourrait s'allier à eux, les Grits... mais il y a Brown, Brown qu'on présente aux Bas-Canadiens comme francophobe et anti-catholique. Il y a aussi 'l'impérialisme' haut-canadien qui ressort fréquemment des journaux

du Haut-Canada. A l'intérieur de cette conjoncture survient, en 1857 la convention réformiste du Haut-Canada qui suscitera une réaction dans tous les journaux libéraux que nous avons étudiés. Le fait* est important politiquement, car de tels rassemblements politiques ne sont pas chose fréquente à l'époque. Il est également important du fait que certaines idées qui demeuraient en coulisse sont tout à coup mises sur la place publique. En effet, dans l'énoncé de leur programme les Grits mettent la 'rep by pop' au premier rang et concluent avec l'idée d'annexion au Canada des territoires de la Baie d'Hudson**.

Ces politiques seront maintenant discutées par les journaux.

Au premier coup d'oeil, les libéraux bas-canadiens sont loin d'être transportés de joie. Le National, l'Avenir et le Pays formulent beaucoup plus de critiques sur les implications de cette réunion qu'ils n'en font d'éloge. L'organe de Québec consacrera trois numéros en février 1857 à la question qu'il juge la plus importante, celle de la représentation selon la population et de l'acte d'union. Pour le National, tout programme prônant la 'rep by pop' est inacceptable aux Bas-canadiens puisque, dans le système politique actuel, cela signifie la prépondérance numérique du Haut-Canada, section qui n'a pas beaucoup d'estime pour l'est de la province. Le journal profite également de cette série d'articles pour souligner d'autres questions importantes qui sont l'objet de tiraillements entre les deux Canadas: la question des écoles séparées et des écoles mixtes. Voilà d'autres aspects qui motivent le journal de Québec à lutter

* Il s'agit d'un congrès politique réunissant des délégués libéraux de toutes les régions dans le but d'ébaucher un programme politique.

** Il s'agit du territoire à l'ouest de l'Ontario et qui appartient toujours à cette compagnie.

pour la survie des siens, bref à s'opposer à plusieurs politiques issues de cette convention.

La réaction des journaux montréalais est identique. Certes, il est des articles du programme grit qui reçoivent l'approbation des Rouges. Mais les organes libéraux jugent les résultats des travaux le fruit d'un groupe régionaliste qui compte transformer la province sans l'aide de la section est. La 'rep by pop' ne ferait que rompre l'équilibre précaire entre les deux sections du Canada. Une telle politique ne pourrait qu'opposer les deux sections et rendre impossible les réformes souhaitables aux vrais libéraux. Ainsi, ce qui est théoriquement bon est impossible d'exécution; les journaux recommandent plutôt de se concentrer sur ce qui est possible d'obtenir par la collaboration.

Cette convention demeure donc importante puisqu'elle fournit aux journaux du matériel pour plusieurs années à venir. Elle a permis également d'éveiller le lecteur libéral à une réalité qui n'avait pas été mentionnée antérieurement, à savoir que les Grits sont de plus en plus structurés et de plus en plus forts dans l'ouest. Ils sont libéraux mais aussi haut-canadiens dévoués presque exclusivement aux intérêts de l'ouest. Quelle attitude adopter dans une telle situation? Toujours la même, la consigne du silence qui ne sera rompu qu'à la fin de 1857 lors des élections.

"Les journaux du Haut-Canada nous apprennent que le parti de l'opposition prend chaque jour de nouvelles forces et que son triomphe ne peut être mis en doute" (23). Cette nouvelle est assez sèche, mais sa sèche-

resse même nous éclaire sur les relations entre les deux oppositions. Ce manque d'enthousiasme en pleine période électorale pour ceux qui devraient être des alliés signifie que les liens entre les Rouges et les Grits ne sont pas très forts. Cette nouvelle permet au lecteur de ces journaux de faire une autre constatation, on parle du parti de l'opposition et non des libéraux ou des Clear Grits. L'union vient donc plus de la lutte contre le gouvernement que d'une entente entre les Rouges et les Grits pour promouvoir des idées communes. On retrouvera dans les pages des journaux, quantités d'attaques contre le ministère et principalement sa section bas-canadienne; mais des Grits, bien peu. Il sera possible de lire de temps à autre la traduction d'un article issu du Globe mais assez rarement verra-t-on un éditorial sur les Clear Grits. Les Rouges semblent véritablement plus intéressés au Bas-Canada qu'à leurs collègues de l'opposition. Est-ce pour éviter de montrer un malaise, pour éviter d'avoir à critiquer?

Au début de la nouvelle session, le National relève un fait troublant: le gouvernement est placé dans la situation où il aura à gouverner la section ouest de la province par une majorité de la section est. Cette prise de conscience provoque un repli sur soi du journal qui prévoit le jour où le Haut-Canada agira de la même façon pour exercer son impérialisme. Bien sûr, il n'est pas fait mention des Grits, mais il est clair qu'ils font partie du tout 'Haut-Canada'. D'ailleurs, le 12 mars '58, le National écrit:

Durant la session actuelle, on aura l'occasion de connaître d'une manière évidente nos véritables amis. Et sans trop prédire nous pensons que le Bas-Canada n'a guère les sympathies d'aucun parti politique dans le Haut-Canada. Brown ne vaut pas mieux que Macdonald et je ne vois guère de différence entre les uns et les autres - le même esprit les anime - le protestantisme. La question de la représentation basée sur la population n'est qu'une question de temps - car tous les députés

du Haut-Canada se déclarent en faveur du principe.(24)

Dans son numéro suivant, le journal répète que l'alliance totale entre les deux Canadas est impossible. Deux problèmes l'empêchent: la représentation basée sur la population et les écoles séparées*. Sans élaborer, le journal de Québec signale le danger de la situation et recommande la dissolution de l'union. L'année 1858 verra une augmentation des articles consacrés au désir de domination du Haut-Canada par le biais de la 'rep by pop' et des écoles séparées. On notera que cette lutte n'en est pas une de partis mais une entre les deux Canadas, tous les Haut-Canadiens étant des ennemis potentiels cherchant à réaliser les désirs de lord Durham, l'assimilation des Canadiens français. Pendant cette même période, le Pays ne dit mot sauf pour reprocher au National de vouloir unir les Bas-Canadiens contre leurs voisins de l'ouest. Le Pays tient à l'existence des partis politiques et rejette un tel geste. Le silence est encore la meilleure attitude... jusqu'en juillet 1858.

La scène politique canadienne est alors témoin de la défaite du ministère Macdonald-Cartier sur la question du siège du gouvernement. Les chefs libéraux de chacune des sections, George Brown et Antoine-Aimé Dorion** prennent alors la commande du gouvernement. Désormais, le Pays

24 Le National 12-3-58

*Il s'agit d'une politique permettant aux minorités religieuses d'établir des écoles de leur choix avec l'aide de l'Etat.

**Dorion fut un rouge de la première heure. Important collaborateur à l'Avenir à ses débuts, il allait se distinguer en tant que politicien par sa facilité d'élocution dans les deux langues, sa courtoisie tout autant que l'à-propos de ses remarques. Il avait les qualités pour devenir le leader des Rouges, ce qu'il faisait avec brio, compte tenu de la situation difficile de ce parti au cours des années '50.

aura à appuyer le nouveau ministère dont il devient l'organe officiel. De son côté le National serait mal vu d'attaquer continuellement le Haut-Canada sans faire de distinction de partis. Bien sûr, l'union des Rouges et des Grits est le résultat de concessions mutuelles, d'ententes plus ou moins cimentées, mais qu'importe. Le nouveau gouvernement promet d'assainir l'administration publique et de mettre en pratique les principes communs depuis si longtemps.

Le nouveau gouvernement ne jouira cependant pas longtemps du pouvoir: deux jours! Devant le refus du gouverneur-général Sir Edmund Head de dissoudre le parlement à la suite d'un vote de non-confiance de la Chambre*, le ministère n'a d'autre alternative que de démissionner et le tandem Cartier-Macdonald reprend les rênes du pouvoir. Le ministère Brown-Dorion a été ridiculisé, il y a là nature à de nombreux articles. Les journalistes libéraux parleront avec beaucoup d'amertume de ce qui est survenu. Les conservateurs feront l'objet d'une attaque en règle et le gouverneur-général sera éclaboussé par la plume rouge. On criera à la dé faite de la démocratie, à la corruption des institutions. Si ces événements de juillet-août 1858 ont eu pour effet l'accroissement des attaques contre les conservateurs, quelles conséquences ont-ils eues sur l'attitude des journaux face aux libéraux du Haut-Canada?

*Si le ministère Macdonald-Cartier avait été battu, c'est que plusieurs députés n'avaient pas voté selon les lignes de parti sur la question du siège du gouvernement. En fait, les libéraux-conservateurs détenaient toujours une majorité au Canada et il leur fut facile de renverser le nouveau ministère libéral. C'est alors que Brown demanda au gouverneur-général une dissolution, ce qui lui fut refusé, Sir Edmund Head alléguant le fait que le travail de la session n'était pas terminé, que des élections venaient d'avoir lieu et finalement que le dernier ministère libéral-conservateur n'avait pas été défait par une perte permanente de support.

La première conséquence de cet important événement est que les questions brûlantes vont devenir moins dangereuses à traiter puisqu'il y avait eu amorce de solution lors des pourparlers entre les chefs du ministère Brown-Dorion. Ainsi, la question de la représentation selon la population, celle des écoles séparées, de la religion, qui étaient évitées parce qu'elles causaient du tort aux Rouges, vont désormais constituer un outil pour attaquer les conservateurs car les libéraux ont une solution dont ils peuvent se glorifier*. Par exemple, les organes conservateurs reprochaient aux libéraux du Bas-Canada, d'être les alliés d'un anti-catholique. Maintenant, après la réélection de Brown par une grande partie des catholiques torontois, après avoir vu le ministère libéral composé de six catholiques, aucun orangiste et quatre francophones, les journalistes libéraux ont des arguments solides. Ces preuves de modération de la part de Brown permettaient aux journaux rouges de passer à la contre-attaque. Aussi l'orangisme devenait le principal ennemi des francophones catholiques, du moins chez les libéraux du Bas-Canada. Le National qui avait été virulent à l'égard du Haut-Canada dans les premiers mois de 1858, réussit à écrire à la fin d'août 1858:

Nous sommes loin d'appuyer la conduite de M. Brown, alors que, pour faire obstacle au fanatisme bas-canadien, il cherchait à soulever, dans le Haut-Canada une réaction également blâmable, mais ce que nous savons, ce que nous répétons, c'est que M. Brown a lutté contre un gouvernement dévoué à l'orangisme; - c'est qu'appelé à former un gouvernement il a choisi tous ses collègues en dehors de cette société fanatique; c'est qu'au contraire, il s'est associé une majorité de catholiques.(25)

*En fait, tous ignorent quelles étaient les solutions que le ministère Brown-Dorion allait apporter aux problèmes-clés; il suffisait de dire qu'elles existaient et que le ministère libéral était à les trouver. Si le ministère avait pu gouverner, d'ajouter les journaux, tous auraient vu que ces solutions euent pu être efficaces.

Quel changement dans le ton! En effet, alors qu'en mars 1858 le National disait ne pas avoir d'amis au Haut-Canada parce que tous sont animés de l'esprit du protestantisme, cinq mois plus tard, tout est changé grâce au ministère de deux jours. De plus, lors de la réélection des ex-membres de l'équipe Brown-Dorion, ce journal salue les victoires libérales en disant que ce sont des victoires pour les idées libérales. Encore là, ce n'est plus l'opposition qui a gagné, mais le parti libéral, attitude opposée à celle qui prévalait au cours des élections de 1857-58. Le Pays participe également à cette euphorie. La victoire de Brown est assez longuement commentée dans un article intitulé "Grande victoire"; c'est la première fois qu'on porte un tel jugement de valeur à propos d'une élection haut-canadienne. Le Pays ne se gêne d'ailleurs pas pour dire à ses lecteurs qu'un des résultats de la crise du ministère Brown-Dorion, "c'est l'union plus intime des éléments libéraux, dans les deux sections de la province, et le raffermissement du parti qui a fait les batailles de l'opposition, depuis 1854, contre la malhonnêteté et la corruption des ministères "(26).

Cette crise politique aura produit dans les journaux libéraux une augmentation importante des articles consacrés aux Grits. Après quelques semaines, on en reviendra au rythme d'avant juillet 1858, mais quelle différence dans le ton! L'indifférence et même une certaine hostilité feront place à une amitié pour 'nos amis du Haut-Canada'.

Autre conséquence de cette crise, les centres d'intérêts vont se modifier. Les journaux ne parleront pas plus des Grits, mais les sujets

auront changés. Au lieu d'attaquer le Haut-Canada, de signaler les différences entre Brown et les Rouges, les organes libéraux ne manqueront pas une occasion de dire que les vues de tous les libéraux sont identiques sur les grands sujets. Les nombreux banquets en l'honneur des membres du ministère Brown-Dorion permettront au Pays de rapporter les discours qui s'y prononcent. Tous les conférenciers disent et répètent que les libéraux pouvaient s'entendre sur les sujets délicats, pour ce qui est des autres sujets, l'unité de vues existait déjà. Le lecteur du Pays aura également l'occasion de lire au cours de l'automne 1858 les lettres du journaliste et politicien L.-A. Dessaulles à ses électeurs. Cet éminent libéral explique dans le détail les événements qui ont mené au ministère Brown-Dorion et ceux qui ont mené à sa chute. Le contenu n'a que peu d'importance puisque déjà les journalistes du Pays avaient présenté cette analyse. L'importance accordée à tout cela, voilà qui rapproche les libéraux de l'est de leurs confrères de l'ouest. Après avoir consacré tant d'espace aux événements de l'été 1858, le Pays avait sans doute réussi à convaincre sa clientèle que la bonne entente régnait entre les libéraux de chacune des sections du Canada. Ceci allait cependant être éphémère puisqu'en avril 1859, une question allait à nouveau opposer les deux groupes; il s'agissait du problème du rachat des droits seigneuriaux.

Le Haut-Canada refusait de payer pour le rachat des droits seigneuriaux alléguant que cette dépense avait été faite uniquement pour le Bas-Canada. C'était à nouveau le régionalisme qui faisait surface. Cette désunion au sein des libéraux canadiens est exploitée par les conservateurs qui y voient un désaccord entre les membres de l'ex-ministère Brown-Dorion. Le Pays s'en défend bien en déclarant que l'opposition est plus unie que jamais et que la différence d'opinion est plus apparente que réelle.

Le journal va jusqu'à publier la correspondance de Brown avec des libéraux bas-canadiens à propos de la question seigneuriale. On veut ainsi montrer que de part et d'autre il y avait désir d'en arriver à une solution satisfaisante.

Nous ne croyons pas que cette correspondance soit de nature à aplanir ces difficultés, et nous la livrons au public en regrettant les circonstances qui y ont donné lieu. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous sommes convaincus qu'elle ne peut occasionner une scission entre le parti libéral du Haut et celui du Bas-Canada, et que nous croyons que le progrès de la cause que nous avons toujours soutenu dépend de cette union.(27)

Le Pays impute ces accrochages à l'Union des Canadas. Le système constitutionnel crée ces situations tendues qui donnent l'illusion de la mésentente. Le journal tient toutefois à rassurer ses lecteurs, l'union de tous les libéraux demeure aussi solide qu'auparavant. La crise s'estompe en mai 1859 et les Rouges ont réussi à garder leur image de parti uni face aux attaques des ministériels. Le Pays déclare en outre qu'il ne désire d'autre alliance que celle des libéraux haut-canadiens. D'ailleurs admet-il, qui d'autre pourrait s'allier aux Rouges?

L'automne 1859 verra à nouveau l'attention de la presse rouge centrée sur les Grits. Ceux-ci tiennent une autre grande convention politique. Ce congrès était né du désir de faire le point. En effet, les libéraux avaient, depuis la convention de 1857, connu le ministère des deux jours, la crise de la tenure seigneuriale. De plus en plus de Grits réalisaient également l'impossibilité de fonctionner dans le système politique de l'Union d'où une baisse de dynamisme dans les rangs. Il fallait réunifier le parti et prendre un nouveau départ. Pour ce faire on comptait sur cette réunion gigantesque.

Le Pays voit dans ces réunions une belle manifestation de démocratie et appuie la convention de Toronto. Le journal souhaite également que les Grits trouvent une solution aux maux de l'Union; les Rouges avaient fait un examen de conscience un mois plus tôt et avaient suggéré une forme de fédération comme solution à la situation constitutionnelle. L'ouverture de la convention sera extensive puisque c'est, de l'avis de plusieurs, la convention de la dernière chance pour le Bas-Canada. En effet, si les Grits n'arrivent pas à une solution valable aux maux présents, le Canada pourrait bien se voir imposer la représentation selon la population. Déjà, une semaine avant l'ouverture de la réunion, le Pays la situe en rapport avec l'avenir du Bas-Canada. Pendant toute sa durée, la convention de Toronto trouvera une place de choix dans les pages du journal montréalais. Un rapport détaillé est fourni pour toutes les étapes de la convention; les principaux discours qui y sont prononcés sont rapportés ainsi que l'adresse au peuple du Haut-Canada qui clôture la réunion. Pendant un mois, un numéro sur deux allait faire état de tout ce qui se rattache à ce congrès, toujours en appuyant les positions haut-canadiennes. Devant une telle affluence de données, le lecteur libéral était rassuré, l'entente de tous les libéraux existait vraiment. Tous s'entendaient sur le besoin de modifier la situation constitutionnelle, tous tenaient à l'honnêteté dans l'administration du gouvernement. De plus, les représentants de chaque section, lors de deux réunions différentes avaient suggéré un remède au mal que constituait l'Union. En effet, tous proposaient une forme de fédération dont les modalités auraient à être définies ultérieurement.

Si tout 'semblait' parfait, tout n'était pas parfait! Il n'y aura que quatre articles sur les Grits au cours de toute l'année 1860 et encore

sont-ils de peu d'importance. Périodiquement il faut expliquer que si on est allié à G. Brown, ceci n'implique pas que l'on partage toutes ses idées.

C'est ainsi que se termine le deuxième tiers de la quinzaine pré-confédérative. Les cinq dernières années auront vu diverses phases dans les relations Rouges-Grits. Le tout avait commencé sous des augures assez peu favorables, le National accusant le Haut-Canada d'impérialisme; le silence des journaux de Montréal sur la situation en disait long. Avec le temps, les points sensibles en viennent à être plus clairement identifiés - 'rep by pop' et écoles séparées. La convention de 1857 allait à ce niveau éclaircir plusieurs choses. Puis survint le coup de théâtre de l'été 1858, le ministère Brown-Dorion. Suite à cet événement les attitudes changent de même que l'approche des problèmes. A 'nos amis du Haut-Canada' les Rouges ont des solutions à proposer et ils ne craignent plus d'aborder ce qui était antérieurement dangereux. L'unanimité semble se faire, ce que viendra confirmer la grande convention libérale de 1859. Mais hormis les événements-clés on ne parle pas plus souvent des Grits. La presse du parti rouge prend infiniment plus de temps à attaquer l'aile est du ministère qu'à traiter du Haut-Canada. Et, s'il est écrit de ne pas s'allier aux Tories, il n'est toutefois pas fait mention de s'allier aux Grits. A la veille des élections de 1861, le Pays répétera qu'il faut renverser le gouvernement corrompu mais ne dira jamais qu'il est nécessaire d'appuyer Brown et son groupe. Certes, les journaux s'adressaient à une clientèle bas-canadienne, mais n'est-ce pas symptomatique d'une alliance précaire? Comment le partisan rouge peut-il se sentir uni à un parti-fantôme?

C. 1861-1865

Les élections de 1861 vont modifier les données en ce sens que Brown sera battu et se retirera provisoirement de la vie politique. Il est fait mention de cette défaite et le seul regret exprimé par le principal journal libéral du Bas-Canada, vient du fait que, tout comme A.-A. Dorion, Brown suivait de près les comptes publics et enquêtait sur les méfaits ministériels. La défaite du chef du parti aurait pourtant mérité un traitement plus important que cela, surtout en tenant compte des problèmes des Rouges suite à cette association. Cette attitude du Pays laisse songeur. L'Ordre plus indépendant des partis et nouvellement conquis à la cause libérale (depuis juin 1861) traite la nouvelle d'une toute autre façon. Après avoir dit que Brown est avant tout un agitateur, l'Ordre conclut de cet événement: "La retraite de M. Brown aura sur notre situation politique une heureuse influence (...). Cet ennemi redoutable pour le ministère dans le Haut-Canada était une de ses forces dans le Bas-Canada" (28).

L'effervescence des élections terminée, l'Ordre se met à étudier la situation de l'Union. Comme ses collègues libéraux elle recommande la dissolution de l'Union et refuse la 'rep by pop'. Elle va cependant plus loin en écrivant en septembre 1861: "Pendant un temps, les libéraux du Bas-Canada ont cru pouvoir faire cause commune avec les libéraux du Haut, mais la défiance et la trahison ont brisé cette alliance et nous ont jetés dans l'odieux expédient des ministères de coalition" (29). De telles affirmations n'aident certes pas la cause libérale et le Pays, principal

28 L'Ordre 12-7-61

29 L'Ordre 16-9-61

défenseur de cette union, en prend pour son rhume. Essaiera-t-il au moins de corriger ce 'malentendu'? Non. Il se montre même ascerbe face aux Grits en reproduisant un article du Globe (de Brown) dans lequel on dénie aux Canadiens français le droit d'exister*. Un tel geste des Rouges portait sûrement un coup dur à la collaboration. L'Ordre continue dans le même sens. Il se dit heureux de la défaite de Brown et de la scission chez les libéraux puisque cela fera réaliser à tous l'impossibilité de l'Union. En attendant, le ministère pourra être renversé puisque les rangs de l'opposition pourront s'accroître de tous ceux qui ont des idées libérales mais qui refusaient l'union avec Brown. De son côté, le Pays se tait à nouveau; pendant six mois, pas un mot sur les Grits. Cette indifférence laisse présager une situation difficile.

Ces élections de 1861 ont peu modifié la situation politique canadienne. Avant les élections, le gouvernement comptait 49 membres dans l'est et 28 dans l'ouest contre une opposition de 16 députés dans l'est et de 34 dans l'ouest. A l'ouverture des Chambres, le ministère libéral-conservateur se retrouvait avec une perte nette de deux membres (41 au Bas-Canada et 34 au Haut-Canada), alors que l'opposition avait fait un gain de trois (23 députés dans l'est contre 30 dans l'ouest). Même si Brown était parti, on eut tôt fait d'aborder l'éternelle question de la représentation selon la population, question qui était maintenant débattue à chaque session. Mais le ton avait changé, comme si l'absence de Brown avait atténué les passions et les préjugés. L'hydre 'brownite' disparue tous étaient disposés à aborder les questions importantes avec calme,

*L'auteur de cet article regrette l'existence d'une population francophone au Canada. Il ajoute également que le Bas-Canada n'a pas le droit d'attirer une immigration francophone, le Canada étant une colonie britannique.

modération et compréhension. C'est du moins l'avis exprimé par l'Ordre. Sans essayer de donner une signification quelconque à cette nouvelle attitude, l'Ordre avoue que le pays ne peut en tirer que des avantages; seuls les conservateurs se trouveront démunis puisqu'ils ne pourront plus crier au fanatisme.

A la fin de mai 1862, les conservateurs sont renversés* remplacés par le ministère libéral J.S. Macdonald-Sicotte**. L'Ordre, admirateur de M. Sicotte n'a que des louanges à adresser à cette nouvelle administration qui se distingue par son libéralisme modéré et le désir de fonctionner selon le système de la double majorité***. Cet événement donne au Pays l'occasion de sortir de son mutisme. Plus modéré que l'Ordre dans ses éloges, il salue néanmoins le nouveau ministère libéral et souhaite voir la fin du système de corruption instauré par les conservateurs. Le Pays espère également voir les deux sections du Canada collaborer plus aisément puisque la 'rep by pop' est reléguée aux oubliettes au profit de la double majorité qui a l'avantage de ne pas faire peur au Bas-Canada.

Les organes libéraux se remettent à défendre le ministère contre les attaques des conservateurs, mais aussi contre celles du Globe qui

*Onze Bleus votent contre le ministère, ne respectant pas les lignes de partis.

**Ce nouveau gouvernement libéral est dirigé par deux modérés. J.S. Macdonald était un politicien catholique de Cornwall, c'est-à-dire qu'il était autant de l'est que de l'ouest du Canada. Il était donc plus acceptable à tous et aussi plus prêt à faire des compromis. Il n'avait pas la force de caractère d'un J.A. Macdonald ou d'un Brown, il essayait de plaire à tous en se laissant porter par les événements. Il croyait que la double majorité allait lui permettre de rester au pouvoir. Sicotte était un ancien Bleu qui avait quitté le ministère Cartier-Macdonald en 1859 sur la question du siège du gouvernement. Ce politicien 'violet' était de peu d'envergure.

***Système selon lequel il faut une majorité dans chacune des sections de la province pour qu'une loi soit adoptée.

reproche au gouvernement d'avoir abandonné la 'rep by pop'. Le Pays, qui regrette une telle prise de décision, en attribue la paternité à Brown seul. Par contre, l'Ordre, qui n'a pas le même passé que son confrère, explique cette attitude en faisant la distinction entre les libéraux (opposés du ministère) et les Grits (les quelques partisans de Brown). Cette distinction rappelle l'attitude adoptée par certains journaux au début des années 1850.

L'année 1862 se termine sans autre événement d'importance. Les divers organes libéraux attaquent les conservateurs et louent l'honnêteté du ministère. "Ferait-il (le gouvernement) donc erreur sur quelques points, ces erreurs, sur des points secondaires ne prouvent rien contre la moralité de ses membres (...). Le gouvernement actuel a donc des droits incontestables au support du pays" (30). L'année 1863 va commencer sur le même ton soit la satisfaction du travail accompli. Les conservateurs continuent d'être la cible des attaques libérales. Le journal de Brown est également visé puisque son journal fait de la politique régionale "et ce que nous appelons en français 'de l'étroitesse d'esprit de clocher'" (31). Cette situation 'paisible' pour le gouvernement, telle que dépeinte par les journaux libéraux, ne va plus durer très longtemps. En effet, une rumeur prend de l'ampleur: George Brown veut revenir siéger au Parlement.

Le leader grit revient effectivement en Chambre en mars 1863, suite à une élection partielle, mais ce n'est plus le Brown d'avant les élections de 1861. Le repos, la réflexion, le mariage peut-être auront transformé cet homme. Le bouillant orateur régional a fait place à l'hom-

30 Le Pays 25-11-62

31 Le Pays 3-2-63

me d'état, fatigué des crises et conscient qu'un nouvel arrangement politique est nécessaire au Canada. Mais, pour longtemps encore, les journaux et les politiciens lui accoleront la vieille image du politicien dangereux. Cela suffira à effrayer un ministère Macdonald-Sicotte déjà ébranlé suite à l'impossibilité de travailler selon la double majorité. En fait, au cours de ce même mois de mars, le gouvernement traverse une crise politique amenée par le vote en troisième lecture du projet de loi sur les écoles séparées. Ayant refusé leur support à l'administration libérale, les Grits ont montré à tous la faiblesse du ministère. Les conservateurs se revoient déjà au pouvoir. Dans une telle conjoncture, le retour de Brown n'a rien de rassurant, surtout que, sur la question des écoles séparées, "M. Brown a retiré à l'administration l'espèce de tolérance menaçante qu'il lui avait accordée jusqu'ici et lui a déclaré la guerre" (32).

L'Ordre situe toujours les Grits dans l'opposition, désireux qu'ils étaient d'imposer la 'rep by pop'; seuls les libéraux haut-canadiens faisaient partie du ministère. Sans aller aussi loin, le Pays blâme les conservateurs pour l'esprit régionaliste de certains haut-canadiens. A ce stage, ce que l'on écrit sur les Grits est généralement négatif.

Survient alors un nouveau changement sur la scène politique canadienne. L'assemblée élue par les élections de 1863 illustre assez bien l'impasse dans laquelle tous sont engagés. Le ministère libéral compte 39 libéraux au Haut-Canada et 23 au Bas-Canada. L'opposition est formée de 38 membres dans l'est et de 22 dans l'ouest. Il y a en outre 6 indépendants qui détiennent la balance du pouvoir. Pour essayer de survivre, le

32 L'Ordre 30-3-63

ministère se 'radicalise'. Dorion remplace Sicotte à la tête des libéraux de l'est ce qui est accepté par le Pays, mais ce qui plaît moins à l'Ordre. Cette nouvelle situation ne modifiera pas l'attitude des divers organes libéraux. Peut-être parlera-t-on moins de Brown dans les pages du Pays et de l'Ordre mais il est clair à la lecture des éditoriaux que Brown constitue un problème puisque les conservateurs accusent le ministère d'être la mariolette du chef grit. On s'en défend, mais l'accusation va durer... aussi longtemps que le ministère lui-même.

Cette période est caractérisée par une crainte accrue à l'endroit du Haut-Canada. Pourquoi cette peur fait-elle surface sous un ministère libéral? Peut-être parce que tous sentent l'impasse politique, peut-être aussi parce que depuis son retour, Brown semble moins agressif, ce qu'on traduit au Bas-Canada par; plus hypocrite. L'Ordre, pour un, ne craint pas de dire: "Si nous ne connaissions par la prodigieuse avidité de nos concitoyens de la Province supérieure, peut-être pourrions-nous nous laisser prendre à l'apparente sincérité des paroles du Globe" (33). Plus explicite est encore la phrase suivante: "la principale difficulté est encore aujourd'hui de faire disparaître ce sentiment d'agression du Haut contre le Bas-Canada" (34). De tels commentaires sont toujours reliés au désir d'assimilation contenu dans l'Acte d'Union. Le Haut-Canada, vu sous cet angle, constitue un groupe unique désireux de contrôler la province pour l'uniformiser. Cette attitude de la part de Bas-Canadiens est tellement populaire qu'en octobre 1863, Montréal voyait naître un nouveau journal La Presse qui se dit opposé à l'esprit de parti, et qui

33 L'Ordre 15-7-63

34 L'Ordre 31-7-63

se définit comme organe du Bas-Canada.

Bien que certains libéraux adoptaient eux aussi une attitude régionaliste, les journaux rouges ne coupaient pas tous les liens puisqu'ils visaient le pouvoir. Ainsi à la fin de la session de 1863, l'Ordre dit:

(la session) s'est écoulée sans qu'on entendit parler de ces éclatantes revendications des droits du Haut-Canada, et sans que le Bas se sentit attaqué dans ce qu'il sauvegarde avec tant de jalousie. Tant que le régime actuel subsistera, nous pensons que la paix continuera à régner entre les deux Provinces, sans sacrifice de la part de l'une ou de l'autre.(35)

Curieuse attitude de la part de l'Ordre. Ceci s'explique par le désir de représenter à la fois les Canadiens français et les membres du parti libéral bas-canadien. Difficile que de satisfaire à ces deux exigences sans avoir à se contredire! Le Pays fait face aux mêmes problèmes. Tantôt il reproche au Haut-Canada une agressivité dirigée vers l'est, tantôt il louera certains gestes posés par des libéraux haut-canadiens. L'esprit régional s'oppose toujours à la collaboration nécessaire à la survie d'un ministère.

Au cours des premiers mois de 1864, les deux attitudes se retrouvent côte à côte dans les journaux libéraux. Aucun événement particulier ne force les journalistes à prendre position. Il faudra attendre le coup de théâtre de juin '64 pour voir le chemin que prendront le Pays, l'Ordre et la Presse. Cet événement très important c'est l'alliance qui se noue entre George Brown et les conservateurs, laissant les Rouges seuls dans l'opposition*.

33 L'Ordre 13-11-63

*Suite à une nouvelle défaite ministérielle, Brown, J.A. Macdonald et Cartier ont décidé de travailler ensemble à la solution des problèmes constitutionnels de la province en travaillant à faire accepter l'idée d'une union de toutes les provinces et possessions britanniques en Amérique du Nord.

Cette alliance un peu contre-nature constitue un geste décisif pour mettre fin à l'impasse politique. Les divers ministères se succédaient sans que l'un soit plus fort que l'autre. Déjà 1864 avait vu la fin du ministère Macdonald-Dorion et la défaite de son remplaçant le ministère Taché-J.-A. Macdonald. En unissant Grits et Conservateurs, les Rouges allaient avoir à prendre position. Le parti libéral du Bas-Canada refuse la coalition et, n'ayant plus à se ménager d'alliés possibles, les journaux vont adopter l'attitude régionaliste et défendre la nationalité, la 'race' française.

Au début de la crise de juin 1864, l'Ordre y voit un gros avantage; du fait de son union avec les conservateurs, Brown perd le caractère de bourreau, de tyran, de fanatique qui lui était accolé. En effet,

tant que le parti libéral, obligé de compter sur le Haut-Canada, a accepté l'alliance de M. Brown, tout en le tenant éloigné du pouvoir, nos adversaires n'ont cessé de crier à la domination du Bas-Canada par le Haut. Aujourd'hui qu'à son tour le parti conservateur recherche l'alliance qui nous a valu tant de calomnies et d'injures, les choses sont bien changées. Ce qui hier était anti-national, anti-religieux, est devenu maintenant essentiellement national et religieux.
(36)

Le Pays exprime aussi un certain dépit, dépit d'avoir perdu un allié au profit du groupe contre lequel il a fallu le défendre pendant tant d'années. Cette surprise passée, le tout fait place à de violentes attaques envers 'les traîtres' qui ont conclu une telle union. 'Les traîtres' ne sont pas les Grits puisque leur politique de la 'rep by pop' semble avoir été acceptée. Les coupables sont les Bas-Canadiens qui ont donné leur territoire à la convoitise du Haut-Canada. Ces idées sont abondamment développées dans les pages du Pays et de l'Ordre à partir

de juin 1864. La Presse commence par accorder son appui à la coalition y voyant la fin de la politique des partis et donc le mieux-être du pays. Il lui faudra moins d'une semaine pour déchanter et unir sa voix aux deux autres organes libéraux.

La Presse prend désormais sur ses épaules de mettre la nationalité française en garde contre les dangers qui la menacent, surtout celui de l'assimilation. Après avoir reproduit un article du Globe disant que la paix et la prospérité du pays dépendent d'un règlement de bonne foi de la question de la 'rep by pop', le journaliste de l'Ordre ajoute: "Nous savons tous ce que veut dire avec M. Brown et les clear-grits du Haut-Canada ce 'règlement de bonne foi'. Il signifie ni plus ni moins l'ascendant politique de leur section "(37). Les considérations politiques cèdent désormais le pas aux considérations nationales. Les Brown, Macdonald auront toujours leur place dans les pages des journaux, mais plus important sera l'appel à l'unité du Bas-Canada contre la menace que constitue le Haut-Canada. Seul le Pays, sans doute à cause de sa longue histoire en tant qu'organe de parti, refuse de laisser de côté les partis politiques. Certes, comme les autres, il se porte à la défense de la nationalité menacée mais il croit au système de partis et espère la chute de la coalition. Voilà pourquoi, dans une série d'articles intitulés "1858 et 1864" il défend l'alliance entre Brown et Dorion en '58 et fustige celle qui lie le même Brown aux Cartier, Macdonald et Taché*. La première était, toujours selon

37 L'Ordre 4-7-64

*Soldat, docteur et politicien, Sir Etienne-P. Taché, vu son âge avancé, aspirait à la retraite au début des années 1860. Mais c'est justement à cause de l'impartialité de ce personnage-à-la-retraite et à la confiance qu'il inspirait qu'il fut approché pour être le chef de la coalition de 1864.

le Pays totalement politique et visait à résoudre un certain nombre de problèmes. La seconde est contre-nature et constitue le sacrifice du Bas au Haut-Canada. Si la première était nécessaire, la deuxième ne l'était pas. Comme le signale la Presse,

lors de la dernière crise ministérielle, rien n'était si facile aux ministres bas-canadiens que de faire une alliance avec les hommes modérés des deux sections de la province qui siégeaient dans les rangs de l'opposition. Le parti clear-grit du Haut-Canada avait soutenu les deux derniers ministères (...) Brown, le chef clear-grit avait lui-même dit dans son journal que pourvu qu'on imposât pas de lois intéressant exclusivement le Haut-Canada, au moyen d'une majorité bas-canadienne, il serait satisfait (38).

Mais nécessaire ou non, la coalition existait, il fallait agir en conséquence. Premier geste, la Presse se saborde pour renaître quotidiennement sous le nom Union Nationale*. Le nom indique bien la pensée du journal: le Bas-Canada doit s'unir comme un seul homme puisque le Haut en fait autant dans le but d'imposer la représentation selon la population et la confédération.

Durant les quelques mois qui suivent la formation de la coalition, l'Ordre et l'Union Nationale intensifient leurs attaques contre le Haut-Canada, et contre les conservateurs bas-canadiens. Tous deux poursuivent également la mise en garde de la nationalité car "si nous avons à craindre quelque chose du Haut-Canada, c'est sans doute que nous sommes Français et Catholiques pendant qu'il est Anglais et protestant" (39). Le Pays demeure un peu à l'écart du mouvement espérant un retour au système des partis

38 La Presse 18-8-64

*Ses rédacteurs jugeaient qu'un nouvel outil était nécessaire pour faire face à la nouvelle situation.

39 L'Ordre 28-10-64

politiques. Il se limite à parler des troubles éprouvés par les membres de la coalition, répétant qu'il est impossible que la mesure soit acceptée. Et pourtant le projet passe les étapes de la conférence de Charlottetown, de celle de Québec. Au cours de ces conférences on met au point une constitution fédérale. Le moment est trop grave pour parler des Grits. Toute l'attention est centrée sur le rôle des Canadiens français dans une fédération. Le moment est à la riposte, non à la critique, ce qui explique l'absence d'intérêt face au rôle des libéraux dans l'échafaudage de la confédération.

L'année 1865 commence également avec une session importante, soit celle au cours de laquelle on discute du texte du projet. Brown joue un rôle important dans ces discussions. L'Ordre et l'Union Nationale analysent ses interventions. Tous deux en arrivent à la même conclusion: le chef grit montre qu'il est celui qui manipule la coalition. Sa franchise est d'autant plus cruelle pour les Bas-Canadiens; "nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer tout ce qu'il y avait de sarcasme, d'écrasante ironie, et de profond mépris même - le tout à l'adresse de ses collègues, dont il est le roi et maître - dans ces paroles" (40). Le Pays qui tient à faire les distinctions de partis ne prise pas ces attaques généralisées et plusieurs querelles l'opposeront à ses deux collègues de la région montréalaise.

Tous applaudissent aux embûches éprouvées par le projet dans les Maritimes, mais à mesure que les mois passent, l'enthousiasme diminue. La confiance du début fait place à un certain fatalisme. Voilà pourquoi les articles vont se limiter à clamer la défense des droits des Bas-Canadiens.

il n'y a rien de bon à attendre des membres de la droite. Dirigés par des hommes qui exploitent leurs préjugés et leur égoïsme, noyés, emprisonnés au milieu de la phalange clear-grit, ils ne s'aperçoivent pas du triste rôle qu'on leur fait jouer, ils ne comprennent pas la plupart, qu'ils sont les instruments de notre ruine nationale (41).

L'année 1865 semble pourtant s'achever sous de bons augures pour les journaux libéraux. Suite à la mort de Sir E.-P. Taché, les affrontements entre Grits et Conservateurs sont de plus en plus fréquents. Brown, ayant obtenu ce pourquoi il avait participé à la coalition, n'est plus aussi intéressé d'y demeurer. Ainsi, véritable cadeau de Noël pour les Rouges, Brown quitte la coalition à la fin de décembre 1865. Pour l'Ordre et l'Union Nationale, c'est le commencement de la fin pour la coalition; si Brown la quitte c'est pour se protéger en cas de défaite du projet. Pour le Pays, c'est différent. Brown a quitté la coalition parce qu'il a réalisé que ses alliés conservateurs n'avaient pas été sincères; pour eux la coalition n'avait constitué qu'un autre moyen pour demeurer plus longtemps au pouvoir. Ce geste du chef grit signifiait également le retour au système de partis, pour le plus grand bien du pays. Cet optimisme des journaux rouges est de courte durée puisque dès le début de 1866, la démission de Brown aura été oubliée, comme si déjà les jeux étaient faits.

C'est sur cette note que se termine la période pré-confédérative, période au cours de laquelle nous avons perçu des relations entre les deux Canadas parfois amicales, souvent hostiles, mais toujours difficiles. La même chose est vraie pour ce qui est des relations Grits-Rouges telles que perçues par le lecteur libéral bas-canadien.

41 L'Union Nationale 12-8-65

Nous allons maintenant essayer de regrouper les divers événements de cette quinzaine sous certains dénominateurs communs. Nous espérons ainsi avoir un élément de réponse à la question suivante: quand parle-t-on des Grits?

Un trait commun à tous les événements ayant rapport aux Grits et couverts par les journaux rouges, c'est que ceux-ci touchent le Bas-Canada ou sont interprétés en fonction de celui-ci. Bien sûr, l'espace assez restreint dont disposaient les journaux de l'époque obligeaient ceux-ci à opérer une sélection rigoureuse de ce qui devait être publié, mais, tout de même, on ne parlait pas des libéraux de l'ouest pour ce qu'ils étaient, mais seulement en faisant le lien avec l'est. Les questions politiques, idéologiques, tout est rattaché à l'existence du Bas-Canada. Prenons le domaine des questions idéologiques. Tout ce qui se rattache à ce domaine couvre deux thèmes centraux: le désir de domination du Haut-Canada, le fanatisme de G. Brown - dans son cas il semble que les libéraux bas-canadiens aient pris tous les défauts qu'ils voyaient dans le Haut-Canada et les lui aient attribués.

Pour les Rouges, les Clear-Grits font partie de l'ensemble 'Haut-Canada' avec ce que cela contient de dangers pour les francophones catholiques. Les désirs d'annexion aux Etats-Unis au début des années '50, les désirs de rappel de l'Union exprimés ça et là durant la période peuvent s'interpréter comme une réaction à la peur de voir se réaliser les désirs de lord Durham. Depuis 1840, les Bas-Canadiens craignent la domination des anglophones protestants. Ce sentiment se sent dans tous les journaux de la période et même à la veille de la Confédération, il y a abondance de discussions, de rapports sur cette loi qui est toujours con-

sidérée comme inique. Les conventions haut-canadiennes de 1857 et de 1839 furent également des sujets à caractère fortement idéologiques pour le Bas-Canada. C'est au cours de ces congrès que se discutait l'avenir des deux sections de la province. Principalement en '59, les libéraux se réjouissent de la solution des Grits, l'union fédérative, qui a été acceptée dans une atmosphère houleuse, mais privée d'attitudes impérialistes face au Bas-Canada. En 1864, cette idée de domination sera reprise par les journaux libéraux qui la voient derrière les tractations menant à la grande coalition. A partir de ce moment tous se lancent à la défense de la nationalité.

Pour ce qui est de Brown, qui devient tête d'affiche au cours des années '50, si les journaux lui accordent de l'importance c'est certes parce que ses attitudes et ses projets touchent directement les Bas-Canadiens dans leur existence. Même s'il est parfois l'allié politique, il ne cesse de causer des maux de tête aux Rouges parce qu'il symbolise le Haut-Canada. Ces deux thèmes sont donc fréquemment traités parce qu'ils touchent le Bas-Canada-français-et-catholique dans son existence nationale. Ces thèmes eurent touchés les Indiens que personne n'en aurait entendu parler.

Dans le domaine des questions politiques, tout tournait autour d'une idée centrale: le pouvoir. Pourquoi n'y a-t-il rien d'écrit à propos des libéraux des provinces atlantiques si ce n'est parce qu'ils ne peuvent rien pour procurer le pouvoir aux Rouges. Les Grits formant la majorité libérale canadienne, les Rouges devaient compter avec eux. Pivotaient autour de l'idée de pouvoir des problèmes comme: besoin de réformes administratives, opposition aux ministères conservateurs, utilité et non-utilité des coalitions de 1854 et de 1864, besoin de défendre l'intégrité de Brown, luttés contre la corruption des conservateurs. En parlant

de tout cela, les journaux libéraux parlaient des Grits, mais ils traitaient aussi d'un programme politique susceptible de leur apporter des votes. Voilà pourquoi on parlait de ces divers problèmes dans les pages des journaux libéraux; encore là la tendance régionaliste des Rouges est notable.

Parle-t-on des Grits plutôt lorsqu'un certain genre d'événement se produit? Il faut conclure que l'important n'est pas l'événement en soi, mais le rapport qui unit cet événement au parti libéral bas-canadien. D'où l'énoncé suivant: les journaux libéraux du Bas-Canada parleront des Grits si les conditions suivantes sont réunies: la question doit avoir une influence quelconque sur la nationalité française ou sur le parti Rouges; plus elle rapprochera les Rouges du pouvoir, plus la question aura de chances d'être développée. Enfin, si l'événement permet aux Rouges de prendre la défense de la nationalité face à l'impérialisme haut-canadien, les journalistes lui accorderont de l'importance et lui ouvriront les colonnes du journal.

Voilà quels sont les thèmes prédominants sous lesquels on peut regrouper les divers articles qui traitent des Grits.

Chap. II UN PARTI, DEUX GROUPES ET PLUSIEURS PROBLEMES

Pendant la plus grande partie de la période les organes libéraux ont eu à jouer un rôle politique. Ils devaient expliquer et propager les politiques du parti, défendre celui-ci contre les attaques conservatrices et enfin attaquer, harceler les conservateurs. A cause de l'"alliance" avec les Grits il fallait, également que les journaux libéraux défendent leur allié. En conséquence, il sera question dans ce chapitre-ci de l'image politique des Grits. Quelle est l'image politique réservée aux Grits? Quelles sont les lignes de force de cette union? Voilà ce à quoi nous allons nous intéresser ici.

Comme le lecteur pourra le remarquer, nous parlerons plus de certains journaux que de certains autres. Ceci s'explique d'abord par la durée de ces journaux; le Pays qui couvre treize ans sera plus souvent cité que l'Union Nationale qui ne couvre que quelques mois. Mais il y a plus que cela. L'aspect politique se retrouvera plus abondamment dans le Pays, identifié au parti libéral, que dans l'Union Nationale qui n'a sa raison d'être qu'à cause du danger 'national' constitué par le projet de fédération. Ainsi les organes déclarés des Rouges auront plus tendance à soutenir leurs alliés que les simples sympathisants à la cause libérale.

Pour faciliter la compréhension de ce thème, nous avons cru bon faire la distinction entre ce que l'on dit sur les hommes et ce que l'on dit sur le parti lui-même. Cette division permettra d'ajouter à la clarté de l'étude et d'éviter la confusion qui pourrait survenir en parlant simultanément de Mackenzie, Brown et des Grits.

A. Les personnages importants du parti

De 1850 à 1865, plusieurs noms de Grits ont eu leur place dans les colonnes des journaux rouges. La plupart n'ont été mentionnés qu'en passant. Seuls quatre politiciens méritent qu'on s'intéresse à eux, vu l'intérêt qu'ils ont suscité dans les organes rouges du Bas-Canada.

Le premier est William Lyon Mackenzie ancien chef des patriotes haut-canadiens, lors des troubles de 1837. De 1850 à sa retraite politique en août 1858, il a été considéré comme une figure de premier plan dans le clan grit. Bien que l'Avenir et le Pays ne soient pas toujours d'accord avec cet 'original'* (comme ils le décrivent), ils le respectent pour sa franchise et son intégrité puisqu'une longue carrière politique n'aura pas fait de lui un homme riche.

Les journaux rapporteront assez régulièrement ses propos, sans doute puisque chacune de ses phrases est une attaque virulente contre le gouvernement. Cependant, son attitude solitaire et individualiste l'identifie peu au parti Grit. Tous le considèrent plutôt comme un indépendant. En ce sens il cadre mal dans notre étude. Si, à partir du renversement des alliances, il est assimilé aux Grits, le lecteur bas-canadien ne le saura pas. Il a perdu sa place à la tête des forces d'opposition et il lui faudra démissionner pour que les journaux rouges lui dédient quelques lignes.

L'importance qu'il a eue lui vient donc plutôt de son rôle de libéral avancé que de celui de membre du parti Grit. Il mérite toutefois

*'Original' dans le sens où Mackenzie est seul dans son camp. Répugnant les compromis, il défend ses idées sans se soucier si celles-ci correspondent ou non aux idées d'un parti. Tous les journaux le présentent comme un homme droit, catégorique et d'approche difficile.

quelques mots puisque c'est un peu à partir de lui que le lecteur Rouge se fera une idée du libéralisme haut-canadien. Il en constitue la première manifestation d'importance depuis l'obtention du gouvernement responsable.

La deuxième personnalité d'importance fut William McDougall*. Il allait d'abord faire parler de lui en tant que journaliste au North American puis au Globe. On pouvait déjà noter le libéralisme de ses idées et la logique de son raisonnement. A partir de 1858, Mc Dougall allait défendre ses idées en Chambre. Il sera cependant toujours le second, d'abord de Brown, puis de J.S. Macdonald. Le portrait que l'on traçait de lui dans les journaux libéraux était celui d'un homme dynamique, fervent libéral, mais sans ce fanatisme qui caractérisait tellement Brown. McDougall était finalement un homme avec lequel les Canadiens français pouvaient fort bien s'entendre. Fervent défenseur de la 'rep by pop' il allait pourtant laisser cette idée de côté en joignant le ministre J.S. Macdonald-Sicotte. En faisant ce compromis pour permettre au gouvernement de fonctionner il allait se rendre sympathique aux Canadiens français - c'est-à-dire que tout en restant politiquement acceptable, il délaissait ce qui le rendait 'nationalement' dangereux. Les organes libéraux voient en lui le représentant du libéralisme nouveau, c'est-à-dire coopératif. Cependant, il n'aura toujours été qu'un second et en cette qualité, ce n'est pas lui qui incarnera le libéral haut-canadien quand il faudra le définir.

Le troisième homme important fut John Sandfield Macdonald. Bien que les journaux ne parleront de lui que de 1861 à 1864, soit de la chute

*Grit de la première heure, ce jeune avocat-journaliste allait devenir une figure de plus en plus importante au Haut-Canada. Membre des divers ministères libéraux, il allait, après la Confédération, être nommé gouverneur des territoires du Nord-Ouest.

de Brown à l'avènement de la grande coalition, il faut remarquer que durant cette quinzaine il aura été le chef grit le plus longtemps au pouvoir. Avant 1861, les journaux rouges en parleront peu. Tout au plus noteront-ils sa modération ainsi que le fait qu'il est coincé entre les deux Canadas (il représente la région de Cornwall qui se situe dans ce qu'on appelle le Canada central, soit entre le Canada-ouest-région de Toronto - et le Canada-est-Montréal). Ce politicien, assez peu connu dans le Bas-Canada, se voit tout à coup offrir l'opportunité de former un ministère libéral, le ministère qui sera appelé Macdonald-Sicotte. Ce jour-là, l'Ordre écrira:

M. Macdonald est le meilleur chef que nous puissions désirer voir à la tête de la section haut-canadienne du ministère. M. Sandfield Macdonald n'est pas (...) un partisan repentant de la représentation basée sur la population, c'est un allié éprouvé et dont la fidélité désintéressée à nos droits n'a jamais faibli.(1)

Puisque son programme repose sur la double majorité plutôt que sur la 'rep by pop', puisqu'il est catholique, puisqu'il représente un comté voisin du Bas-Canada, il recevra bonne presse des organes libéraux bas-canadiens, surtout de l'Ordre partisan d'un libéralisme modéré. Le ministère sera à l'image de l'homme, modéré, honnête et dévoué à la province. Il en sera ainsi jusqu'au moment où les conservateurs emploieront à nouveau leur vieille offensive: Macdonald ne vient-il pas du même parti que G. Brown? N'est-il pas simplement qu'un paravent, une ruse destinée à amadouer les Bas-Canadiens pour ensuite mieux les écraser? L'attaque n'a rien de nouveau, mais la réponse de l'Ordre constitue quelque chose d'original. En effet, c'est à partir de ce moment que le journal en vient à faire la distinction entre Grits et libéraux. Dans le premier camp se

1 L'Ordre 26-5-62

retrouvai~~ent~~ les partisans de Brown qui luttent contre le ministère. Le second groupe comprend les membres du gouvernement Macdonald-Sicotte. Cette nouvelle attitude permet à Macdonald de retirer tous les avantages inhérents au fait d'être libéral tout en lui évitant les critiques qui peuvent venir du fait qu'il est libéral haut-canadien.

J.S. Macdonald a donc bonne presse au Bas-Canada même si ce qu'on dit sur lui demeure somme toute, assez général. L'Ordre le loue sans compter, le Pays demeure plus réservé, mais tous savent qu'il ne constitue pas le point de mire chez les libéraux haut-canadiens. Même si le promoteur de la double majorité est bien accueilli par les libéraux bas-canadiens, plusieurs journalistes ne voient qu'une marionette sous le contrôle du véritable chef du ministère haut-canadien. Brown n'est plus en Chambre, mais son ombre plane toujours et les libéraux doivent continuer de se défendre. Bien que le chef du ministère soit J.S. Macdonald, plusieurs journaux bas-canadiens disent de Brown qu'il est l'esprit du ministère.

George Brown est donc le quatrième personnage important. Mais l'insistance avec laquelle le lecteur entend parler de lui fait en sorte qu'il entre dans une classe à part. Pendant quinze ans il a été attaqué et défendu. Pendant quinze ans il a été le personnage principal du Haut-Canada, avec J.A. Macdonald; et ce, qu'il fut au Parlement ou pas. Son importance mérite que lui soit portée une attention toute spéciale, intérêt qui n'est qu'à la mesure de l'intérêt qu'il a suscité dans les journaux libéraux du Bas-Canada.

George Brown, a, au cours des années 1850, pris en main le parti Clear Grit pour en faire un instrument puissant qui allait servir les ambitions de ce politicien torontois. Pour l'aider dans sa tâche, il avait

en main le Globe, le journal le plus important au Canada. À cause de tout cela, ne mérite-t-il pas un traitement spécial de la part des journaux bas-canadiens? Mais comme si l'importance découlant de ces attributions n'était pas suffisant, il a su attirer l'attention sur sa personne par de violentes campagnes contre les francophones et contre les catholiques. Il ne passera donc pas inaperçu. A ses attaques écrites ou orales, le Bas-Canada répondra. S'il dirige ses traits vers les conservateurs, les journaux rouges vont l'appuyer. Si, par contre, son attaque vise la 'race' française, il sera attaqué. Voyons ici le premier aspect, le deuxième faisant partie du thème national sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus loin.

Avant 1854, la position politique de Brown - comme celle de tout le monde - est assez imprécise. Il ne fait pas partie du mouvement grit et il passe beaucoup de temps à étaler son fanatisme religieux et ses préjugés ethniques. De fait, ce n'est qu'en 1856 que le Pays publiera une première véritable appréciation de Brown en tant que politicien. Le journal montréalais note que, lors d'un débat, le chef grit a exposé avec talent et force la corruption et toutes les fautes du ministère conservateur. "Mais M. Brown, se croyant plus fort ou mieux appuyé qu'à Québec, est sorti des limites de la discussion politique pour attaquer le clergé catholique d'une manière assez virulente"(2). Le journal s'empresse cependant d'ajouter que si les Rouges sont prêts à seconder Brown dans sa lutte pour des mesures politiques favorables au pays, ils ne peuvent le seconder dans son fanatisme religieux. L'alliance avec Brown s'arrête là où s'arrête la politique. Telle est l'attitude envers le chef Brown que l'on pourra retrouver tout au long de la période. Sa franchise politique, son hon-

nâteté, le libéralisme de ses vues tout cela est présenté mais il y a toujours quelque chose de trop. Brown va un peu trop loin ce qui place les Rouges dans une mauvaise position.

Comme nous avons eu l'occasion de le noter dans le premier chapitre, le ministère des deux jours en 1858, a modifié beaucoup d'attitudes. Cet épisode lave Brown de tous ses attributs dangereux puisqu'il a si bien su collaborer avec les francophones catholiques du Bas-Canada. Le 26 août 1858, le National écrit:

Nous sommes loin d'appuyer la conduite de M. Brown, alors que, pour faire obstacle au fanatisme bas-canadien, il cherchait à soulever, dans le Haut-Canada une réaction également blâmable; mais ce que nous savons, ce que nous répétons, c'est que M. Brown a lutté contre un gouvernement dévoué à l'orangisme; - c'est qu'appelé à former un gouvernement, il a choisi tous ses collègues en dehors de cette société fanatique; - c'est qu'au contraire, il s'est associé une majorité de catholiques.(3)

L'ennemi changeait. Ce n'était plus du fanatisme de Brown mais de l'orangisme dont il fallait se méfier. Et l'orangisme, c'était assez près du parti conservateur. Comme nous avons eu l'occasion de le remarquer dans le premier chapitre, les semaines qui suivent ce ministère éphémère servent à expliquer ce qui s'est vraiment passé. A expliquer la façon dont Brown a recruté son ministère, la façon dont il comptait faire face aux problèmes les plus pressants, la façon dont il entrevoyait l'avenir, Brown avait changé aux ^{yeux} des francophones. Lui, critique social, économique et politique des divers gouvernements conservateurs avait fait preuve de savoir-faire administratif et politique. Il dégagait l'image d'un politicien efficace et honnête, traits que les Rouges aimaient à s'attribuer. Brown avait également changé dans le sens où il devenait plus modéré et plus compréhensif

envers la minorité catholique francophone. Les exemples ne manquent pas:

Un fait nouveau vient encore aujourd'hui démontrer à nos compatriotes que la nouvelle position prise par M. Brown à l'égard du Bas-Canada est sincère et ne peut que nous être profitable (...). Et pour vous prouver que ce n'est pas une vaine parole (à savoir que le chef grit est favorable à la liberté civile et religieuse) M. Brown donne ouvertement son appui à un M. Hartcourt, un catholique dans le comté de Haldimand, dans un comté protestant.(4)

Il est curieux de noter que les journaux libéraux du Bas-Canada louent l'honnêteté de Brown, sa vigilance et ses qualités d'administrateur... principalement après que celui-ci ait connu une défaite. C'est ce qui est survenu après le ministère des deux jours. Cela allait se reproduire en 1861 après la défaite de Brown aux élections et à nouveau en 1865 peu avant que Brown ne quitte la coalition, alors que déjà rien n'allait plus.

Dans un article de 1861 intitulé: "Pourquoi les corrupteurs sont si joyeux", le Pays déclare que les conservateurs sont heureux d'avoir défait Brown parce qu'ils en ont peur. C'est lui qui suit de près les comptes publics et relève plusieurs fraudes et erreurs d'administration au point d'avoir exclu du comité des comptes publics en 1859 et 1860. Le journal poursuit en affirmant: "Le nom de M. Brown et celui de M. Dorrion signifient surveillance, vigilance, économie, enquête sur les méfaits ministériels" (5).

Brown se voit donc attribué les caractéristiques du vrai libéral, vigilant dans l'opposition, honnête et économe au pouvoir. Il faut cependant toujours ajouter que là s'arrête l'alliance: "M. Brown n'a jamais

4 Le National 14-9-58

5 Le Pays 11-7-61

été que soldat dans les rangs libéraux, soldat vaillant et sans peur dans les luttes purement de réformes, jamais chef dans les questions constitutionnelles ou religieuses" (6).

Mais pourquoi attendre une défaite de Brown pour louer son travail? C'est pour le moins curieux de voir un parti politique glorifier son chef à la suite d'une défaite de celui-ci. Pourtant nous voyons là l'éternelle dichotomie dans laquelle sont placés les libéraux bas-canadiens. Cette attitude politique permet de satisfaire le côté 'national' des libéraux, point de vue qui influence fortement le comportement électoral. En ne louant pas Brown en temps de période électorale, les Rouges montrent qu'ils ne lui sont pas trop attachés, pas soumis. Ils espèrent ainsi que la plateforme anti-Brown, que les conservateurs ne manquent pas d'utiliser pendant les élections, ne pourra avoir d'effet sur eux. D'un autre côté, s'il est battu, s'il ne peut plus rien faire, les Rouges ne perdent rien à louer ses capacités politiques et administratives. Au contraire, puisque les critiques de Brown à l'endroit des conservateurs sont bonnes, cette attitude peut affaiblir le parti adverse et, par ricochet, renforcer les libéraux.

Si, à première vue, ce comportement peut sembler bizarre, il montre bien les difficultés d'action rencontrées par les Rouges suite à leur alliance avec les Grits et surtout avec Brown, leur chef. Il ne faut pas parler de Brown en période électorale pour ne pas qu'il puisse nuire aux chances des Rouges de gagner le pouvoir. Par contre, s'il est battu, il est possible d'utiliser sa personnalité de politicien honnête et efficace

6 L'Ordre 4-7-64

et d'en tirer un profit quelconque. Nous croyons saisir dans cette situation, la véritable attitude des Rouges face aux Grigs telle qu'exprimée dans les journaux libéraux des années 1850 et 1860. Est-ce que le lecteur saisissait toujours ce raisonnement? Il semble plus plausible de croire qu'il saisissait surtout la confusion extérieure d'une telle position.

Les défaites de Brown ont été, somme toute, assez peu nombreuses... ce qui explique le peu de louanges qu'il recevra au cours de la période. Les libéraux devront le plus souvent lutter avec cette alliance qui les suit comme un boulet. C'est le deuxième aspect, la deuxième facette de Brown-le-politicien. Il s'agit de l'obstacle politique que constitue cet homme pour les Rouges et que les libéraux ont décrit tout au long de cette quinzaine. Si politiquement il peut apporter quelques bénéfices comme nous venons de le voir, il apportera surtout des maux de têtes aux libéraux.

Le personnage George Brown est haï au Bas-Canada, pourquoi? Parce qu'il est un chef de parti et qu'il est de bonne guerre de s'en prendre à un chef. Mais, il y a plus. J.A. Macdonald ne semble pas faire peur à ce point; même les Rouges craignent leur chef. Pourquoi? Plus que le temporisateur Macdonald, Brown représente l'homme du Haut-Canada. Il est fortement régionaliste, ce qui lui procure popularité et prestige au Haut-Canada. Membre de l'opposition, il n'a pas à temporiser, à adopter une politique du compromis. Tout au long de sa carrière politique, il défendra avec acharnement les intérêts économiques de la région de Toronto (l'annexion du Nord-Ouest en est le meilleur exemple). Et, il est évident dans le contexte des années 1850 que pro-Haut-Canada est synonyme de anti-Bas-Canada, puisque la population semble voir le développement d'une région au détriment de l'autre. A ces désirs d'expansion économique se greffaient tout naturelle-

ment des désirs de pouvoir politique . Le Haut-Canada voulait évoluer à son propre rythme et selon ses propres priorités (c'est le cri de 'rep-by-pop'). Encore une fois ceci est perçu comme un désir de domination pour ne pas dire d'assimilation. Brown n'est pas le seul à promouvoir de telles idées, mais il apparaît au Bas-Canada, sinon comme le premier, du moins comme celui qui parle le plus fort. Enfin cette haine vient également de ce qu'au début de sa carrière, Brown attaquait souvent le catholicisme et la langue française, deux valeurs chères aux Bas-Canadiens. Tout cela explique pourquoi Brown est craint et pourquoi il constitue pour les Rouges un allié compromettant, dont il faut souvent se défendre.

Ce deuxième aspect est très important pour comprendre l'attitude des Rouges face aux Grits et leur 'plan de campagne' quand les Grits sont concernés. Les inconvénients causés par l'alliance avec Brown sont même plus importants que les quelques avantages retirés selon la première approche.

Ainsi, tout en reconnaissant le travail efficace du chef grit dans le but d'assainir l'administration et pour mettre de l'avant certaines réformes, les libéraux bas-canadiens reconnaissent qu'il constitue un sérieux problème politique. En effet, pour obtenir le pouvoir à la grandeur de la province, les Rouges ont besoin de leurs alliés du Haut-Canada, alliés dont Brown est le chef. Par contre, pour renforcer sa position au Bas-Canada, le parti doit se défendre de cette alliance et même la renier... sans pour autant briser les liens. Première chose dont il faut donc se rendre compte, c'est que Brown n'est pas rentable politiquement auprès des francophones bas-canadiens.

Les Rouges n'ont pas mis beaucoup de temps à voir ce problème. Avant même que ne s'opère le renversement des alliances de 1854, c'est-à-dire avant que les libéraux du Bas-Canada ne se retrouvent dans l'opposition en compagnie des Grits, le Pays faisait mention du danger constitué par le groupe brownite:

A la nuance Brown, nous dirons qu'ils sont, pour leur parti, ce qu'ont été les socialistes pour le parti républicain en France; qu'ils sont la maladie du parti et qu'ils travaillent plus efficacement à la ruine des idées politiques et même des idées religieuses qu'ils veulent faire prévaloir que ne pourraient le faire les ennemis les plus adroits. Le fanatisme religieux qu'ils excitent chez eux, produira par contre-coup le fanatisme ici dans le sens contraire; et avec une population également partagée dans les deux extrêmes de cette passion, tout progrès politique est impossible, les améliorations matérielles sont jetées dans une langueur morbide et les idées religieuses ne font pas un pas vers le libéralisme et la tolérance. (7)

Certes, à cette époque Brown faisait fréquemment appel aux préjugés ethniques et religieux. Mais même plus tard, au moment où il avait la responsabilité de chef de parti, les Rouges le désignaient comme une impossibilité gouvernementale:

Deux ou trois membres de l'opposition Haut-canadienne partagent bien, nous l'admettons, les opinions de M. Brown, mais il n'en est pas un seul qui se soit compromis, soit par ses actes, soit par ses discours à l'exception de M. Brown, de manière à être un obstacle à une fusion parfaite de toute l'opposition, sous le drapeau démocratique. (8)

Dès que la communauté d'intérêt va s'identifier, surtout après le ministère des deux jours, cette vision politique de Brown va disparaître... pour un certain temps. La défaite du chef grit, en 1861, va procurer à l'Ordre, l'occasion de revenir à cette idée. Dans son numéro du 12 juil-

7 Le Pays 24-1-53

8 L'Avenir 7-3-56

let 1861, le journal signale que M. Brown s'est retiré après sa défaite électorale

parce qu'il a compris que le Bas-Canada ne pouvait accepter comme gouvernant, comme chef de ministère le premier et le plus constant de ses ennemis (...). L'homme qui a le plus fait pour désunir le Haut et le Bas-Canada ne pouvait devenir le pacificateur de leurs querelles, l'organisateur de leur concorde. (9)

Le journal poursuit en affirmant que la retraite du chef grit aura une heureuse influence sur la situation politique en débarrassant la scène publique de celui qui effrayait tout le monde et qui permettait ainsi aux conservateurs de rester au pouvoir.

Cet ennemi redoutable pour le ministère dans le Haut-Canada était une de ses forces dans le Bas-Canada. Cet auxiliaire puissant de l'opposition dans la lutte était son principal embarras dans son ascension vers le pouvoir. Le ministère gagnait bien plus de force par l'effroi qu'il inspirait, que son talent et son influence n'en apportait à l'Opposition. (10)

Voilà confrontés les deux points de vue politiques sur Brown: d'un côté l'homme de talent, honnête et efficace et de l'autre, l'homme qui empêche les Rouges d'obtenir le pouvoir. Cet article laisse également paraître la situation difficile des libéraux bas-canadiens. D'un côté Brown est utile, pour ne pas dire indispensable à l'accession des Rouges au pouvoir provincial; par contre, il empêche ceux-ci de faire des gains dans la section est du Canada. Cette mise au point de l'organe libéral montre clairement au lecteur la gymnastique que le parti a dû pratiquer pendant tant d'années. Brown parti, le journal espère en tirer des gains politiques. Lors de l'ouverture de la session parlementaire en mars 1862, l'Ordre note que l'élimination de M. Brown a "porté un coup fatal au

9 L'Ordre 12-7-61

10 loc.cit.

ministère. En effet, les attaques injustes de M. Brown contre le Bas-Canada (...) avaient tenu hors de l'opposition, certains députés qui répudiaient hautement cependant les principes de l'administration" (11).

Le ministère sera effectivement renversé quelques semaines plus tard, mais pas à cause du brillant raisonnement du journal libéral (la défaite ministérielle suivra un vote négatif sur le projet de loi réorganisant la milice). Les journaux préféreront alors louer le nouveau gouvernement libéral plutôt que de revenir sur le passé. Il en est ainsi jusqu'à ce que Brown décide de revenir en politique. Certains journaux libéraux disent alors que les libéraux sont unis et que dans un tel contexte, Brown n'est pas à craindre. Ceci n'est pas spécialement un mot de bienvenue!

Peu après son retour en Chambre, il suscitera une réaction. Suite à la présentation d'une motion pour faire nommer un comité chargé de s'enquérir du délai nécessaire pour compléter les bâtiments d'Ottawa (dans le but de faire déménager le siège du gouvernement à Toronto entre temps), il recevra l'appréciation suivante:

M. Brown est un allié peu sûr et très incommode. Tous les jours il se rend de plus en plus impossible au Bas-Canada (...). Ce qui peut rassurer cependant, c'est que ceux des députés du Haut-Canada qui partagent ses vues, sont loin de lui ressembler tous. Plusieurs d'entre eux sont réellement libéraux et ne veulent au fond qu'assurer à la Province une bonne et sage administration. (12)

Cet extrait du journal montréalais reprend l'idée que nous avons émise précédemment, à savoir la différence que fait l'Ordre entre les 'vrais' libéraux et les partisans de Brown. Le journal ajoute égale-

11 L'Ordre 7-3-62

12 L'Ordre 4-9-63

ment l'idée complémentaire à la non-rentabilité politique de Brown en déplorant le fait d'être avec lui dans les rangs ministériels. Si, au lieu d'aider, il nuit dans la lutte pour le pouvoir, il est normal que cet homme soit mal considéré par les soldats... surtout s'il est le général de cette armée.

Les journaux rouges ont diverses méthodes pour se défendre de cette alliance avec Brown. Il y a l'Ordre qui, comme on vient de le voir, se contente de mentionner que le chef grit constitue un poids pour les Rouges. Le Pays, de par sa vocation plus partisane, se doit d'être plus discret. Il affirme alors qu'être allié à quelqu'un ne veut pas dire partager toutes ses idées. Une telle attitude semblerait suggérer que Rouges et Grits ne sont pas du même camp alors que c'est justement pour cette raison que le Pays agit de la sorte. Cette définition négative de ce qu'est une alliance permet d'éviter le problème 'Brown'. En effet, ceci ne repousse pas les électeurs qui craignent Brown et, d'un autre côté, l'alliance demeure intacte. S'en défendre constitue d'ailleurs une façon indirecte d'affirmer que l'alliance existe. A nouveau le Pays fait preuve d'ingéniosité, de subtilité pour essayer de garder intact le noyau de ses partisans au Bas-Canada et ses 'amis' dans l'ouest de la province.

Il n'est pas un homme public dans le Haut-Canada dont les vues s'accordent parfaitement avec les vues de n'importe quel parti du Bas-Canada. Les intérêts divergent, les opinions diffèrent; le point de vue n'étant pas le même, les sentiments ne peuvent être identiques. Jamais on ne se convaincra mutuellement du contraire; la seule chose sur laquelle nous puissions en arriver à un accord, c'est que nous ne pouvons nous accorder.
(13)

Comme le signale son titre, cet article a pour but de rétablir les

faits, suite aux attaques conservatrices les accusant d'union idéologique avec les Grits. En fait, l'organe montréalais ne fait que répéter ce que tous savent déjà, à savoir que les points de vues sont différents selon qu'ils viennent du Haut ou du Bas-Canada. Mais encore une fois le Pays essaie de faire d'une pierre deux coups. Il tient à rassurer ceux qui pourraient craindre à un lien trop intime avec les Grits. D'autre part, le même article sert à défendre le parti de Brown contre des accusations selon lesquelles Grits et Orangistes seraient prêt à collaborer pour dominer le Bas-Canada. D'un côté, les Rouges se disent différents des Grits et du même souffle ils font preuve de collaboration et défendent ces hommes avec lesquels ils ne sont pas d'accord. Cette idée avait déjà été développée quelques mois plus tôt, dans un contexte plus large.

Puisque nous avons maintes fois répété que, malgré l'Union, les deux sections de la province sont tout aussi loin de s'entendre et d'être virtuellement unies qu'auparavant, il est naturel que nous reconnaissons qu'il existe dans presque tous les esprits haut-canadiens de forts préjugés contre le Bas-Canada. Mais pour aucune considération au monde, on ne devrait se servir de cela comme d'un épouvantail pour retarder la consécration de changements radicaux dans notre constitution. (14).

L'attaque des conservateurs est constante. Même au lendemain de la grande coalition de 1864, alors qu'il est évident que Grits et Rouges ne sont plus dans le même camp, les journaux conservateurs reprochent aux libéraux d'avoir déjà été dans le même parti que Brown. Médéric Lantôt, rédacteur de l'Union Nationale s'en défend et signale que c'est pousser un peu loin les attaques, de la part des nouveaux alliés de Brown. Il écrit alors que

lutter à côté d'autres hommes dans les rangs d'une opposition, ce n'est pas être solidaire de leurs opinions. On

peut opposer un gouvernement pour vingt causes différentes(...). Nous affirmons solennellement que nous n'avons été, en aucun temps, l'ami ou l'approbateur de George Brown ou de ses doctrines. (15).

Etre allié à George Brown est vraiment une faute qui laisse une tache indélébile sur tout homme public bas-canadien!

Après avoir dit que Brown est un allié politiquement nuisible, après s'être défendu de l'avoir eu comme ami et comme chef, il ne reste qu'un pas à franchir pour le rejeter tout simplement. L'Ordre s'en charge. La grande coalition a abattu et désabusé de nombreux libéraux. La vengeance est plus facile. Ainsi dans un numéro de décembre 1864, les journalistes de l'Ordre accusent Brown d'être un vulgaire arriviste prêt à tout pour quelques parcelles de pouvoir. "Le but de M. Brown étant d'arriver au pouvoir, tous les moyens devaient lui sourire pourvu qu'en les employant, il ne se perde pas complètement dans l'esprit de ses compatriotes dont il s'était constitué le chef". (16)

Ce côté de la balance où les journaux libéraux accablent Brown pèse certes plus lourd dans la balance que celui où on loue son travail, ses critiques et certaines de ses idées. Pour terminer nous allons relever certains qualificatifs dont le chef grit a été affublé au cours de cette quinzaine. Ces quelques citations vont illustrer l'idée générale qui reste de Brown après avoir parcouru ces journaux pendant quinze ans. Nous croyons que le lecteur de l'époque a eu une opinion similaire; peut-être même le tableau était-il pour lui plus sombre puisqu'il vivait ces événements au lieu de simplement lire à propos de ceux-ci.

15 L'Union Nationale 8-9-65

16 L'Ordre 5-12-64

Au début des années 1850, alors que Brown est encore un solitaire, les journaux le considèrent comme un politicien prêt à tout pour se donner de l'importance - c'est ainsi que sont perçues ses campagnes anti-françaises et anti-religieuses. Le Pays écrit d'ailleurs "Quelque soit le talent d'un homme; quels que soient son esprit et ses connaissances, quand il s'est fourvoyé et qu'il a pris la route qui conduit au fanatisme ou à l'hypocrisie, il s'aveugle" (17). Le terme important ici est celui de "fanatisme". Ce mot revient souvent lorsqu'il est question de George Brown. Voilà certes l'aspect de sa personnalité présenté avec le plus d'insistance et même s'il travaille à l'obtention de réformes importantes, les journalistes bas-canadiens se doivent d'insister sur l'aspect négatif du politicien. Ainsi, au cours de la session de 1853, Brown, alors député de Kent, présente des résolutions visant à ce que la convocation du Parlement se fasse à date fixe. Que dit le Pays à la suite de ce geste?

nous savons gré au représentant de Kent de sa conduite en cette circonstance; s'il voulait seulement se dépouiller de ses idées fanatiques qui le placent souvent sur un terrain où nous ne pouvons le suivre, il y aurait peut-être moyen de s'entendre. Mais tant qu'il traînera la religion dans l'arène politique, il nous répugne de lui tendre la main. (18)

A ces accusations de fanatisme se joignent également celles de mangeur de francophones et de catholiques. Ceci va cependant diminuer avec les années, Brown s'étant tranquilisé et les deux ailes libérales étant plus unies. Même le terme 'fanatique' va perdre de son importance, les journalistes diront plutôt que M. Brown est allé trop loin dans tel ou tel discours.

17 Le Pays 30-12-52

18 Le Pays 26-4-53

Après sa défaite électorale en 1861, Brown gardera cependant une attache politique par le biais de son journal. C'est à partir de cette époque que les journaux le qualifient d'être étroit d'esprit. Etroit d'esprit parce qu'il accuse le ministre J.S. Macdonald-Sicotte d'avoir laissé tomber l'idée de 'rep by pop' au profit de la double majorité. Dans un article intitulé 'Le Globe', l'organe rouge montréalais, après avoir signalé que la représentation selon la population était la seule question pouvant diviser les libéraux, ajoute que les libéraux haut-canadiens ont compris qu'il fallait écarter la question litigieuse pour mettre en place les réformes souhaitables à tous. Cependant "il ne paraît y avoir qu'un seul homme, dans le Haut-Canada qui ne l'ait pas compris(...). Un seul homme, ou un seul journal a-t-il raison(...). M. Brown(...) vaut-il mieux, à lui seul, que tous les libéraux" (19). Cette même raison sera d'ailleurs invoquée pour le maintenir hors du ministère Macdonald-Dorion. On lui reproche, au Bas-Canada, d'être trop à cheval sur certaines idées ce qui empêcherait une collaboration efficace des deux sections de la province. Son entrée dans la coalition de 1864 et sa sortie dix-huit mois plus tard, ne modifieront pas l'idée que les journaux dégagent de Brown. Il demeurera un homme politique dangereux... peut-être même antipathique. Un ogre prêt à dévorer le Bas-Canada, voilà comment Brown est décrit par les francophones du Bas-Canada. Les Rouges ont beaucoup de peine à lutter contre cette peinture de leur allié comme nous avons eu l'occasion de le voir. Le lecteur en viendra assez naturellement à retenir plus facilement ce côté négatif du politicien comme cette étude tend à le montrer. Même si le personnage 'Brown' est de première importance au sein du parti, l'attitude des journaux tend à changer quand il

est question du parti grit; on met alors de côté l'aspect personnalité des individus. On en arrive alors à des considérations purement partisans qui recouvre un éventail assez large de situations. Voyons de plus près quelle différence il y a entre le fait de parler de Brown et celui de traiter de son parti lorsque les considérations sont purement politiques.

B. Les Grits: un allié difficile

Le parti Grit dont il sera question ici a un sens assez précis. Ca n'est pas, par exemple, 'le groupe de G. Brown' dont nous avons eu l'occasion de parler puisque ce serait revenir sur la personnalité du chef grit. Ca n'est pas non plus le parti Clear-grit tel que principalement compris après la grande coalition de 1864. Le parti Grit vu d'un point de vue politique, c'est le reste; c'est celui qui est 'notre' allié dans les bons moments tout comme en temps de crise. C'est celui avec qui il fallait compter pour espérer obtenir le pouvoir. C'est enfin celui qui a un programme politique qui est étudié au fur et à mesure que des questions importantes se présentent. C'est donc une entité plus abstraite que la personne d'un George Brown et conséquemment il faudrait s'attendre à ce que les considérations soient plus politiques que peut-être sentimentales.

En septembre 1850, Peter Perry chef du nouveau groupement clear-grit présente en Chambre un projet de convention, c'est-à-dire le credo politique de la nouvelle formation libérale. Après en avoir énuméré les différents articles, l'Avenir ajoute: "M. Perry vient enfin de porter la cogné à la racine de l'arbre empoisonné du gouvernement responsable, en se déclarant l'ennemi du monopole, des privilèges et du népotisme ministériel" (20). Peu auparavant, le journal de Montréal avait loué ce nouveau

mouvement parce qu'il allait s'opposer au gouvernement en place, et parce qu'il avait un programme libéral.

Nous appelons l'attention du Bas-Canada à la Convention Perry qui ne contemple rien de moins que de faire des gros salaires de nos gros bonnets responsables et de leur armée d'esclaves stipendiés un fond public capable de grossir assez le trésor provincial pour acquitter en partie notre dette publique, diminuer le fardeau des taxes qui va toujours s'appesantissant, et avancer la prospérité publique, au moyen d'utiles travaux. (21)

Dans un article sur la situation politique haut-canadienne, Philippe Gustave Papineau, après avoir parlé du programme de M. Perry, concluait que "l'obtention de réformes de ce genre seraient d'un tel avantage pour le peuple canadien, et étendraient tant le cercle de nos libertés populaires, que nous passerions insensiblement et très promptement à l'état d'indépendance" (22). De fait, l'idée d'indépendance chez Papineau était étroitement liée à celle d'annexion aux Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, ce premier bilan est très positif en faveur du nouveau groupement. C'est d'ailleurs l'époque où la presse rouge laisse la porte ouverte à la coopération.

Cette étude politique effectuée par les Rouges de L'Avenir, au cours de 1850, se poursuit dans un article intitulé 'Le Jeune Canada'. Le journal se dit alors prêt à appuyer tout gouvernement proposant des réformes efficaces mais ajoute que "notre parti n'a pas les impatiences et la soif de pouvoir, qui tourmentent plus ou moins vivement les autres partis, y compris les Clear Grits" (23). Malgré cette réserve, l'image

21 loc.cit.

22 L'Avenir 13-4-50

23 L'Avenir 5-10-50

qui est faite des Grits demeure globalement favorable à ce groupement qui propose des réformes jugées progressives. Le journal montréalais laisse ses lecteurs sur cette note. En effet, jusqu'à ce que sa parution devienne irrégulière, l'Avenir ne parlera plus des amis du Haut-Canada. Le Pays se charge donc de prendre la relève.

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le Pays, au contraire de l'Avenir, voit dans les Grits une aile du gouvernement, aile désireuse de demeurer au pouvoir. Cette vision des choses demeure cependant secondaire, derrière l'apport de réformes. Le premier objectif des deux journaux montréalais est de voir des changements dans la situation politique; l'appui aux Grits dépendra des réformes qu'ils pourront promouvoir. Dans un article qui voit le Pays accuser Brown d'être la plaie de son parti, le journal dit au ministère - donc aux Grits également - qu'il ne pourra

arrêter le flot que le Neptune-Brown travaille à soulever, qu'en opérant une violente et puissante diversion qui fixe l'attention publique sur d'autres sujets. Or, le seul moyen de créer cette diversion(...), c'est d'entrer pleinement et franchement dans le domaine des réformes politiques; c'est d'envahir le vaste champ des abus et des vices de notre existence politique et coloniale et d'y faucher à pleins bras. (24)

Ces réformes tardent trop aux yeux des Rouges, les politiciens perdant leur temps à attaquer des fantômes comme celui du jésuitisme, et en tombant dans l'excès de ces luttes régionales, les Grits empêchent tout rapprochement de tous les libéraux du Canada. Ce même article voit le Pays faire la différence entre les Grits et les libéraux.

Les libéraux ou ceux qui se donnent cette dénomination pour prendre terre entre les clear-grits et les tories, sont d'une souplesse qui les rend insaisissables. Les clear-

grits ont sur eux l'avantage de la sincérité et du courage de leur opinion; les libéraux ont sur les clear-grits l'avantage d'une diplomatie mesurée, qui leur impose assez souvent de l'hypocrisie. (25)

Ces deux tendances se retrouvent au sein du ministère mais isolément ne sont pas assez fortes pour faire voter des législations libérales. Ces deux groupes doivent s'unir pour pouvoir ensuite collaborer avec les libéraux bas-canadiens. "Quand le Bas-Canada aura fixé l'assiette de son opinion, de ses vues et de ses projets, quand ces deux partis Haut-Canadiens auront bien compris qu'ils ne peuvent pas agir seuls et qu'il faut s'entendre avec nous, l'oeuvre du ralliement sera opérée" (26). Tout comme l'Avenir, il semble bien que le Pays en soit venu à souhaiter l'existence d'un parti libéral pan-canadien pour avoir le plus de chances possibles d'obtenir le pouvoir et de voter des lois libérales.

Le renversement des alliances survenu en septembre 1854, va confirmer les Rouges dans leur désir de collaborer avec les vrais réformistes pour renverser l'alliance immorale conclue entre tories et soi-disant libéraux haut-canadiens. Il sera par conséquent assez peu surprenant pour le lecteur de retrouver la nouvelle concernant le Manifeste du Peuple. L'attitude des journaux rouges depuis le début de la décade allait dans ce sens. Cette prise de position conjointe de la part des libéraux des deux sections porte sur leur opposition commune au gouvernement 'libéral-conservateur et se termine par une nouvelle affirmation du voeu des Rouges' ceux qui, dans le Haut et dans le Bas-Canada, ont toujours combattu pour l'extension des franchises et des libertés populaires, vont se tendre une main

25 Le Pays 25-8-53

26 loc.cit.

fraternelle" (27).

Ce désir de collaboration avec les libéraux haut-canadiens est difficilement réalisable à cause de certains hommes comme on l'a vu plus haut, mais également parce que ces alliés potentiels ne sont pas unis eux-mêmes par des principes solides. C'est peut-être le défaut le plus important que les journaux relèvent à propos des Grits. En plus d'une occasion, les Rouges accuseront tous les autres partis de manque de constance. Ils "nous donnent tous les jours le spectacle d'une déplorable absence de principes, et d'une désorganisation parfaite qui en est la conséquence et la preuve. Chaque jour les voit se scinder, se diviser, parce qu'ils n'ont pas de principes communs pour les guider dans leur conduite" (28). La conclusion d'un tel raisonnement s'impose d'elle-même: "les libéraux de toutes les classes n'ont aucune plateforme politique sur laquelle ils pourraient tous se réunir" (29).

Cette division relève plus des moyens que des buts puisque tous veulent renverser le ministère.

Tous les anti-ministériels, c'est-à-dire tous les libéraux doivent avoir des principes de politique canadienne communs; ils ne peuvent être divisés que sur des questions secondaires (...). Il est temps pour les libéraux de se réunir en masse contre les tories ministériels, au nom des principes qui leur sont communs. (30)

Mais un but négatif commun, est-ce suffisant pour cimenter une alliance? Des questions se posaient: qu'allait-il arriver après le renver-

27 Le Pays 19-9-54

28 Le Pays 25-11-54

29 Le Pays 16-8-55

30 loc.cit.

sement du ministère? Quel allait être le nouvel objectif sur lequel les libéraux pourraient alors s'unir? Il semble bien que les journaux libéraux bas-canadiens préféreraient fermer les yeux plutôt que d'avoir à répondre à une telle question. C'est un point faible de l'édifice que veulent construire les Rouges; il faudrait bien qu'ils le réalisent avant que ne soit posée la dernière brique. La convention haut-canadienne de 1857 permettra cette prise de conscience. Le programme qui y sera voté forcera les Rouges à réagir.

Le Haut-Canada aspire-t-il à gouverner seul la province et si c'est là sa prétention, est-il en état de la faire valoir? Si l'on peut répondre négativement à cette question, il s'ensuit que les efforts tentés par nos amis de l'Ouest pour rallier ce qu'il appelle le "Parti libéral", sans s'assurer préalablement l'adhésion d'aucun parti dans le Bas-Canada se consumeront en pure perte, et ne seront productifs que d'amères déceptions. (31)

Voilà; les Rouges ouvrent les yeux, et leurs lecteurs doivent faire de même. Certes, l'auteur de cet article regrette une telle attitude de la part de ses amis puisqu'elle ne peut apporter que des déboires et des désillusions. Il est intéressant de remarquer les raisons qu'il apporte pour montrer que pareille attitude de la part des Grits serait ruineuse pour le parti libéral et pour le pays tout entier. Les raisons sont purement politiques. D'abord, on fait remarquer qu'une telle attitude chez les Grits retarderait certainement l'avènement des réformes désirables en stimulant un mouvement réactionnaire plus puissant. De plus, ça ne pourrait que pousser dans le camp adverse tous les indécis, les faibles et les peureux puisque face au régionalisme haut-canadien, les Bas-canadiens se grouperaient dans le camp adverse, c'est-à-dire chez les Tories de Cartier. Il faut noter que cette façon de voir les choses de la part des Rouges,

est également régionaliste puisqu'ils ignorent, consciemment ou pas, que c'est ce programme qui fait la force des Grits dans le Haut-Canada. Toute temporisation des attitudes en faveur du Bas-Canada, signifierait une perte de clientèle dans leur propre parti politique. C'est ça la difficulté de s'entendre entre Rouges et Grits.

L'Avenir discute également du programme issu de cette grande manifestation politique. Après s'être opposé à la représentation basée sur la population qui aurait des effets néfastes pour la 'race' française, le journal dit accepter parfaitement certains articles de la plateforme grit: - point de législation en matière religieuse et point d'octroi à même les fonds publics pour des fins sectaires; - éducation nationale, impartiale et libre de toute influence sectaire; - commerce libre. Par contre, il ne discute pas l'aspect régional des demandes grits; il se contente d'affirmer que ces réformes bien que nécessaires, ne constituent pas le véritable remède aux difficultés des Bas-Canadiens. Pour l'Avenir, le remède c'est l'obtention de l'indépendance pour le Canada. Ce journal s'occupe donc moins des questions d'appartenance politique pour se consacrer à l'étude des grands principes en cause. Les problèmes d'entente politique sont laissés au Pays et à son pendant québécois le National. Ce dernier, dans une étude des résolutions de cette convention affirme qu'il "se trouve quelques articles, dans cette déclaration de principes, qui (...) rendent impossible une alliance complète entre les membres de l'opposition libérale du Haut et du Bas-Canada" (32). Pour cet organe québécois c'est surtout la 'rep. by pop' qui oppose les deux Canadas. Devant l'importance de la question, le National consacrera plusieurs articles à étudier la 'rep by

pop' et l'acte d'Union, rejetant le premier principe et recommandant la dissolution de l'union des Canadas.

Si l'entente sur des principes communs semble impossible au milieu des années 1850, l'alliance contre le ministère n'en continue pas moins. Ainsi, une des rares nouvelles électorales concernant les Grits, au cours de l'élection de l'hiver 1857-58 signale que: "les journaux du Haut-Canada nous apprennent que le parti de l'opposition prend chaque jour de nouvelles forces et que son triomphe ne peut être mis en doute" (33). A noter qu'il est fait mention du parti de l'opposition et non du parti libéral! Même chose lors de l'élection partielle dans North Oxford en mai 1858 alors qu'on assimile la victoire grit à l'imminence de la chute des conservateurs. Cette attitude négative est dangereuse. Qu'arriverait-il si le ministère était effectivement renversé? Il faudrait sans doute reviser ses positions d'un côté comme de l'autre. Et tout à coup, ça y est. Le gouvernement libéral-conservateur démissionne en juillet 1858. Les Rouges et les Grits doivent former un gouvernement et mettre sur pied un programme d'action susceptible de rendre viable le gouvernement libéral. Le ministère Brown-Dorion y parviendra... du moins, il affirmera y être parvenu. Les journaux se feront l'écho de ces changements afin de réunir tous les libéraux derrière le parti et contre l'opposition conservatrice.

George Brown et Antoine-Aimé Dorion sont les nouveaux chefs de la province et derrière eux tous les organes libéraux doivent s'unir et défendre les politiques du gouvernement. Ainsi, dans l'édition du 5 août 1858, le Pays expose le programme politique du nouveau ministère. Tout en disant ne pas en connaître tous les détails, il se dit assuré qu'il

"embrassera toutes les questions vitales du jour: La Représentation, les Ecoles (...etc.). Sur tous ces points, le nouveau cabinet est prêt à agir avec la meilleure entente; et son programme sera accueilli d'un bout à l'autre du pays, avec la plus vive satisfaction" (34). On apprend vite! Finies les attaques contre le régionalisme grit, finies les affirmations d'incompatibilité entre les deux groupes libéraux; ensemble au pouvoir, il faut serrer les coudes..

Mais déjà, une note dans cette même édition, signale aux lecteurs que le ministère Brown-Dorion fait maintenant partie de l'histoire. Cette défaite fut difficile à accepter et les journaux rouges seront beaucoup plus durs à l'endroit des conservateurs. Parallèlement, les libéraux haut-canadiens auront meilleure presse chez les libéraux bas-canadiens. Tous travailleront ensemble contre les 'bandits' conservateurs.

L'union entre Grits et Rouges est apparente au cours de cet automne 1858 alors que se multiplient les banquets en l'honneur des membres de l'ex-ministère. Dans les discours qui y sont prononcés, tous affirment l'unanimité des libéraux, idée qui fera son chemin jusqu'au partisan libéral par le biais de tous les organes de son parti. Ainsi le Pays soulignera qu'un "des nombreux résultats de la crise de l'été '58, c'est l'union plus intime des éléments libéraux, dans les deux sections de la province, et le raffermissement du parti qui a fait les batailles de l'opposition depuis 1854, contre la malhonnêteté et la corruption des ministères" (35). Les autres journaux ne tardent pas à emboîter le pas. Le National, pour un,

34 Le Pays 5-8-58

35 Le Pays 9-10-58

qui voyait tout rapprochement impossible quelques temps plus tôt, se montre plus favorable aux Grits et reproduit un article du Globe. Le journal québécois dit:

Nous aurions dû constater en même temps l'extrême modération, - due, croyons-nous, à l'alliance nouvelle de Brown et Dorion - que nous remarquons depuis quelques semaines dans cet important journal, le premier guide, sans contredit, de l'opinion publique dans le Haut-Canada. Cette alliance devra nécessairement, au moins, nous l'espérons, tendre à faire disparaître les divisions sur des questions sectaires et amener un état de paix désirable pour la prospérité du pays et le bonheur de ses habitants. (36)

Peu après, le journal défend 'son' parti contre les attaques des Tories et en profite pour renouveler son allégeance au parti libéral canadien.

En attendant le jour de l'action, le jour où l'on se sera réuni sincèrement sous le drapeau de rappel de l'union, nous serons fidèles à notre vieille alliance avec les réformistes du Haut-Canada, - car, avec eux et par leur moyen, nous aurons plus promptement justice de la corruption politique (... etc.); avec eux et par leur moyen, enfin, nous arriverons plus vite au redressement de nos griefs et nous préparerons mieux à une dissolution de l'union, sans commotion et sans trop grands sacrifices. (37)

Comme il en a été fait mention plus haut, les mois qui suivirent le ministère des deux jours furent marqués au signe de l'euphorie. Presque toutes les réticences 'nationales' tombent au profit de l'allégeance politique. Contrairement, à ce qui se serait passé six mois plus tôt, les avantages découlant de l'union avec les Grits semblent l'emporter sur les inconvénients

Encore une fois, ce n'est pas avec les ministériels d'aujourd'hui qu'il nous faut chercher une alliance, mais bien

36 Le National 9-9-58

37 Le National 23-10-58

avec les réformistes, qui, à part les différences de religion et de nationalité, malgré certaines antipathies inévitables, sont pénétrés de principes généraux semblables aux nôtres et qui nous assurent, à nous, comme à nos frères du Haut-Canada, la liberté du culte et nous offrent des garanties que nos griefs seront écoutés et nos droits respectés. (38)

De la part de ce journal de Québec ceci constitue un changement spectaculaire par rapport à ce qu'il disait lors de la convention de 1857 (cf citation 32). L'unité de pensée entre les deux groupes libéraux atteint à ce moment un sommet qu'elle ne pourra égaler avant la Confédération. Si le National éprouve autant d'égards à l'endroit des Grits, il faut s'attendre à rien de moins de la part du Pays.

Ainsi, depuis l' 'affront' subi par le parti libéral canadien, les pages de cet organe regorgent d'explications, de ce qui est survenu en ces jours de juillet-août. On justifie l'attitude adoptée par Brown et Dorion; on fustige celle des conservateurs et du gouverneur-général. L'insistance avec laquelle on défend l'attitude des Rouges et des Grits, et l'espace accordé à cette question indiquent bien jusqu'à quel point les Rouges désirent convaincre les partisans libéraux ainsi que les tièdes que les 'bons' sont les membres du groupe Brown-Dorion.

MM. Dorion et Brown sont aujourd'hui les seuls hommes qui possèdent la confiance du pays. C'est d'eux que l'on attend toutes les réformes réclamées depuis si longtemps; c'est sur eux que les honnêtes gens comptent pour remédier à l'effreux corruption qui gangrène toutes les parties de notre état politique, et c'est à eux qu'il appartiendra de ramener les Canadiens dans la voie de la prospérité, de la justice et de la vertu. (39)

Ici, les termes sont intéressants à noter. De l'union de tous les

38 Le National 5-11-58

39 Le Pays 6-11-58

libéraux on attend prospérité, justice et vertu qui sont des considérations principalement politiques. Il ne sera cependant pas fait mention d'amélioration 'nationale' comme entente, amitié et unité. Il semble bien que, malgré tout, là où cesse la politique, là doivent cesser les rapports entre libéraux des deux Canadas. Si l'entente au niveau politique semble devenir plus intime, elle n'en demeure pas moins uniquement à ce niveau. Les autres aspects sont laissés de côté, mais ils n'ont pas disparus. Cependant, pour les libéraux, il suffit de dire que les termes de l'entente entre Brown et Dorion sur les points litigieux permettaient aux francophones de ne plus craindre pour leur langue et leur religion. Ceci suffit à convaincre les partisans et à maintenir l'unité sans avoir à se compromettre. Dorion a promis que toutes les caractéristiques nationales des francophones étaient sauvegardées par un gouvernement libéral, et il n'a pas à dire plus.

Mais, si le ministère des deux jours avait permis aux deux groupes de se retrouver et de s' 'entendre', les attaques des conservateurs, les événements quotidiens et le temps allaient ébranler cette entente. Peu à peu les tendances régionales allaient réapparaître dans chacun des groupes. Quelques mois plus tard, elles allaient avoir repris le dessus sur les forces unificatrices. A la suite de débats acerbes sur la question du rachat des droits seigneuriaux, le Pays conclut en termes clairs:

Il n'y a pas à se le cacher, les germes de désunion entre les deux parties de la province se développent chaque jour, de manière à menacer sérieusement la continuation des arrangements politiques actuels. Un mécontentement profond prévaut de part et d'autre, et le moment n'est pas loin où la crise qui se prépare devra recevoir une solution quelconque. (40).

Même le Pays, organe par excellence des Rouges, avoue la désunion.

Même si, quelques numéros plus tard, il signale que les différences d'opinion ne sont pas aussi grandes qu'elles semblent l'être, le lecteur est en droit d'être indécis. L'entente est-elle encore solide ou si tout commence à s'effriter? Avant la fin de mai 1859, le lecteur du Pays pourra lire que le parti libéral haut-canadien a connu quelques malheureuses défections qui ne peuvent que retarder l'avènement des réformes attendues. Cette 'crise' se termine sur une profession de foi envers le seul groupe avec lequel une alliance est possible, les Grits. Le lecteur en sera quitte pour se questionner sur la solidité de l'édifice libéral.

Le Pays parlera de la grande convention libérale de 1859, mais presque uniquement sous forme de reportage. Bien peu de commentaires permettront au lecteur de connaître la pensée réelle du journal face aux idées débattues sur cette tribune de Toronto. La baisse d'intérêt que manifeste ce grand journal de Montréal envers les Grits est, croyons-nous, symptomatique des véritables relations Rouges-Grits. La période qui suit l'éphémère ministère Brown-Dorion est artificielle puisque résultante d'événements extérieurs aux deux groupements libéraux. Le temps et les événements se sont chargés de remettre les choses à leur place et, plutôt que de critiquer ses 'alliés', on en parlera tout simplement moins.

Cependant, s'il est un avantage concret à retirer de cette alliance, les journaux rouges ne manquent pas d'y faire écho. Ainsi, à la fin de 1860, le Pays loue Brown pour sa lutte contre l'orangisme et ajoute que cette position du chef grit assure les Canadiens français "que l'influence de l'opposition haut-canadienne, le seul parti haut-canadien plus puissant que l'orangisme, est prêt à faire les efforts nécessaires, pour convertir l'orangisme aux grandes doctrines chrétiennes de la tolérance et

de la fraternité" (41). C'est pousser un peu loin l'interprétation. Encore là, ça n'est pas la réalité, celle-ci se trouvant dans l'absence de références politiques à l'endroit des Clear Grits.

La réalité c'est finalement surtout cette phrase issue d'une étude de L'Ordre sur MM. Cartier et Macdonald: "Il n'y avait pas plus d'affinité de principes entre les libéraux et les tories, lorsqu'ils se sont réunis pour gouverner, qu'il n'y en a aujourd'hui entre l'opposition avancée du Haut et l'opposition du Bas-Canada" (42). Si le journal parle d'opposition avancée c'est que, rappelons-le, depuis l'élection de 1861 il fait la distinction entre les Grits et les libéraux plus modérés de J.S. Macdonald dont il appuie les politiques. Il est d'ailleurs évident que les relations avec le groupe modéré sont plus faciles qu'avec le groupement radical puisque Macdonald rejette la représentation selon la population. Cette position suffit à rendre son "parti" plus acceptable aux Canadiens français. Le Pays, de son côté, ne trahit pas ses vieilles allégeances et le lecteur assidu des deux journaux pourra assez bien se rendre compte des préférences de chacun.

L'Ordre reprend assez fréquemment l'idée que depuis l'arrivée en Chambre des libéraux modérés, l'atmosphère est plus saine, les discussions plus raisonnables et moins emportées. "Si l'influence de M. Brown subsiste encore dans les actes, elle n'inspire plus les paroles" (43). Le journal libéral modéré s'acharne sur l'influence néfaste de Brown et pose à cette image celle d'un J.S. Macdonald qui inspire confiance et qui sait

41 Le Pays 1-12-60

42 L'Ordre 1-7-61

43 L'Ordre 2-4-62

rallier tous les vrais libéraux derrière un programme acceptable à tous.

S'il peut rallier tous les libéraux c'est que, selon l'Ordre, il a mis de côté la question qui produisait les affrontements, celle de la 'rep. by pop'. Elle est encore abordée en Chambre, mais plus de la même façon. Les attitudes sont moins catégoriques, les libéraux haut-canadiens étant même prêts à certains compromis. Même M. McDougall, lieutenant de Brown et un des principaux porte-paroles grit, reconnaît le besoin de coopération et signale, que la 'rep by pop' n'est pas le seul moyen de régler les problèmes de la province.

La distinction politique est donc opérée entre les brownites, partisans acharnés de la 'rep by pop' et les modérés pour qui les résultats sont plus importants que les moyens. Pour l'Ordre, la situation est claire lorsque, en mai 1862, le Parlement vote le bill des écoles séparées. Treize députés votent alors contre le bill dont trois ministériels, ce qui fait dire à l'Ordre que "les 10 autres sont les épaves du parti Brown qui diminuera encore dans les prochaines luttes électorales" (44). Inutile de dire que le nouveau ministère Macdonald-Sicotte sera accepté d'emblée par les journalistes de l'Ordre.

En s'attaquant à tous les ennemis du ministère, l'Ordre agrandit la brèche entre Brown et J.S. Macdonald. En effet, le journal s'attaque au Globe qu'il considère comme partie de l'opposition au même titre que les conservateurs. Le journal se dit heureux d'être débarrassé du pénible et compromettant voisinage que constituait le Globe.

Le Pays n'a évidemment pas la même vision de la situation. Alors que l'Ordre souligne l'importance du changement de ton en Chambre, présage

selon lui, de changements politiques, le Pays parle surtout de la corruption et de l'incompétence de l'ancienne équipe conservatrice ainsi que du nettoyage que peut opérer la nouvelle administration formée d'hommes intégrés. Tant que durera le ministère libéral, les organes du parti joueront pleinement leur rôle, louant ses réalisations et répondant aux attaques de l'opposition. Puisqu'il sera toujours fait mention du 'ministère libéral' l'appellation de "libéraux du Bas et libéraux du Haut-Canada" tendront à disparaître. La collaboration semble chose acquise, la modération règne dans les deux sections, le pays ne peut donc que prospérer. Mais la majorité est mince et avec le retour de Brown en Chambre, le chef du ministère préfère opérer un changement en remplaçant Sicotte par Dorion. Ce dernier ancien collègue de Brown pourra peut-être rallier les radicaux et permettre au gouvernement de faire passer son programme sans risquer continuellement la défaite.

Ce changement de chef affecte peu la position des organes ministériels face aux alliés de la section ouest de la province. Il faut cependant répondre aux attaques des conservateurs qui disent que Brown est l'âme dirigeante du nouveau ministère. L'Ordre s'en défend tout en affirmant que les grits doivent avoir leur part d'influence dans la province.

En effet,

s'il est un moyen de ramener à de meilleurs sentiments quelques-uns des plus raisonnables parmi les Grits, c'est assurément en donnant à la majorité de leur section la part d'influence à laquelle elle a droit. Et cette part d'influence, ce légitime contrôle sur ses affaires, la majorité du Haut-Canada l'a obtenu depuis l'accession au pouvoir des Ministres actuels (45).

45 L'Ordre 13-11-63

C'est encore là la politique du gouvernement qui essaie de rapprocher modérés et plus radicaux derrière l'idée de la double majorité. Brown refuse toujours d'endosser cette politique même si son lieutenant, McDougall affirme que la 'rep by pop' n'est pas nécessaire pourvu que les réformes désirables puissent s'opérer. Plusieurs ne croient plus que le système d'union actuel puisse permettre cette évolution désirable, on commence à regarder ailleurs.

Au Bas-Canada certains continuent également de contester l'Union. D'ailleurs, en octobre 1863, la Presse fait son apparition sur la scène bas-canadienne. Ce nouveau journal libéral se donne pour mission de lutter contre l'Union et contre l'esprit de parti. Il souhaite l'union de tous les Bas-Canadiens afin de renverser ce système politique désuet. Cet organe libéral s'intéresse beaucoup plus aux principes qu'aux partis et qu'à la politique. Sa réussite montre bien que la population répond plus facilement aux considérations nationales qu'aux gestes politiques qui souvent manquent d'éclat. Cette nouvelle tendance chez les libéraux bas-canadiens en est plus une d'opposition qu'une de coopération. Elle rejette l'Union et toute sa publication canadienne sert à lutter contre cet état de chose.

Le Pays et l'Ordre s'opposent à ce mouvement puisque tous deux croient au système de partis politiques et reconnaissent que la collaboration des deux sections est nécessaire tant que le système actuel restera en vigueur.

Le parti libéral du Bas-Canada ne peut se passer du parti libéral du Haut, malgré les profondes différences qui existent dans leur manière de voir, et qui sont le résultat de leur position respective. De même le parti libéral du Haut-Canada ne peut rien sans celui du Bas. (46)

Toute vraie que soit cette analyse, il n'en demeure pas moins que le souhait de la Presse va se réaliser et en juin 1864 le système de partis s'effondre au profit d'une coalition de tous ceux qui veulent un nouveau contrat politique. C'est le critique de la situation et l'importance du but visé qui permettent à deux ennemis comme Brown et J.A. Macdonald de collaborer. Seuls les Rouges (sauf quelques exceptions) demeurent en dehors de la coalition.

Première conséquence de ce geste des Rouges, c'est qu'ils vont perdre tout pouvoir d'influencer la trame des événements politiques. Autre conséquence, qui découle de la première: puisque leur influence politique est maintenant pratiquement nulle, ils vont intensifier leur lutte nationale. Désormais, ils se poseront en défenseurs de la race française, comme nous aurons l'occasion de le voir dans le prochain chapitre.

La première réaction des journaux libéraux, suite à ce coup de théâtre, est assez acerbe. Mais bientôt tous essaient de comprendre ce qui se passe. Ainsi, à la toute fin de 1864, on pourra trouver dans l'Ordre une idée que tous ses collègues vont reprendre: "Si la majorité bas-canadienne eut offert loyalement de partager le pouvoir avec M. Brown et ses amis, comme il était juste qu'elle le fut, nous n'en serions pas aujourd'hui à discuter un projet de confédération" (47). Cette explication est politiquement bien trouvée puisqu'elle a l'avantage de mettre le blâme des événements qui peuvent survenir sur le dos de Cartier et de ses partisans qui, pour rester au pouvoir, n'ont pas craint de gouverner le Haut-Canada à l'aide d'une majorité bas-canadienne. Non seulement les Rouges ne sont-ils pas responsables des problèmes qui surviennent, mais ont-ils

47 L'Ordre 12-12-64

ils une solution à la situation: la double majorité. Les Grits n'avaient-ils pas soutenu les deux derniers ministères? Il n'était donc pas nécessaire que le Bas-Canada se livre au Haut-Canada.

Cette vision des choses est fortement politique, mais elle ouvre la voie à la nouvelle mission que se donneront les Rouges: la défense de la 'race' française. Ainsi, dès septembre 1864, la Presse se saborde pour renaître sous l'appellation d'Union Nationale. Ce quotidien s'arrête fort peu à l'aspect politique de ce qui survient. Une seule fois, il dira espérer que le Bas-Canada puisse être sauvé par un événement politique quelconque, soit

qu'une multitude de gens, tant parmi les clear-grits que parmi les conservateurs, abandonnent le ministère à son sort et reviendront à la raison (...). En conséquence, on a droit d'espérer que les partisans haut-canadiens de l'Union actuelle des deux Canadas, que l'on trouve principalement dans le Canada central, dans le district d'Ottawa et jusqu'au delà de Kingston, augmentés de tous les conservateurs et clear-grits mécontents, partageront la population haut-canadienne, en trois partis et seront un puissant auxiliaire pour le Bas-Canada dans sa croisade contre la confédération. (48).

Le journal ne défendra pas longtemps cette idée soit que les événements la rendent de moins en moins probable ou que ses promoteurs aient perdu confiance en leur idée. Quoiqu'il en soit, les opposants à la Confédération changeront rapidement de tactique: en utilisant la langue et la religion l'éveil des francophones bas-canadiens aura plus de chances de succès.

Le Pays accepte également assez mal cette nouvelle répartition des forces surtout qu'il s'oppose par principe à l'idée de coalition, alors que l'alliance entre Rouges et Grits était son rêve au Pays, Lac-

relle, il en est autrement d'une formation comprenant, à la fois J.A. Macdonald et Brown. Reproche-t-on aux hommes de Brown la position qu'ils ont adoptée? Non. Certes le statu quo aurait été préférable mais comment leur en vouloir d'avoir accepté un marché si avantageux par lequel le Bas-Canada se livre au Haut-Canada. Ce sera alors des conservateurs bas-canadiens qui seront la cible des attaques du Pays et de ses collègues car ce sont les vrais responsables de la situation. Le fait d'attaquer le même ennemi ne signifie pas que tous les journaux libéraux sont unanimes; au contraire, les querelles internes se font très nombreuses dans cette conjoncture politique difficile.

Depuis la formation de la coalition, les Grits sont inclus dans le 'tout' Haut-Canada dont il faut se méfier. Les Grits en tant que parti politique n'existent à toute fin utile plus puisqu'ils se sont fondus dans la coalition. Seul le Pays qui affirme fréquemment qu'il "faut, sous l'empire de nos institutions, qu'il y ait des partis, et il y en aura toujours" (49), continue à parler des Grits en tant que parti. Le journal espère toujours le retour au système bipartite d'avant juin 1864. Ses critiques, il les adresse à des partis politiques et non au Haut-Canada comme tel. Ainsi, aux Grits, il reproche certains sacrifices de principes dans l'unique but d'obtenir la confédération - on cite comme exemple l'acceptation faite par Brown de l'Intercolonial, lui qui avait si longtemps lutté contre ces entreprises grandioses. "Il faut que les amis de M. Brown attendent beaucoup de la nouvelle constitution pour abandonner ainsi leurs anciennes doctrines" (50). Le Pays reconnaît cependant, la

49 Le Pays 10-9-64

50 Le Pays 7-2-65

sincérité des libéraux haut-canadiens qui, en général, ont vu leurs vues adoptées par la coalition, ce qui n'est pas le cas des conservateurs.

Il demeure toutefois difficile pour un journal de demeurer à des considérations politiques alors que la situation est tellement tendue. En effet, parce que le projet confédératif implique une mise en minorité définitive des francophones bas-canadiens, il est difficile de rester froid devant une telle perspective d'où de multiples considérations nationales et régionales. De plus, puisque les lignes de parti sont effacées dans les faits, parler du parti grit ne correspond plus tout à fait à la réalité. Le Pays préférera donc se taire plutôt que de suivre ses confrères sur le plan national. Quand il se prononcera ce sera pour discuter rationnellement de principes, pour ménager les libéraux du Haut-Canada dans l'espoir d'un retour au système des partis. Cette période a constitué pour le journal montréalais un temps propice aux 'reprises'. En effet, on retrouve un historique des alliances-coalitions de 1858 et de 1864. Le journal relate également la carrière politique d'Antoine-Aimé Dorion. Dans cet article, l'auteur signale que Rouges et Grits étaient d'accord pour s'opposer au gouvernement mais différaient sur les raisons de s'y opposer. Bien sûr, tout cela était de la vieille histoire, comme le signale le Pays; les choses avaient bien changé depuis. En 1865, les deux partis libéraux avaient beaucoup de respect l'un pour l'autre; ils pouvaient même se glisser de bons mots, mais il n'existait pas vraiment d'amitié sincère.

A la fin de 1865, Brown laissera la coalition et peu à peu on en reviendra au système de partis. Mais rien ne sera plus tout à fait identique puisque les Grits ont laissé les Rouges en 1864 afin d'obtenir la

confédération. Ceci déborde des cadres de notre étude; contentons-nous de dire qu'à la fin de '65, le retour au système des partis décevra les journalistes de l'Union Nationale. Le journal ne durera d'ailleurs que deux autres années. Quant aux autres libéraux, ils se regrouperont en un parti plus homogène composé de radicaux et de modérés. Après une série de réorganisations, le parti sera en mesure d'accéder au pouvoir quelques années plus tard.

Si l'étude des Grits en tant qu'allié politique est importante pour saisir l'idée que pouvait se faire le lecteur de l'époque sur les Grits, on ne doit pas pour autant délaissier l'autre aspect. L'aspect 'national' fluctue plus que l'autre puisqu'il est largement tributaire des émotions et des sentiments. Toutefois, tout autant que l'aspect politique cette facette est essentielle à la compréhension de la situation pendant cette quinzaine. Le lecteur voyait tantôt un aspect, tantôt l'autre et, tout comme les têtes du parti Rouge, il était coincé entre ces deux attitudes, il vivait la dichotomie du parti.

C'est l'aspect 'national' de la vie canadienne qui fera l'objet du prochain chapitre.

Chap. III LES GRITS: UN PARTI ANTI-NATIONAL?

En lisant les journaux de l'époque, nous sommes frappés par l'importance et la signification de la nationalité. Peut-être l'allusion la plus claire se trouve-t-elle dans l'Union Nationale qui, en parlant d'un discours prononcé par A.-A. Dorion en 1864, au sujet de la confédération, signale une lacune dans l'exposé du chef rouge. On note que Dorion traite de la question du point de vue exclusivement matériel, financier et constitutionnel. C'est très bien,

mais où sont les hommes publics, canadiens-français qui traitent la question à son grand et véritable point de vue; le point de vue de notre autonomie, de notre conservation nationale! Où sont les chefs de parti qui se montrent disposés à monter à l'assaut de la confédération, le drapeau canadien-français et la charte de nos droits à la main! Les liens de parti ont tellement intimidé le sentiment national dans leurs cœurs qu'ils n'osent toucher à cette corde. (1)

Ce journal est, bien sûr, à tendance nationale puisqu'il est né suite à la grande coalition. Cependant, il explique que la nationalité signifie conservation et autonomie des Canadiens français. Il y a là un aspect racial que le journal ne cache pas; n'avait-il pas décrit la coalition de 1864 comme étant "l'alliance des chefs nationaux du Bas-Canada avec les chefs anti-nationaux du Haut-Canada" (2). L'Ordre retient également cette distinction en disant qu'il existait une séparation nationale entre Haut et Bas-Canada. Chaque section contenait un courant: le courant anglais dans l'ouest et le courant français dans l'est. Ainsi, il semble que la principale caractéristique dont il faut tenir compte en

1 L'Union Nationale 10-11-64

2 L'Union Nationale 25-10-64

parlant de nationalité, c'est une caractéristique ethnique, la 'race'. L'examen d'une situation d'un point de vue national signifie l'examen d'un point de vue francophone bas-canadien. A cela est automatiquement rattaché l'aspect minoritaire des Canadiens français. Quand les journaux parlent de 'race', c'est pour la défendre et la conserver contre le danger constitué par le Haut-Canada; il ne faut pas oublier l'impression encore profonde du rapport Durham et de l'acte d'Union sur la population bas-canadienne. D'ailleurs, les ennemis de la Confédération ne manqueront pas de faire un parallèle entre ce projet de fédération et les projets de lord Durham.

Ce chapitre fera donc écho aux malaises profonds qui séparent les deux sections de la province. Pourquoi l'alliance avec Brown est-elle si lourde à porter? Pourquoi les conservateurs attaquent-ils continuellement les Rouges en les accusant d'être les alliés des Grits? C'est que ce dernier parti, étant fortement régionaliste, fait peur et 'menace' les Bas-Canadiens. Dans cette section, les journaux prendront position contre la section ouest de la province et son désir d'impérialisme. Les Grits seront inclus dans cet 'ensemble' Haut-Canada puisqu'ils en sont les porte-paroles les plus efficaces. C'est le second volet de la problématique rouge dont nous allons parler immédiatement en examinant l'attitude nationale face aux hommes du parti Grit.

A. Les 'bons et le 'méchant'

Comme nous l'avons signalé plus haut, l'attention des libéraux bas-canadiens - on pourrait dire, sans trop risquer de se tromper: l'attention de tous les francophones bas-canadiens - est centrée sur la personne de George Brown qui constitue la cible favorite des francophones catholiques. A cause de ses prises de position sectaires, il est devenu

rapidement le bouc-émissaire de tout ce que l'est du Canada avait à reprocher à l'associé qui lui avait été imposé en 1840. Brown excepté, le focus n'a pas été fréquemment mis sur une autre personnalité haut-canadienne. De fait, il n'est fait que de courtes allusions à d'autres individus, allusions généralement bienveillantes, ce qui tend à prouver que tout le 'négatif' dans les rapports est-ouest était attribué au chef grit!

Parmi les autres haut-canadiens dont il doit être fait mention ici, mentionnons Peter Perry, un des fondateurs du mouvement grit. C'est l'Avenir qui l'évalue d'un point de vue 'national'. A propos d'une prise de position de Perry, le journal dit: "avec le regard ferme et désintéressé des patriotes de l'ancienne école politique du Canada, M. Perry avait sondé sans hésiter les plaies vives qui usent notre état social" (3). Il faut avoir lu les journaux de la période et principalement l'Avenir dans ses années florissantes pour saisir toute la signification du mot 'patriote'. Patriote, c'est être émule du grand Papineau et de tous ceux qui ont lutté pour l'affranchissement en 1837 - plusieurs de ces hommes ont d'ailleurs un lien de parenté avec les membres et sympathisants de l'Avenir. Ce terme transcende toute distinction de langue, religion, etc., c'est la consécration par excellence au début des années 1850. On situe donc Perry dans ce corps très sélect.

Notons ici, une distinction évidente dans la façon de voir un homme selon que ce soit d'un point de vue politique ou national. Du strict aspect politique, un politicien sera bon ou mauvais, ut le ou nuisible. Par contre, ici, les qualificatifs sont plus forts, ils viennent du coeur.

3 L'Avenir 6-9-50

Dans le cas de M. Perry, par exemple, L'Avenir aurait pu signaler, qu'il a pris une attitude libérale, qu'il a pris la parole de façon énergique pour défendre..., mais il est beaucoup plus percutant d'écrire qu'il a "laissé échapper un cri patriotique qui lui était arraché par une conviction profonde de la dégradation du parlement" (4). Voilà une autre caractéristique de l'aspect national, un engagement beaucoup plus profond pour ou contre un individu.

Un autre qualificatif attribué à M. Perry, c'est de le dire fidèle à son ancien drapeau, à ses anciennes idées plutôt que de s'être fait acheter par le pouvoir. On dit également de Perry qu'il est "l'homme symbolique du parti populaire" (5). Tout comme celui de 'patriote', le terme 'démocrate' place celui qui en est l'objet, au-dessus des considérations partisanses. Le patriote, le démocrate font partie de l'élite intellectuelle par excellence pour les Rouges.

Quelques années plus tard, William L. Mackenzie, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre précédent, reçoit des éloges semblables de la part de L'Avenir. Il est écrit qu'il mérite l'encouragement de tous les bons patriotes qui ont à coeur l'avancement du pays. Si l'allusion est moins claire qu'elle ne l'avait été dans le cas de M. Perry, Mackenzie peut s'en enorgueillir tout de même après le genre de respect passif qu'il avait suscité antérieurement.

Là s'arrête la liste de ceux qui ont reçu une couverture 'nationale' de la part des journaux rouges... sauf Brown, bien sûr. Des hom-

4 loc.cit.

5 L'Avenir 6-2-50

mes comme J.S. Macdonald et W. McDougall sont uniquement l'objet de considérations politiques. Le premier est choyé par la presse libérale bas-canadienne, comme nous l'avons vu, mais c'est tout, il est un vrai libéral, un homme honnête, un allié sûr, etc., mais rien de plus. Quant à McDougall, de par son rôle de second, il évitera les attaques personnelles; tout au plus sera-t-il éclaboussé par ce qui est dirigé vers Brown. Donc, si J.S. Macdonald et McDougall ont une certaine importance politique, ça ne va pas plus loin. S'ils ne se méritent pas d'éloges à saveur 'nationale' c'est qu'ils ne correspondent pas assez à l'image que les Rouges se font du vrai démocrate et ne sont pas non plus suffisamment dangereux pour la 'race' française. Voilà une autre distinction entre les points de vue politique et national. Pour entrer dans cette seconde catégorie, il faut correspondre à ce que les Rouges imaginent comme libéral idéal, comme réformiste 'qui lutte sans compter, pour la cause du pays. A l'opposé, sera également l'objet de considérations nationales celui qui par ses paroles ou ses actes empêche le progrès de la nation et nuit à la 'race' française au point de vouloir la contenir ou l'étouffer.

L'homme étudié à travers la lentille politique à moins d'importance puisqu'il n'a pas une portée si grande et si directe sur la nation; c'est du moins l'opinion des journaux que nous avons étudiés. Même le Pays, qui semble vouloir s'en tenir à des considérations politiques, conserve cet état d'esprit. On peut maintenant comprendre pourquoi si peu d'hommes ont l'envergure suffisante pour être des héros nationaux ou des ennemis nationaux. Et même, en vérité, MM. Perry et Mackenzie sont catalogués dans cette section bien plus parce qu'ils sont des individus isolés dans un troupeau que parce qu'ils ont effectivement l'importance nécessaire pour faire partie de cette catégorie.

En fait, en connaissant la situation politique des années 1850-1860 avec les attitudes régionalistes et les tensions qui existaient entre les deux sections du Canada, il est difficile d'imaginer un individu qui ait été suffisamment 'parfait' du point de vue rouge pour recevoir un qualificatif national. Cependant, il en était un qui était assez 'méchant' pour être l'objet de critiques nationales venant du Bas-Canada. Cet homme, c'est le Lucifer du Haut-Canada, George Brown!

Il serait odieux de reprendre tous les qualificatifs, toutes les comparaisons dont le chef grit a fait l'objet dans les journaux que nous avons déquillés. Pour bien comprendre la haine que soulève Brown, nous verrons les journaux libéraux bas-canadiens dire et expliquer que Brown est une impossibilité gouvernementale pour le Bas-Canada, parce qu'il est francophobe, anti-catholique et anti-Bas-Canada. Le lecteur sera maintes fois mis en garde devant les paroles et les gestes de cet homme, l'incarnation de tout ce qui est haï dans le Haut-Canada. Le portrait final n'est pas beau, même si ce sont les libéraux qui l'ont tracé. De là, il est facile d'imaginer l'image que les médias conservateurs dressaient de Brown. Finalement, quel était l'aspect global qu'avait la population bas-canadienne du chef grit? En s'en tenant aux journaux, il n'est pas étonnant que l'homme ait été craint au plus haut point.

Avant de devenir le chef incontesté des Grits, Brown n'avait pas tout à fait l'envergure pour être traité d'un point de vue national. Il était attaqué, mais pas avec l'énergie qu'on allait retrouver plus tard. En 1856, alors que Brown prend une place prépondérante sur la scène politique canadienne, les journaux bas-canadiens l'ont à l'oeil. Le craignent-ils? Oui, si l'on se fie aux premières remarques émises par le National.

En plus de représenter un danger pour le Bas-Canada, il est décrit en tant que leader d'un mouvement d'impérialisme; c'est-à-dire qu'il symbolise déjà les mauvaises tendances de la section occidentale de la province.

Quel est celui qui ne voit pas venir dans une heure peu éloignée George Brown le destructeur, celui qui a détruit Baldwin, celui qui a détruit Hincks, celui qui a détruit MacNab, celui sous les coups duquel J.A. Macdonald s'en va expirant, - quel est celui qui ne le voit pas venir avec les populations haut-canadiennes ameutées, ardentes, demandant les écoles mixtes, la représentation basée sur la population, des armes pour nous frapper au cœur. (6)

A cette époque, Brown constitue déjà plus qu'un simple danger politique. Il menace tout le Bas-Canada français, il dirige des hordes d'Anglo-canadiens qui veulent mettre fin à la civilisation française en Amérique du Nord. Cette opinion du National n'est pas partagée par le Pays à cette époque. Le principal organe libéral tient à s'en tenir à des considérations politiques; mais comment laisser totalement de côté le point de vue partagé par la majorité des journaux bas-canadiens à propos de Brown. Ainsi, de temps à autres au milieu de la décennie 1850, le Pays glissera quelques mots sur un Brown anti-national mais ce sera toujours de peu d'importance. Après le ministère-éclair Brown-Dorion, une telle attitude disparaîtra totalement pour un certain temps. Par exemple, il semble qu'en 1859 certains grits aient eu l'intention de déposer leur chef. Après avoir exprimé son désaccord, le Pays signale que Brown a des défauts et des qualités comme tout le monde. Cependant, les libéraux haut-canadiens l'ont accepté comme chef parce qu'un chef ne se choisit pas, il s'impose. "Il s'en suit qu'il ne peut pas être déposé et que nul autre ne peut prendre sa place (...). Répudier M. Brown, le mettre hors des rangs en quelque sorte, ce serait donc un acte de suicide de la

part de nos amis du Haut-Canada" (7). Il est clair dans cet extrait que le journal se tient à l'écart des considérations nationales puisque même si Brown demeure très controversé au Bas-Canada, l'organe montréalais tient à le conserver comme chef de l'aile ouest du parti. Cette attitude ne pourra cependant pas être conservée éternellement puisque les relations Rouges-Grits vont commencer à se détériorer ou du moins à se refroidir.

C'est ainsi qu'en 1861, l'Ordre et le Pays publieront des lignes sur Brown qui sont loin d'être élogieuses. L'Ordre, nouveau converti au groupement libéral, n'a aucune tradition à respecter et les liens l'unissant avec Grits sont assez minces. C'est ainsi qu'après la défaite de Brown aux élections de 1861, l'Ordre lui dédie un article. On le dit agitateur ambitieux qui a utilisé sans vergogne les passions populaires pour s'en faire du capital politique. "M. Brown s'est fait le serviteur ardent, infatigable, habile de toutes les mauvaises passions du Haut-Canada. Il les a grandies, fomentées, organisées, dirigées (...)"(8). Le Brown porteur de toutes les mauvaises tendances haut-canadiennes est bien dessiné dans ces quelques lignes. Ceci dit, le journal explique que le chef grit s'est retiré parce qu'il a compris que le Bas-Canada ne pourrait jamais accepter comme chef la premier et le plus constant de ses ennemis.

Cet ennemi redoutable pour le ministère dans le Haut-Canada était uné de ses forces dans le Bas-Canada. Cet auxiliaire puissant de l'opposition dans la lutte était son principal embarras dans son ascension vers le pouvoir. Le ministère gagnait bien plus de force par l'effroi qu'il inspirait, que son talent et son influence n'en apportait à l'opposition. (9)

7 Le Pays 24-5-59

8 L'Ordre 12-7-61

9 Idem.

Si nous situons cette référence dans cette section-ci plutôt que dans le chapitre précédent, c'est parce qu'elle va trop loin. En effet, elle attribue à un seul homme la possibilité d'apporter la victoire ou la défaite à un parti politique. C'est simplement que sont attachés à cet homme des pouvoirs que ne peut avoir un simple politicien - c'est l'aspect national qui ressort, l'élément le plus fort, le plus exagéré. Pourquoi se serait-on permis d'écrire de telles choses sur Brown s'il n'avait eu une dimension supérieure à celle du simple politicien? C'est finalement ce qui ressort de tout cet article, le journal a attribué à Brown une série de pouvoirs et de désirs qui en font un géant... du mal puisqu'il soulève les populations haut-canadiennes avec des préjugés régionaux souvent à fortes tendances francophobes et anti-catholiques. Et même si le chef grit a perdu le parquet de la Chambre pour propager ses idées, il lui reste un outil puissant, le Globe dont il inspire, semble-t-il, plusieurs articles traitant du Canada.

Suite à un article de ce journal torontois sur la colonisation française, article brutal envers les francophones, si on se fie au ton de la réplique, L'Ordre signale que "ce qui révolte le Globe, c'est qu'on permette à la race française de s'étendre et de se fortifier" (10). Brown est encore accusé de vouloir se faire du capital politique aux dépens du Bas-Canada, il dirige ses forces impérialistes dans des buts d'ambition personnelle dont tous se rendent compte. Le journal bas-canadien en conclut: "Le Haut-Canada, réclamant comme nous, son droit de nationalité distincte, sa part de liberté, méritait nos sympathies. Mais le Haut-Canada demandant l'asservissement du Bas au Haut-Canada, (...) violait plus que

10 L'Ordre 4-12-61

notre droit (...)" (11).

Se référant au même article, qu'il se permet de résumer, le Pays décortique les affirmations du journal torontois pour dire qu'il se trompe dans le point de vue qu'il adopte sur la question. Il ajoute cependant que "sans nous occuper le moins du monde de la haute position des hommes qui ont osé s'exprimer ainsi, nous disons ouvertement qu'il y a dans ce mot plus de bêtise que de fanatisme, car l'éventualité qu'il comporte est impossible" (12). Bien que plus discret que son confrère montréalais, le Pays n'en rejette pas moins une telle attitude et reconnaît qu'il est impensable de voir la réalisation des idées émises dans les colonnes du Globe, idée dont la dernière affirmait: "C'est une politique inapte et anti-Anglaise que de fonder, dans la section orientale de la Province, une nationalité distincte et une croyance religieuse hostile au reste de la population" (13). Lorsque dans un discours ou dans son journal, Brown émet de tels commentaires les Rouges subissent un tort immense. Tous en sont conscients mais tous ne réagissent pas de la même façon. Certains répondront à Brown par les mêmes moyens, d'autres, dont le Pays, diront que l'éventualité émise dans le Globe est impossible dans le contexte de l'Union.

Ceci n'empêche pas Brown de poursuivre ses attaques contre le système constitutionnel. L'Union n'est-elle pas contrôlée par le Bas-Canada? Le contrôle de l'économie ne se fait-il pas au profit du Bas-Canada? Le chef grit souhaite donc voir le Haut-Canada se gouverner lui-même et ce,

11 loc.cit.

12 Le Pays 7-12-61

13 loc.cit.

par le billet de la représentation selon la population. Parce que l'est de la province réussit continuellement à repousser la mesure, Brown n'a d'autre alternative que de parler contre le système. Ce faisant, il s'en prend aux francophones catholiques qui par leur existence même, sont la cause de tous ces problèmes. L'arrivée au pouvoir du ministère Macdonald-Sicotte qui rejette la 'rep by pop' ne fera rien pour calmer le bouillant journaliste. Les attaques vont donc se poursuivre et le Bas-Canada, par le billet de ses médias, va continuer à se défendre.

Ces diverses attaques brownites ne sont pas reproduites dans les journaux rouges. Il est fait mention que Brown ne parle que d'autonomie du Haut-Canada pour en conclure que ceci ne peut se faire que sur le dos du Bas-Canada. Quand il parle d'annexion du Nord-Ouest, c'est pour annihiler l'influence de la nation canadienne-française. Finalement, quand il mentionne la 'rep by pop', les journaux lisent 'assimilation des Bas-canadiens'. Donc, si Brown ne parle que de justice pour le Haut-Canada, les journaux de l'est du Canada n'y voient qu'oppression du Bas-Canada. Le passé de Brown ne cesse de le suivre.

A mesure que l'impasse politique devient plus évidente, les critiques du chef grit, se font plus sévères. C'est du moins ce que l'on peut déduire en regardant le grand nombre de références au 'méchant' Brown au cours des années 1863-1864. Le Pays lui-même se doit de signaler "l'étroit esprit de clocher" de Brown et de son journal. Le Globe "toujours prêt à attaquer le Bas-Canada comme ne possédant pas de vues larges et progressives sur la politique du pays (...), est occupé à soulever avec ardeur les préjugés de race et les convoitises locales" (14). Si Le Pays parle

14 Le Pays 3-2-63

de 'certaines tendances' prises par Brown dans les pages de son journal, l'Ordre en parle comme d'un homme qui ne mérite pas la confiance des francophones bas-canadiens. "Non! jamais un Canadien-Français ne consentira à s'en reposer sur la parole de M. Brown pour assurer l'existence de tout ce que la nation chérit et doit conserver si elle tient à sa propre existence" (15). Ce cri national répond à Brown et au Globe qui affirment que le Bas-Canada n'a rien à craindre des désirs haut-canadiens. Le passé de Brown rend une telle position difficile à croire. C'est pourquoi l'Ordre répète que depuis l'Union, les Haut-canadiens se sont continuellement montrés d'une grande avidité et que pour eux, égalité signifie domination.

Le pire reste pourtant à venir. Tant que les discours de Brown, que ses 'menaces' étaient confinées dans les colonnes des journaux ou dans des salles enflammées, les Bas-Canadiens n'avaient pas beaucoup à craindre. Défendre le statu quo suffisait à assurer le pouvoir au Bas-Canada. Mais la formation de la grande coalition va faire passer ces menaces d'un stade théorique à une situation réelle et dangereuse pour la 'race' française comme l'affirmeront de nombreux journaux bas-canadiens. En conséquence, les attaques contre Brown seront plus nombreuses et plus acerbes surtout après la naissance de la Presse et de l'Union Nationale. Brown, de qui on a toujours dit qu'il fonde sa popularité sur les préjugés, l'envie et l'intérêt deviendra vraiment l'ennemi numéro un de la langue, de la religion et des institutions françaises.

Le coup de théâtre de juin 1864 - la grande coalition - aura été très profitable aux dires de l'Ordre puisqu'elle réhabilitera le parti libéral auprès de la population française du Bas-Canada. Cependant, cette

nouvelle situation constitue un désastre du point de vue national puisqu'elle place la race française dans une situation très inconfortable, pour ne pas dire dangereuse. Brown, l'allié qui constituait un fardeau pour les Rouges devient maintenant l'ennemi national, cible parfaite pour les libéraux de même que pour des journaux comme l'Ordre qui écrit en juin 1864:

Dès son entrée dans la vie publique, il (Brown) a constamment travaillé à amener entre les deux sections de la Province cet antagonisme qui rend aujourd'hui toute entente presque impossible. Ses armes ont été, les insultes à notre race et à notre clergé; pendant des années, il n'a cessé de jeter sur eux la bave de son fanatisme et des passions sectionnelles, et c'est cette guerre acharnée qui l'a toujours éloigné du pouvoir où ses talents l'appelaient depuis longtemps. (16)

Toujours dans le même article, on peut lire que Brown est "le constant adversaire de notre religion et de nos Institutions" (17). Les Rouges remettent aux conservateurs la médecine qui leur avait été servi pendant tant d'années, du temps où Brown était le chef libéral. Il est certains, nous l'avons vu, que Brown a constitué un sérieux handicap puisqu'il rendait les libéraux de l'est du Canada, vulnérables sur le plan national. Comme le signale le Pays, Brown a été la cible conservatrice depuis 1854.

Brown, le fanatique Brown qui voulait renier nos institutions et effacer jusqu'à la dernière trace de la nationalité canadienne-française! Brown auquel nous étions attachés, disaient-ils par des liens politiques et dont nous partagions les détestables tendances! Pas une élection ne s'est faite, pas un discours n'a été prononcé dans les assemblées publiques sans que ce reproche éternel ne nous ait été adressé (...). (18)

16 L'Ordre 20-6-64

17 loc.cit.

18 Le Pays 21-6-64

Les libéraux du Bas-Canada se sentent vraiment frustrés. Après avoir souffert d'avoir toujours été associés à Brown, voilà ces mêmes conservateurs qui s'associent le Haut-Canada par le billet de cet homme qu'hier encore ils attaquaient. Et pourquoi? Pour réunir les provinces de l'Amérique du nord britannique sous un système fédératif. Le plan de défense terminée, puisque Brown a changé de camp, l'attaque peut commencer. Libéré du fardeau Brown, le libéral bas-canadien pourra attaquer la coalition sur un terrain politique ou national tout en contestant le bien-fondé de cette période troublée de la politique canadienne.

Chacun des journaux aura sa propre approche dans sa guerre contre la coalition. Certains s'en prendront à la malhonnêteté des conservateurs et à l'arrivisme de Brown, d'autres loueront le parti rouge pour abaisser ses adversaires.. Un exemple de ceci: L'Ordre se vante d'avoir dirigé le pays sans les secours du chef. grit.

Dieu merci! Le parti libéral depuis deux ans a constitué deux Ministères et M. Brown n'y a pas été invité! M. Brown a compris que dans nos rangs, il ne pouvait y avoir de place pour lui. Il nous savait trop honorables pour vouloir trafiquer de nos droits nationaux contre le pouvoir; il nous respectait.
(19)

La lutte est-ouest est donc engagée. C'est le Bas-Canada contre le Haut-Canada représenté dans la personne de George Brown. Aux journaux existant viendra se joindre la Presse qui, aussitôt après la formation de la coalition, s'en prendra au chef grit dans des attaques à forte saveur nationale.

Par exemple, le Globe est traité de la façon suivante: "l'infâme Globe, le fanatique Globe, l'anti-catholique Globe, qui a insulté tout ce

que nous avons de plus cher, de plus sacré et qui nourrit en silence les mêmes sentiments, pour les faire éclater quand l'instant propice sera arrivé" (20). Brown est touché puisqu'il est le propriétaire et le maître à penser du journal. Le Haut-Canada en général est également atteint et ce sans distinction de partis. Cette idée d'agression et d'impérialisme revient très souvent dans les pages de la Presse et de l'Union Nationale. Face à cela, Lanctôt souhaite l'union de tous les Bas-Canadiens pour se défendre contre l'agression des gens de l'ouest. Nous reviendront sur cette idée plus tard.

L'attitude de ces journaux rouges est motivée par le fait qu'il faut déprécier Brown, l'âme de la coalition. J.A. Macdonald est également la cible d'invectives, mais elles sont différentes. Macdonald, c'est celui qui représente la corruption administrative et la soif du pouvoir. Brown, par contre, est celui qui veut utiliser le pouvoir pour exercer la domination du Haut-Canada. Macdonald est un ennemi politique, Brown un ennemi national: "George Brown continuera d'être, comme il l'a toujours été, le plus grand ennemi des catholiques et (...) il se servira du pouvoir fédéral pour les dominer et les tyranniser" (21). N'ayant plus aucun lien politique à préserver il devient plus facile de s'en prendre au chef des impérialistes haut-canadiens. Cible par excellence des projectiles francophones conservateurs avant juin 1864, il devenait celle des libéraux francophones dans le cadre de la grande coalition.

20 La Presse 11-8-64

21 L'Union Nationale 9-12-64

Toutefois, parallèlement au Brown qui menace la nationalité, il y a le Brown toujours sincère et énergique qu'il faut respecter. Ce trait de caractère n'est pas disparu suite à son changement de partenaire. "Il nous est encore permis de détester profondément sa politique tout en lui exprimant notre sincère reconnaissance non pas, certes, pour le mal qu'il veut faire à la race française, mais pour la franchise et la loyauté qui règnent dans la première partie de son discours" (22). Pour les Rouges, cette franchise montre à quel point les idées de Brown sont maîtresses dans le ministère puisqu'il n'a même pas à les déguiser pour satisfaire des alliés. Puisque sa politique de domination semble 'acceptée' par les membres de la coalition, le danger pour la race française est d'autant plus présent. Même les louanges à Brown ont pour but d'éveiller la population francophone au danger qui menace son existence.

L'image de Brown dans les journaux libéraux bas-canadiens est donc celle d'un homme énergique, volontaire et résolu - c'est un géant qui impressionne ses collègues de la voix et du geste. C'est aussi un individu aux idées dangereuses pour le Bas-Canada. En plus de l'attaquer, plusieurs libéraux vont se défendre d'avoir jamais été solidaires des opinions du chef libéral haut-canadien. L'Union Nationale ne veut laisser planer aucun doute:

nous affirmons solennellement que nous n'avons été, en aucun temps, l'ami ou l'approbateur de George Brown ou de ses doctrines. Nous sommes restés dignes du sang qui coule dans nos veines (...).

(...) Brown n'a qu'une place qui lui convienne dans le Bas-Canada; c'est celle que M. Cartier et les traîtres qui l'ont suivi, lui ont faite sur l'autel de la nationalité, d'où ils ont renversé leur Dieu pour s'agenouiller devant l'inexorable Jupiter du clear-gritisme. (24)

23 L'Union Nationale 11-2-65

24 L'Union Nationale 8-9-65

Parce qu'il est le dieu du Haut-Canada et parce que ses idées mettent la nationalité en danger, c'est l'homme à combattre par tous les moyens. Cette opinion partagée par la majorité des journaux est la principale caractéristique de l'opinion qu'a pu se former un individu qui a lu pendant quelques années ces divers journaux libéraux. Encore une fois, l'Union Nationale résume bien le portrait-robot de George Brown.

La Confédération pour M. Brown n'a jamais été qu'un moyen et non un but (...). M. Brown a été et est encore avant-tout un Haut-Canadien, un chef sectionnel désirant obtenir le redressement de certains prétendus griefs, tel qu'une augmentation du nombre des représentants, pour dominer le Bas-Canada, le persécuter dans sa foi religieuse, détruire ses institutions nationales et obtenir dans le partage des deniers publics la part du lion. Pour arriver à ces fins redoutables, M. Brown n'a reculé devant aucun moyen, tel que l'insulte, la calomnie, les mesures de guerre civile, d'annexion, une lutte acharnée contre le catholicisme et les droits les plus sacrés de nos coreligionnaires du Haut et du Bas-Canada. (25)

Cette tendance, sans doute la plus anti-Brown de la part des Rouges, est néanmoins celle qui a le plus d'emprise parmi les Bas-canadiens si on accepte le fait qu'il est plus facile d'haïr un individu qu'un territoire géographique. Brown devient donc le bouc-émissaire, ce que le 'Haut-Canada-anglophone-et-protestant' pourrait difficilement être! Il est d'ailleurs notable que le Pays soit presque entièrement absent dans ce conflit contre le libéralisme dominateur haut-canadien. Plus que jamais depuis la coalition de 1864, il préfère rester sur le terrain politique, prônant le retour au système de partis. Il préfère se taire plutôt que d'entrer sur le terrain de la polémique nationaliste.

Si l'individu est dangereux, qu'en est-il du parti qu'il dirige? Brown est une menace, c'est clair, mais qu'en est-il de son parti; a-t-il

également été la cible d'attaques de la part des journaux libéraux bas-canadiens? Dans le chapitre précédent, nous avons vu que le parti clear-grit est perçu par les Rouges comme un parti fortement régionaliste, et ce depuis le début des années 1850. Il représente donc des tendances purement haut-canadiennes, c'est-à-dire anti-bas-canadiennes selon l'équation de l'époque. Ce qui est politiquement anti-bas-canadien peut devenir facilement une menace nationale. C'est ce qui surviendra quand Brown et les siens demanderont justice. A nouveau les francophones devront se défendre, c'est-à-dire attaquer le parti qui veut la prépondérance du Haut-Canada sur la section est du Canāda. A nouveau, en temps de crise, le parti, tout comme son chef, sera la cible des invectives venant des 'futurs dominés' tout libéraux qu'ils soient.

B. Un parti uni par la haine de la 'race' française

Comme il fallait s'y attendre le danger national qui menace les bas-canadiens fait en sorte que la défensive s'établit contre tout ce qui vient de l'ouest de la province. Brown constitue la cible favorite mais le parti grit n'est pas épargné. Les membres de ce parti étant des nationalistes haut-canadiens, l'entité sera donc perçue comme un danger national.

Pourtant, au début des années '50, l'Avenir louait le mouvement démocratique, mouvement également national. Dans un article intitulé "Haut-Canada", C.-F. Papineau écrit:

Les intelligences s'émancipent des langes ministérielles, on ose s'occuper d'affaires publiques, on y trouve même de l'intérêt; tout le monde parle de réformes, d'économie, et surtout d'annexion. L'ignorance fait place à l'étude, la confiance aveugle à des convictions fortes et éclairées, l'apathie aux places à un patriotisme national, l'apatie à l'activité. Ce qui se passe aujourd'hui dans le Haut-Canada en est une

preuve frappante. (1)

Cette attitude s'explique par le fait qu'à cette époque les idées des Rouges ressemblaient beaucoup à celles des membres du mouvement grit. A cette date, aucune des politiques régionales - comme la rep by pop ou l'annexion du Nord-Ouest - n'avait accaparé la place publique. En conséquence les attitudes des Grits ne mettaient aucunement en danger les Rouges, encore moins les Bas-canadiens. Mais à mesure que les années passent et que le parti grit se structure comme mouvement haut-canadien, il faudra modifier ses opinions, même dans les bureaux de L'Avenir. Dans un article, de 1854, le journal affirme que l'Union doit être rappelée:

parce qu'avec la population cupide et rapace du Haut-Canada, nous n'avons jamais eu, ni nous ne pouvons jamais espérer avoir justice; - Parce que nous avons toujours été sacrifiés au Haut-Canada; parce que fidèles à leur mission de nous faire du mal, les Haut-Canadiens ont inventé mille moyens de nous arracher nos deniers pour les employer ou les gaspiller dans leurs localités respectives; (...) parce qu'il y a entre le Haut et le Bas-Canada incompatibilité de mœurs, de législation et d'intérêt (...). (2)

Cet extrait exprime bien les caractères généraux concernant l'attitude des journaux rouges, face au parti grit, vu d'un point de vue national. Tout d'abord, il semble n'être fait aucune distinction de partis politiques puisque tous, Grits autant que Conservateurs font partie d'un tout plus vaste, le tout 'Haut-Canada'. L'ouest menace le fait français de l'est et ce sans distinction de partis. Quand le lecteur lit que le Haut-Canada menace le Bas-Canada, que peut signifier être partisan de G. Brown ou de J.A. Macdonald? Rien du tout. Celui qui fait face à un ennemi, ne perd pas de temps à étudier sa tenue vestimentaire! Ainsi, première carac-

1 L'Avenir 13-4-50

2 L'Avenir 4-4-56

téristique du point de vue national - c'est-à-dire régionaliste bas-canadien - les journaux voient le Haut-Canada comme un tout; il n'est pas nécessaire alors de faire une distinction Grits-Conservateurs. Autre constatation intéressante, les journaux attribuent à ce 'Haut-Canada' des sentiments et des opinions: cupidité, rapacité, désir de faire du mal. Le partisan rouge sera donc tenté d'accorder ces épithètes à ses alliés haut-canadiens. Qu'est-ce qui devient le plus important, l'allié politique ou l'ennemi national? Un parti politique ou la moitié de la province? La réponse s'impose d'elle-même quand on a vu les difficultés de collaboration entre les deux ailes libérales, et la facilité avec laquelle on-essayait, chez les Rouges, de prendre ses distances face à Brown.

Cette attitude définie en période relativement calme, sera maintes fois reprise lorsque la nationalité sera jugée en danger. En attendant, les points de vues politique et national se cotoient bien que le lecteur soit averti que l'aspect politique seul n'est pas suffisant puisqu'un changement d'hommes ne peut que soulager les malaises, sûrement pas guérir les maux.

Suite à la convention réformiste de 1857, L'Avenir conclut qu'"il y a certainement quelque chose d'excellent dans ce programme de réformes. Mais son principal défaut est de ne pas trancher le mal à la racine. Les réformes que l'on propose ne sont que secondaires et seront toujours inefficaces, tant qu'on n'aura pas obtenu l'indépendance du Canada (...)" (3). Ceci vient appuyer ce que nous disions plus haut, à savoir que l'aspect national transcende l'aspect politique. Cette primauté accordée à l'aspect national, le lecteur pourra la sentir par le ton, l'insistance et la fer-

3 L'Avenir 15-1-57

mulation, car la 'nationalité' véhicule beaucoup plus d'émotions et de sentiments que la politique. Qu'il suffise de mentionner cet extrait issu du prospectus du National: "Nulle intrigue, nulle combinaison politique ne pourront paralyser l'influence et le progrès de notre race" (4).

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, peu avant le ministère Brown-Dorion, les relations Rouges-Grits étaient plutôt ardues. L'attente était loin d'être cimentée et même l'optimisme était ,à la baisse. Certains journaux ne répugnaient donc pas à discuter de certaines mesures à connotation nationale comme la représentation selon la population. Ainsi, au début de 1857, le National consacre-t-il une série d'articles sur 'la représentation basée sur la population et l'acte d'Union'. L'extrait suivant exprime bien ce qui nous avons voulu faire ressortir depuis le début de ce chapitre:

Tous ces hommes (députés du Haut-Canada) ne s'accordent que sur un ou deux points, - leur haine en général contre ce qui est le progrès dans le Bas-Canada et contre nos institutions et notre langue qui leur rappellent d'une manière vivante leur implacable et infâme tyrannie à notre égard. Les sentiments de haine contre nos institutions s'étaient concentrés dans le coeur d'un certain nombre d'hommes, puis infiltrées peu à peu dans le peuple, - plus tard elles devinrent le thème chéri des journaux; maintenant elles veulent s'établir sur le terrain de nos assemblées législatives; elles débordent des coeurs des moins fanatiques et des plus ambitieux et pour elles, le succès n'est plus qu'une question de temps, si nous restons dans la position où nous sommes. Les rapports de la dernière session du Parlement nous ont démontré surabondamment dans quel état d'anarchie se trouvent le pouvoir et l'opposition dans le Haut-Canada surtout et combien il est difficile pour un homme du Bas-Canada qui tient à conserver ses principes, intérêts et ses sentiments de patriotisme, de se lier aux hommes politiques de la province supérieure. (5)

4 Le Pays 18-10-55

5 Le National 13-2-57

Durant ces années 1855-1865, la question de la représentation basée sur la population et celle des écoles séparées furent deux gros problèmes qui furent discutés autant sur le plan national que politique. Ces deux mesures signifiaient sensiblement la même chose pour les Bas-Canadiens. Comme le National le signale à propos de la 'rep by pop', "cette mesure tend à altérer la constitution qui nous régit, à fouler aux pieds nos droits les plus sacrés et à anéantir ce que nous Canadiens Français, avons de plus cher, notre nationalité et nos institutions religieuses et civiles" (6). A ce niveau, ces questions n'étaient plus "une question de partis, mais (...) du Bas-Canada tout entier" (7). Mais toujours, le problème de survie d'un parti se posait et le pouvoir, objectif premier de toute formation politique, ne pouvait être atteint que par une union quelconque avec les Grits d'où la dichotomie si bien résumée par le National dans l'article cité plus haut.

L'éphémère ministère des deux jours permettra de revenir à des considérations politiques et à des solutions plus pragmatiques que sentimentales. La grande convention torontoise de 1859 permettra au Pays d'écrire que l'acceptation de l'idée de fédération des deux Canadas "est une garantie que le Haut-Canada, représenté par la grande convention du parti libéral, n'est pas guidé, dans ce mouvement, par l'égoïste sentiment de parvenir à dominer le Bas-Canada (...) puisqu'il accepte un système qui n'offre aucune chance de produire de pareils effets" (8). A nouveau c'est le Haut-Canada et le Bas-Canada. Derrière des considérations purement politiques,

6 Le National 15-6-58

7 Le National 16-3-58

8 Le Pays 15-11-59

l'appartenance nationale demeure présente. Ne faut-il pas que les Rouges rassurent la population tout en collaborant avec certains hommes du Haut-Canada?

Cependant, comme nous l'avons laissé entendre depuis le début, le problème des Rouges ne réside pas uniquement dans l'impossibilité d'une alliance avec un groupe considéré 'anti-national' mais aussi dans les dissensions au sein même des libéraux bas-canadiens. Au Pays qui parle d'union fédérale et qui souhaite une meilleure collaboration avec les Grits, l'Ordre répond: "Nous n'avons jamais cherché pour notre part, à unir ou à palier les divisions qui existent entre l'opposition Bas-Canadienne et l'opposition Haut-Canadienne. Nous allons plus loin, et nous avouons que nous n'avons jamais regretté ces divisions" (9). Leur position est claire, une attitude 'nationale' suffit. Comment Rouges du Pays et Rouges de l'Ordre peuvent-ils collaborer? Comment espérer solutionner les problèmes canadiens quand le parti est déchiré de l'intérieur? Comment espérer attirer une grosse clientèle lorsque les divers organes du parti s'opposent l'un l'autre? Les Rouges ont eu une vocation d'opposition dans la deuxième moitié du XIX siècle. Si cela s'explique par la force des conservateurs, il ne faut pas perdre de vue que les Rouges n'ont pas aidé leur cause, comme certaines sections de ce travail tendent à le démontrer. Avec la coalition de 1864, ces divergeances d'opinion deviendront plus évidentes. Le Pays tiendra à rester dans le cadre du système des partis, y voyant l'unique moyen d'arriver à des solutions aux problèmes canadiens. Par contre, la Presse s'oppose à cet esprit de parti prévoyant que seule l'union de tout le Bas-Canada pourra empêcher la réalisation de cette mesure 'anti-natio-

nale'. A ce point de vue, la coalition sera un bien puisqu'elle permettra une prise de conscience dans la population.

Après la formation de la grande coalition presque tout sera considéré comme du Bas ou du Haut-Canada. L'attitude bas-canadienne - à l'exception des traîtres de Cartier - sera nationale et celle du Haut-Canada menaçante pour la 'race'. Face à cette dernière position, il n'est qu'une solution possible

Cette rapide analyse de la situation ne nous fait-elle pas voir qu'au point de vue national - point de vue suprême, absolu! - il est énormément nécessaire et d'une urgence incroyable que le Bas-Canada se fonde comme un seul homme dans un seul parti, afin de pouvoir tenir bon contre l'envahissement et le génie d'expansion du Haut-Canada. (10)

Enfin, les besoins d'une alliance politique avec Brown étant disparus, les journaux du genre de la Presse auront la partie facile. Le Pays aura plus de problèmes puisque l'époque n'est pas propice aux ententes politiques. Ainsi les Rouges allaient être isolés politiquement et, nationalement, il ne fallait pas penser à une union conservateurs-libéraux. Que reste-t-il à faire? Critiquer les conservateurs pour leur geste d'opportunisme politique en juin 1864? Critiquer les conservateurs pour leur iniquité envers le Haut-Canada, iniquité qui a permis au cri de 'rep by pop' de se propager? Peut-être mais alors le Pays se retrouve dans un cul-de-sac. Politiquement les Rouges n'ont rien à apporter aux Grigs et nationalement les Rouges ne peuvent s'allier aux conservateurs qu'ils critiquent. Quelle alternative reste-t-il aux lecteurs de cet important journal montréalais? Se gargariser de beaux principes élégamment exprimés ou réagir soit dans le sens de la coalition ou dans celui des dissidents pour le fédéric

Lanctôt?

Ces derniers ont l'avantage d'être tout entier nationalistes bas-canadiens. Leur position est plus facile à défendre et leur lutte contre le projet fédératif pourra être plus efficace.

Comme la lutte n'est aujourd'hui une lutte de race que parce que la convoitise des Haut-Canadiens a porté la question sur ce terrain, comme c'est tout simplement une lutte d'intérêts matériels opposés entre le Haut et le Bas-Canada, comme le Haut-Canada cherchera alors comme aujourd'hui à dominer le Bas-Canada, à tout accaparer (...) vous auriez tort de croire que vous seriez satisfait de votre sort dans l'union législative. (11)

Comme nous l'avons mentionné plus haut, c'est plus une lutte entre les deux sections de la province qu'une lutte entre partis politiques. Le lendemain, le journal précise encore sa pensée en cette période troublée:

Les partis n'ont donc à proprement parler aucune raison sérieuse d'existence autre que des sympathies personnelles (...). Loin de nous de blâmer cette lutte d'hommes et de partis dans le passé, elle a pu produire de bons résultats dans l'administration des affaires (...). Mais à présent, convaincu du danger, nous demandons à nos compatriotes d'oublier leur dissensions pour s'unir et trouver dans l'union la force de résistance. (12)

Presque chaque numéro de ce journal de combat contient un avertissement contre le Haut-Canada, une demande pour ne pas dire une supplication aux Bas-Canadiens pour qu'ils s'unissent dans le but de défendre leurs intérêts. Le lecteur se verra donc ni plus ni moins 'endoctriné' par cette répétition d'arguments. Encore là, et faut-il le répéter, si d'un certain point de vue le lecteur de l'Union Nationale et celui du Pays sont rouges, ils n'en demeurent pas moins très différents. Lanctôt à d'ailleurs

11 L'Union Nationale 12-10-64

12 L'Union Nationale 13-10-64

bien saisi cette différence dans son analyse d'une lettre d'A.-A. Dorion parue dans le Pays, lettre dans laquelle Dorion défend sa position anti-confédératoiniste. Il note que Dorion analyse la question du point de vue exclusivement matériel, financier et constitutionnel. C'est très bien,

mais où sont les hommes publics canadiens-français qui traitent la question à son grand et véritable point de vue: le point de vue de notre autonomie, de notre conservation nationale! Où sont les chefs de parti qui se montrent disposés à monter à l'assaut de la confédération, le drapeau canadien-français et la charte de nos droits, à la main! Les liens de parti ont tellement intimidé le sentiment national dans leur coeur qu'ils n'osent toucher à cette corde. (13)

Ce nationalisme défensivement agressif a vraiment peu en commun avec la dialectique calculée du Pays. Tous craignent les prétentions du Haut-Canada. Mais, alors que pour le Pays, ces prétentions sont nées uniquement de l'attitude rigide des politiciens conservateurs du Canada-Est, pour des journaux comme l'Ordre et l'Union Nationale, la raison de ce conflit est toute autre:

Si nous avons à craindre quelque chose du Haut-Canada, c'est sans doute que nous sommes Français et Catholiques pendant qu'il est Anglais et Protestant, et que naturellement chacun donnant la préférence à sa nationalité, à sa religion, se trouve pour ainsi dire entraîné à son insu à des actes agressifs contre les institutions des autres. (14)

Certes le terme 'Clear-Grit' ne disparaît pas des journaux rouges, mais il est amputé de sa signification puisqu'il veut dire également 'Tories' ou 'Haut-Canada'. Quelques fois seulement, et à cause de Brown, les médias libéraux parleront spécifiquement des Grits. Et ce sera pour dire que Brown et les siens vont plus loin que tout le monde dans leur demande de confédération.

13 L'Union Nationale 10-11-64

14 L'Ordre 28-10-64

En conclusion à cette section, nous nous devons d'abord de retenir l'importance accordée à cet aspect par les journaux de l'époque. Ceci s'explique par le fait que ce fut une période troublée, une période d'incertitude au cours de laquelle tous avaient frais à la mémoire le rapport Durham et essayaient de s'accomoder de l'union forcée avec le Haut-Canada. Aux crises nombreuses qui se sont succédées au cours de cette quinzaine, les journaux rouges ont réagi, mais pas tous dans le même sens. Alors que le Pays organe du parti politique tient à demeurer sur le plan politique pour éviter l'appel au sentimentalisme, d'autres journaux dont l'Ordre et l'Union Nationale ne se gênent pas pour parler de l'entité 'Haut-Canada'. Ces derniers sont assurés que la réaction nationale bas-canadienne sera bénéfique et protégera les Bas-Canadiens contre les désirs anti-nationaux de la population anglophone et protestante de la section ouest du Canada.

Ainsi la réaction nationale s'effectue à plus d'un palier, selon les intérêts des journaux et des groupes qu'ils représentent. Mais qu'importe son expression, la source de ce 'nationalisme' demeure dans l'acte d'Union. Comme le signale l'Ordre,

L'Union se trouve donc en face de deux obstacles insurmontables, de deux faits politiques sur lesquels elle doit se briser.

D'abord la profonde séparation du Haut et du Bas, séparation se manifestant dans le domaine des idées par deux courants bien distincts, le courant Français et le courant Anglais. Quoiqu'on ait tenté pour attirer dans le même lit ces deux courants rivaux, ils s'excluent l'un et l'autre, et lorsqu'on a tout fait pour leur faire suivre une ligne parallèle, ils marchent toujours sans se confondre.

Puis, cette séparation nationale a naturellement produit un antagonisme radical éclatant de temps à autre, et s'exprimant maintenant par la demande de l'augmentation de la représentation. (15)

Certains journaux insistaient sur le premier aspect alors que d'autres discutaient plutôt le second. Pauvres lecteurs!

CONCLUSION:

"La démission de George Brown de son poste de ministre dans la coalition formée en 1864, à la fin de 1865, annonçait le retour éventuel à la politique des partis" (1). Ceci marquait également la fin d'une époque troublée, époque au cours de laquelle les Canadiens cherchaient un 'modus vivendi' acceptable pour tous, permettant sécurité et développement culturel, politique et économique. Si cette étude ne nous a pas permis de saisir tous les éléments de cette réalité historique des années 1850-65, il en est cependant quelques-uns que nous pouvons mieux comprendre. En effet, la lecture des journaux libéraux pendant cette quinzaine nous fournit des informations sur la perception 'libérale' de l'époque pré-confédérative.

L'étude de ces journaux nous apprend que dans la pensée des Rouges, il est très important de comprendre toutes les implications de l'acte d'Union - principalement celles mettant en jeu l'existence des Canadiens-français. On parle abondamment, on discute ses implications et constamment les journaux en demandent le rappel puisque l'union "nous a été imposée, à nous Canadiens-Français dans le but évident de nous dénationaliser, en nous alliant, alors que nous étions la majorité, avec la minorité anglaise du Haut-Canada" (2). L'idée de la défense de la nationalité est grandement liée à l'omniprésence de l'acte d'Union dans la pensée des Rouges. Dans l'esprit des journalistes, l'époque de la survivance est commencée et ils ne cessent de le rappeler aux lecteurs.

Puisque tous réagissent négativement face à la constitution pro-

1 J.P. Bernard, La pensée et l'influence des Rouges (1848-1867), Ph.D. Université de Montréal, 1970, p. 420.

2 L'Ordre 7-8-63

vinciale, il n'est pas illogique de voir les divers journaux répéter que toute entente est impossible avec le Haut-Canada. Ils manifestent un manque total de confiance dans la section ouest de la province et leur attitude fut constante pendant la quinzaine étudiée. Cette conviction qu'une entente est impossible se change peu à peu en crainte au moment où l'idée de 'rep by pop' prend de l'ampleur. L'idée ne rappelle-t-elle pas à tous le désir d'assimilation exprimé par lord Durham. La crainte se traduira par un nationalisme 'défensivement agressif'. Les priorités sont différentes entre les deux sections de la province. La collaboration au niveau politique demeure donc difficile - surtout que chaque groupe veut défendre ses intérêts - et les Rouges n'ont pas de solution de rechange à cette menace nationale et à ces difficultés politiques. Les thèmes de l'annexion et de la dissolution de l'Union reviendront régulièrement dans les pages des journaux mais, encore là, les solutions semblent plutôt théoriques que pratiques. Voilà un premier groupe de renseignements que notre recherche nous a fournis. Il est à noter que ces conclusions ressortent autant des textes que nous avons étudiés que du ton employé et de la fréquence avec laquelle on argumentait.

Si notre recherche nous a permis de faire ressortir certains aspects sur cette quinzaine vue d'un point de vue libéral, elle nous permet également de conclure quelque chose sur les partis politiques en général durant cette période. Alors que certains organes libéraux considèrent les partis politiques comme nécessaires et que d'autres n'y tiennent pas, tous sont d'accord pour en parler. On parle souvent des partis du Bas-Canada évidemment; mais quand parle-t-on des partis haut-canadiens? Quand l'intérêt des Bas-Canadiens est en jeu. Les journaux ne parleront des partis du Haut-Canada que si le Bas-Canada est concerné, c'est une autre cons-

tation dont nous avons fait mention au cours de ce travail. Egalement on lie l'existence des Grits à celle du parti conservateur - moyen intéressant de mettre les responsabilités sur le dos de l'adversaire. En effet, le grittisme est une réaction au 'conservatisme' manifesté par J.A. Macdonald et Cartier. Que ceux-ci mettent sur pied des réformes et le radicalisme disparaîtra. Les Rouges se donnent le beau rôle sur le plan politique par leur désir de réformes, d'honnêteté, ce qui les rapprochent des Grits. Le parti serait donc politiquement 'bon', mais l'existence des conservateurs force une réaction anti-nationale au Haut-Canada. Encore une fois, c'est l'éternel problème des Rouges et de leur alliance: le 'bon' côté politique contre le 'mauvais' côté national.

Plus précisément sur les Grits, il nous est permis de comprendre l'état des relations Grits-Rouges à travers cette étude. Mais, également, nous renseigne sur ces relations, la fréquence avec laquelle on parle des Grits ainsi que les termes employés pour en parler. Certaines périodes, comme celle des conventions de 1857 et de 1859, du ministère Brown-Dorion de 1858, verront les journaux parler beaucoup du parti libéral haut-canadien. A l'inverse, d'autres périodes seront caractérisées par une absence presque totale d'information sur le parti de Brown. Ceci illustre sans doute assez bien la réalité politique. En ce qui concerne les termes employés, des expressions comme "l'opposition haut-canadienne" ou "le parti libéral haut-canadien" nous en apprennent beaucoup sur l'état des relations entre les deux groupes. Deux mouvements unis dans le seul but de s'opposer à un troisième parti sont beaucoup plus éloignés l'un de l'autre que deux mouvements qui sont libéraux et qui cherchent le pouvoir! Notre recherche nous a permis de jauger la température des relations à ces diffé-

rents niveaux et ceci aide à mieux comprendre l'Union. Deux partis régionalistes se sont unis politiquement parce qu'ils voyaient là une possibilité - peut-être la seule - de renverser un gouvernement jugé trop bien installé pour se préoccuper du bien commun.

Nous avons donc là divers renseignements intéressants sur les Grits, toujours tels que vus par les organes rouges. Mais que dire de George Brown? Ce politicien a eu fort mauvaise presse au Bas-Canada durant cette période. De fait, il ne recevra de véritables louanges qu'après une défaite, au moment où le haut-canadien en lui ne sera plus dangereux. On cherchera donc à profiter de son appui politique sans avoir à souffrir du reste. Ceci résume assez bien l'idée qui nous est restée de Brown après cette recherche.

Si cette étude nous a renseigné sur la politique canadienne durant les années de l'Union et sur l'entente Rouges-Grits, elle nous a également fourni des informations sur les Rouges eux-mêmes, sur leurs organes et sur leur clientèle. C'est tout d'abord un parti régionaliste, intéressé uniquement au Bas-Canada, - la situation bas-canadienne a de beaucoup la priorité sur la situation haut-canadienne. C'est un parti avec deux tendances divergeantes, la tendance politique et la tendance nationale - i.e. besoin de réformes vs peur de l'acte d'Union. En conséquence, il n'y a aucune surprise à retrouver deux genres de journaux, les journaux de parti et les journaux d'idées. Ainsi, en parlant des Grits, les Rouges ne parviennent pas à dissimuler les divisions internes qui les séparent, mésentente sur les priorités, sur certains buts du parti. A un niveau inférieur, il y a division, opposition dans les politiques, ceci s'expliquant par le fait que le libéralisme bas-canadien soit quelque chose d'imprécis, comprenant

plusieurs teintes. L'opposition entre les divers journaux que nous avons fait ressortir dans ce travail nous montre la faiblesse du parti, divisé qu'il est de l'intérieur. Il ne constitue pas du tout une alternative valable aux conservateurs; il ne peut avoir une clientèle abondante à cause de son alliance politique avec les Grigs. La plus grande influence de Brown au Bas-Canada, ne fut-elle pas de renforcer les conservateurs et d'affaiblir les Rouges? Egalement, la clientèle se dut d'être acrobate et assez aventurière pour opter en faveur de l'option rouge.

En conclusion, cette recherche constitue un élément d'explication de diverses tendances que l'on retrouve à cette époque. Les tensions politiques et nationales que nous avons vues au cours de cette période nous ~~montrent~~ mettent le besoin vital d'une solution quelconque, besoin ressenti par tous les Canadiens. Ceci aide à comprendre pourquoi le projet fédératif a été si rapidement accepté et voté par les politiciens. On avait finalement trouvé une solution. Il ne fallait pas la laisser glisser entre ses doigts. Cette recherche nous aide également à mieux comprendre la force respective des libéraux et des conservateurs au Bas-Canada - et plus tard au Québec - durant la deuxième moitié du XIX siècle. Puisque la nationalité était perçue comme constamment en péril, Rouges et conservateurs étaient d'accord que le Bas-Canada avait besoin d'une élite forte pour procurer la sécurité à la 'race' française. Il est évident que les libéraux, divisés, ne pouvaient constituer une alternative aux conservateurs. C'est ce que les années post-confédératives allaient prouver.

